

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 131
N° 4

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 31
no Tenuare 1982

Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis:
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne. . . 125 frs Les mêmes renouvelées : la ligne : . . 50 frs Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc... la ligne. 90 frs
Prix d'un exemplaire	125	150	190	165	225	
Abonnement : six mois	1.500	1.800	2.250	1.950	2.700	
un an	2.750	3.350	4.250	3.750	5.150	

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 9113909

Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

	Pages
1981 17 déc. Arrêté ministériel fixant la date des élections à des commissions administratives paritaires (sages-femmes et infirmières d'outre-mer). (J.O.R.F. du 1er janvier 1982, page 6).	118

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1981 23 déc. Arrêté n° 9933 VR fixant les dispositions applicables à l'examen du certificat d'études primaires élémentaires.	118
23 déc. Arrêté n° 9938 AA rendant exécutoires les délibérations n° 81-114 et 81-115 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale : - portant ratification de la convention passée avec l'institut régional de formation de travailleurs sociaux et de recherche sociale d'Aquitaine et relative à la préparation du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé ; - portant ratification de la convention passée avec l'institut régional de formation de travailleurs sociaux et de recherche sociale d'Aquitaine et relative à la préparation au certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur.	121

23 déc. Arrêté n° 9939 AA rendant exécutoire la délibération n° 81-116 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant ratification du contrat-cadre relatif à l'étude de faisabilité des procédés d'élevages marins dans l'archipel des Tuamotu.	125
23 déc. Arrêté n° 9940 AA rendant exécutoire la délibération n° 81-118 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant ratification de la convention relative à la recherche, la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel dans le domaine de la muséologie.	128
23 déc. Arrêté n° 9941 AA rendant exécutoire la délibération n° 81-117 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant ratification de la convention-cadre relative à la desserte maritime interinsulaire, la pêche et l'aquaculture.	129
28 déc. Arrêté n° 2452 SG portant approbation des comptes définitifs des régimes de prestations sociales en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans pour l'exercice 1980.	131
28 déc. Arrêté n° 2453 SG portant modification de la répartition du produit de la taxe parafiscale instituée par la délibération n° 79-21 du 1er février 1979 entre les différents régimes de protection sociale en milieu rural pour l'exercice 1981.	132

28 déc.	Arrêté n° 2454 SG fixant le budget des régimes de prestations sociales en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans pour l'exercice 1982.	132
28 déc.	Arrêté n° 2455 SG fixant les modalités de placement des fonds disponibles du régime de protection sociale en milieu rural.	133
28 déc.	Décision n° 2458 DOM déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation d'un stade à Afareaitu (Moorea), en vue des prochains jeux de Polynésie.	133
28 déc.	Décision n° 2459 TLS portant modification de l'arrêté n° 1778 TLS du 15 mai 1974 fixant la liste des pièces que les travailleurs malades ou les bénéficiaires doivent fournir pour bénéficier des différentes prestations du régime d'assurance maladie invalidité.	133
28 déc.	Décision n° 2460 PEL habitant le chef du territoire à négocier la révision de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration.	134
28 déc.	Arrêté n° 9972 AA rendant exécutoire la délibération n° 81-104 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification du budget local, exercice 1981, (aménagement portuaires de Kaukura).	134
28 déc.	Arrêté n° 9990 FT accordant une subvention à l'association fraternité chrétienne des malades et handicapés.	135
1982 14 janv.	Décision n° 77 ITSTAT constatant l'indice des prix du mois de décembre 1981.	135
21 janv.	Arrêté n° 323 FT portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget ordinaire annexe de l'hôpital territorial de Mamao de l'exercice 1982.	135
21 janv.	Arrêté n° 324 FT portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial ordinaire pour l'exercice 1982.	136
21 janv.	Décision n° 89 AE approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 26-81 du 22 décembre 1981 portant virements internes de crédits dans le budget du port autonome de Papeete pour l'exercice en cours.	144
21 janv.	Arrêté n° 92 FSDT définissant le programme du fonds spécial de développement du tourisme pour l'année 1981.	145
	Extraits.	145

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

1982 12 janv.	Décision n° 39 AE homologuant le prix de vente au détail des cigarettes et cigares.	147
---------------	---	-----

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

1981 30 déc.	Décision n° 10028 IDV/AU autorisant la réalisation d'un groupe d'habitations par M. Emmanuel Porlier à Pirae, rue Paul Bernière.	148
--------------	--	-----

AVIS OFFICIELS

Service des finances et de la comptabilité.	Avis relatif à la valeur brute mensuelle du point d'indice majoré (1er janvier 1982).	148
---	---	-----

Service des douanes.	Cours des changes (Période du 1er février au 14 février 1982 inclus).	149
Service de l'aménagement du territoire.	Certificat délivré à la société de crédit et de développement de l'Océanie (SOCREDO).	149
Inspection du travail et des lois sociales.	a) Avis préalable à l'extension d'un accord de salaires conclu dans le bâtiment et travaux publics.	149
	b) Décision n° 4553 TLS du 15 décembre 1981 de la commission mixte paritaire du bâtiment et des travaux publics de la Polynésie française.	149
	c) Avis préalable à l'extension de la convention collective de travail des entreprises de transport aérien de la Polynésie française (personnel au sol et personnel navigant technique).	150
	d) Convention collective de travail des entreprises de transport aérien de la Polynésie française (personnel au sol et personnel navigant technique).	151
Enquêtes de commodo et incommodo :		
	- M. Auguste Maraetefau (commune de Teva I Uta).	168
	- M. André Duclercq (mandataire de l'entreprise SO-COMA) (commune de Punaauia).	169
	- Mme Josette Werk (commune de Faavae).	169
	- M. Freddy Yune (commune de Papeete).	169

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires.	170
Annonces diverses.	171

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ARRETE ministériel du 17 décembre 1981 fixant la date des élections à des commissions administratives paritaires (sages-femmes et infirmières d'outre-mer).

Par arrêté du ministre de la solidarité nationale et du ministre de la santé en date du 17 décembre 1981, la date des élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires respectivement compétentes à l'égard des sages-femmes du corps autonome d'outre-mer et des infirmières du corps autonome d'outre-mer est reportée du 12 janvier 1982 au 12 février 1982.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 9933 VR du 23 décembre 1981 fixant les dispositions applicables à l'examen du certificat d'études primaires élémentaires.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret 70-47 du 15 janvier 1970 portant création et organisation des vice-rectorats dans les territoires d'outre-mer et délégation de pouvoirs aux vice-recteurs ;

Vu la délibération 75-22 du 24 janvier 1975 modifiée par la délibération 78-9 du 21 janvier 1978 portant création du service de l'éducation (arrêté n° 1211 AA du 12 mars 1975) ;

Vu la décision n° 1822 SE du 26 octobre 1979 portant modification des arrêtés n° 1350 IP du 8 novembre 1950 et n° 10 E du 7 janvier 1960 fixant les modalités d'examen du certificat d'études primaires élémentaires ;

Vu la lettre n° 102 SG1 du 13 mars 1980 du secrétariat général du gouvernement de la Polynésie française relative au certificat d'études primaires élémentaires ;

Vu la lettre du directeur de l'académie tahitienne n° 38-80 du 25 juillet 1980 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire en date du 16 octobre 1980 ;

Vu l'avis du conseil territorial de l'enseignement primaire en date du 16 décembre 1980 ;

Vu la lettre n° 455 DC2 du 18 février 1981 du ministre de l'éducation ;

Vu l'arrêté n° 1305 du 16 mars 1981 fixant les dispositions applicables en 1981 à l'examen du certificat d'études primaires élémentaires ;

Vu la lettre n° 6052 S/DEPS2 du 7 avril 1981 du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu la lettre n° 937 JS/JR/MC du 5 mai 1981 du directeur de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'avis du comité technique paritaire en date du 4 juin 1981 ;

Le conseil de gouvernement informé en sa séance du 10 novembre 1981,

Arrête :

Article 1er.— A la fin de chaque année scolaire, une session de certificat d'études primaires élémentaires est ouverte dans le territoire de la Polynésie française.

Art. 2.— Les candidats à cette session doivent avoir au moins 14 ans révolus au 31 décembre de l'année de l'examen. Une dispense d'âge d'un an peut être accordée par l'inspecteur de la circonscription pédagogique.

Art. 3.— Une session spéciale du certificat d'études primaires élémentaires réservée aux adultes est ouverte chaque année civile.

Art. 4.— Les candidats à cette session doivent réunir les conditions suivantes :

a) avoir quinze ans au moins au 31 décembre de l'année de l'examen ;

b) ne pas avoir fréquenté, depuis le 1er septembre de l'année qui précède, un établissement public ou privé dans lequel prédomine un enseignement général.

Art. 5.— Les candidats à cette session spéciale ne subissent pas l'épreuve d'éducation physique.

Art. 6.— Les candidats à la session normale peuvent être dispensés de l'épreuve d'éducation physique par le médecin de l'hygiène scolaire.

Toutefois, s'agissant des candidates et candidats inscrits dans les centres d'examen autres que ceux ouverts dans l'île de Tahiti, les dispenses peuvent être accordées par un médecin du service de la santé.

Art. 7.— L'examen du certificat d'études primaires élémentaires, session normale et session spéciale, comporte au choix

des candidats, quatre options : normale, agricole, maritime ou ménagère.

Art. 8.— L'examen comprend une seule série d'épreuves :

1°) Une rédaction sur un sujet se rapportant à l'expérience personnelle du candidat (le sujet peut être un compte-rendu, un rapport, une lettre).

Deux sujets sont proposés au choix des candidats.

L'écriture est notée sur cette composition.

Durée de l'épreuve : 50 minutes.

2°) Une dictée d'une dizaine de lignes (ponctuation dictée), suivie de trois questions dont deux relatives à l'intelligence du texte et la troisième à la grammaire.

Durée de l'épreuve : 50 minutes sont accordées aux candidats pour relire et répondre aux trois questions.

3°) Une composition de calcul : deux problèmes de la vie pratique, le premier relativement court et le second plus long, comportant, sur un même thème concret, plusieurs questions successives.

Durée de l'épreuve : 50 minutes.

4°) Une interrogation écrite comportant deux questions de sciences.

Durée de l'épreuve : 20 minutes.

5°) Une interrogation écrite comportant une question d'histoire et une question de géographie.

Durée de l'épreuve : 20 minutes

6°) a) Pour les candidats à l'option normale, un exercice simple de dessin ou de travail manuel :

- pour les garçons : dessin à vue ou dessin d'ornement, ou croquis coté, ou tracé géométrique simple ou travail manuel ;

- pour les filles : dessin à vue ou dessin d'ornement, ou couture.

Durée de l'épreuve : 40 minutes.

b) Pour les candidats aux options agricole, ménagère ou maritime, une épreuve pratique. La durée de cette épreuve varie en fonction des travaux demandés.

7°) Lecture d'un texte d'une dizaine de lignes, sans questions.

8°) a) Pour les candidats à la session normale, une épreuve de chant ou de récitation : chaque candidat prépare une liste de six chants et de six récitation parmi lesquels l'épreuve est choisie. Avant l'épreuve, la commission décide par tirage au sort de la matière (chant ou récitation) sur laquelle portera l'interrogation.

b) Pour les candidats à la session spéciale, un entretien permettant de vérifier la capacité de ces candidats à s'exprimer oralement.

9°) Une épreuve de calcul mental : cinq questions empruntées à la vie pratique à résoudre mentalement.

10°) Une épreuve d'éducation physique comportant :

- athlétisme

- une course de vitesse de 60 m ;

- un saut en hauteur ;

- un lancer de poids de 3 kg ou un grimper libre chronométré, sur une corde de cinq mètres mesurés au sol.

Notés selon les barèmes en annexe.

- natation facultative

- un parcours de cinquante mètres sans limitation de temps donnant droit à une majoration d'un point de la note moyenne sur 10.

- gymnastique

- un enchaînement proposé, noté sur 10 commun aux garçons et aux filles.

La note sur 10 attribuée aux candidats à l'issue des épreuves sportives est la moyenne des épreuves d'athlétisme et de gymnastique à laquelle s'ajoute, le cas échéant, la majoration d'un point prévu pour la natation, sans que le total puisse excéder 10 sur 10.

11°) Une épreuve facultative de langues polynésiennes : tahitien ou marquisien ou mangarévien ou paumotu etc... comportant :

a) un oral : lecture d'un texte d'une dizaine de lignes suivie de questions portant sur ce texte, l'ensemble noté sur 15.

b) un écrit : construction de phrases ou de paragraphes (10 lignes maximum) notée sur 5. Durée de l'épreuve : 50 minutes.

Le total obtenu à cette épreuve est pris en compte par l'attribution d'une bonification qui s'ajoute au total des points de l'ensemble des épreuves selon le barème suivant :

Total sur 20	Bonification
note inférieure à 10	0
note comprise entre 10 et 12 non inclus	1
note comprise entre 12 et 14 non inclus	2
note comprise entre 14 et 16 non inclus	3
note supérieure ou égale à 16	4

Art. 9.— Un programme général est établi par arrêté du conseil de gouvernement pour chacune des épreuves. Pour les options agricole, maritime et ménagère une adaptation du programme général est prévue.

Art. 10.— Les épreuves sont notées comme suit :

a) Session normale :

Nature des épreuves	NOTATION SUR			
	Option normale	Option agricole	Option maritime	Option ménagère
Dictée	10	05	05	05
Questions	10	05	05	05
Calcul	20	20	20	20
Rédaction	10	10	10	10
Sciences	10	20	20	20
Total 1re série	60	60	60	60
Histoire	05	05	05	05
Géographie	05	05	05	05
Dessin travaux manuels	10	—	—	—
Epreuves pratiques	—	30	30	30
Lecture	05	05	05	05
Chant ou récitation	05	05	05	05
Calcul mental	05	05	05	05
Écriture de la rédaction	05	05	05	05
Éducation physique	10	10	10	10
Total 2e série	50	70	70	70
TOTAL GENERAL	110	130	130	130

b) Session spéciale :

Nature des épreuves	NOTATION SUR			
	Option normale	Option agricole	Option maritime	Option ménagère
Dictée	10	05	05	05
Questions	10	05	05	05
Calcul	20	20	20	20
Rédaction	10	10	10	10
Sciences	10	20	20	20
Total 1re série	60	60	60	60
Histoire	05	05	05	05
Géographie	05	05	05	05
Dessin travaux manuels	10	—	—	—
Epreuves pratiques	—	30	30	30
Lecture	05	05	05	05
Entretien	05	05	05	05
Calcul mental	05	05	05	05
Écriture de la rédaction	05	05	05	05
Total 2e série	40	60	60	60
TOTAL GENERAL	100	120	120	120

Pour les deux sessions, la note zéro pour l'orthographe de la dictée et le calcul est éliminatoire si elle est maintenue après délibération du jury.

Art. 11.— Les sujets des épreuves et la composition des commissions d'examen, sont soumis par le chef du service de l'éducation à l'approbation de l'inspecteur d'académie, vice-recteur de la Polynésie française.

Art. 12.— Sont admis définitivement, après délibération du jury, les candidats qui, n'ayant pas de note éliminatoire, remplissent les conditions suivantes :

1°) - avoir obtenu un minimum de 30 points pour l'ensemble des cinq premières épreuves (dictée, questions, calcul, rédaction, sciences) ;

2°) - avoir obtenu pour l'ensemble des épreuves de l'examen, le minimum de points suivants :

- pour les candidats à la session normale :

. option normale : 55 points ;

. option agricole, maritime, ménagère : 65 points.

- pour les candidats à la session normale dispensés d'éducation physique dans les conditions prévues à l'article 6 et pour les candidats à la session spéciale :

. option normale : 50 points ;

. option agricole, maritime, ménagère : 60 points.

Art. 13.— Les procès-verbaux d'examen sont transmis au vice-recteur qui, après avoir vérifié la régularité des opérations, délivre, s'il y a lieu, le certificat d'études primaires élémentaires.

Des délégations de signature peuvent être données aux inspecteurs départementaux de l'éducation nationale par l'inspecteur d'académie, vice-recteur après accord avec le chef du service de l'éducation.

Art. 14.— L'inspecteur d'académie, vice-recteur et le chef du service de l'éducation sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui abroge toutes les dispositions qui lui sont contraires et qui prendra effet pour compter des sessions 1982 du certificat d'études primaires élémentaires ; il sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1981.

Paul NOIROT-COSSON.

B.S.S — BAREME pour CANDIDATS

Epreuves athlétiques Barème de cotation (1)					Tableau de conversion en note /20	
Points	Course 60 m	Saut en hauteur	Lancer ou Grimper		Total des points sur 3 épreuves (2)	Notes
			P. 3 kgs	5 m		
37	7.8	1.57	14.70	3.7		
36	7.8	1.53	14	3.9	110	10
35	8	1.49	13.30	4	90	
34	8.1	1.45	12.60	4.1	88	
33	8.2	1.41	12	4.2		
32	8.4	1.38	11.40	4.4	85	9
31	8.5	1.34	10.80	4.6	83	
30	8.6	1.31	10.30	4.8	80	8
29	8.8	1.27	9.80	5	78	7
28	8.9	1.24	9.30	5.4	75	
27	9	1.21	8.80	5.8	73	
26	9.2	1.17	8.40	6.2		
25	9.3	1.14	8	6.7	70	6
24	9.4	1.11	7.60	7.2	68	
23	9.6	1.09	7.20	7.7	65	5
22	9.7	1.06	6.80	8.3	63	
21	9.9	1.03	6.50	8.9	60	4
20	10	1.00	6.20	9.6	58	
19	10.2	98	5.90	10.3	55	3
18	10.3	95	5.60	11.1	53	
17	10.5	93	5.30	12	50	2
16	10.7	90	5.10	12.9	45	
15	10.8	88	4.80	13.9	40	1
14	11	85	4.60	14.9		
13	11.1	83	4.30	16.1		
12	11.3	81	4.10	17.3		
11	11.5	79	3.90	18.6		
10	11.7	77	3.90	20		
9	11.8	75	3.50	4 m 50		
8	12	73	3.40	4 m 25		
7	12.2	71	2.20	4 m		

(1) les performances comprises entre 2 cotes sont rapportées à la cote inférieure.

(2) rapporter la somme réelle des points obtenus au total le plus proche de l'échelle.

B.S.S. — BAREME pour CANDIDATES

Epreuves athlétiques Barème de cotation (1)					Tableau de conversion en note /20	
Points	Course 60 m	Saut en hauteur	Lancer ou Grimper		Total des points sur 3 épreuves (2)	Notes
			P. 3 kgs	5 m		
33	8.2	1.41	12	5		
32	8.4	1.38	11.40	5.4	73	10
31	8.5	1.34	10.80	5.8	70.5	
30	8.6	1.31	10.30	6.2	70	
29	8.8	1.27	9.80	6.7	68	9
28	8.9	1.24	9.30	7.2	66	
27	9	1.21	8.80	7.7	65.5	
26	9.2	1.17	8.40	8.3	63	8
25	9.3	1.14	8	8.9	62	
24	9.4	1.11	7.60	9.6	60.5	
23	9.6	1.09	7.20	10.3	58	7
22	9.7	1.06	6.80	11.1	55.5	
21	9.9	1.03	6.50	12	54	
20	10	1.00	6.20	12.9	53	6
19	10.2	98	5.90	13.9	50.5	
18	10.3	95	5.60	14.9	50	
17	10.5	93	5.30	16.1	48	5
16	10.7	90	5.10	17.3	46	
15	10.8	88	4.80	18.6	45.5	
14	11	85	4.60	20	43	4
13	11.1	83	4.30	4 m 50	42	
12	11.3	81	4.10	4 m 25	40.5	
11	11.5	79	3.90	4 m	38	3
10	11.7	77	3.70	3 m 75	35.5	
9	11.8	75	3.50	3 m 50	34	
8	12	73	3.40	3 m 25	33	2
7	12.2	71	3.20	3 m	30.5	
6	12.4	69	3	2 m 75	30	1
5	12.6	67	2.90	2 m 50		
4	12.7	66	2.80	2 m 25		
3	12.9	64	2.70	2 m		
2	13.1	62	2.60	—		

ARRETE n° 9938 AA du 23 décembre 1981 rendant exécutoires les délibérations n° 81-114 et 81-115 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Sont rendues exécutoires les délibérations ci-après de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française :

(1) les performances comprises entre 2 cotes sont rapportées à la cote inférieure.

(2) rapporter la somme réelle des points obtenus au total le plus proche de l'échelle.

- n° 81-114 du 27 novembre 1981 portant ratification de la convention passée avec l'institut régional de formation de travailleurs sociaux et de recherche sociale d'Aquitaine et relative à la préparation du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé ;

- n° 81-115 du 27 novembre 1981 portant ratification de la convention passée avec l'institut régional de formation de travailleurs sociaux et de recherche sociale d'Aquitaine et relative à la préparation au certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1981.

Paul NOIROT-COSSON

DELIBERATION n° 81-114 du 27 novembre 1981 portant ratification de la convention passée avec l'institut régional de formation de travailleurs sociaux et de recherche sociale d'Aquitaine, et relative à la préparation du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 70 ;

Vu la lettre n° 197 BPC du 8 octobre 1981 du conseil de gouvernement, approuvée en séance du 30 septembre 1981 ;

Vu la lettre n° 467 VP du 25 novembre 1981 de M. le vice-président du conseil de gouvernement enregistrée à l'assemblée territoriale sous le n° 880 AT du 25 novembre 1981 ;

Vu la délibération n° 81-50 du 27 juillet 1981 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 141-81 du 27 novembre 1981 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 27 novembre 1981,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée territoriale de la Polynésie française ratifie la convention avec l'institut régional de formation de travailleurs sociaux et de recherche sociale d'Aquitaine, relative à la préparation au diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé.

Art. 2.— Le conseil de gouvernement est chargé de l'application de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,

André PORLIER.

Le président,

John TEARIKI.

DELIBERATION n° 81-115 du 27 novembre 1981 portant ratification de la convention passée avec l'institut régional de formation de travailleurs sociaux et de recherche sociale d'Aquitaine, et relative à la préparation au certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 70 ;

Vu la lettre n° 197 BPC du 8 octobre 1981 du conseil de gouvernement, approuvée en séance du 30 septembre 1981 ;

Vu la lettre n° 467 VP du 25 novembre 1981 de M. le vice-président du conseil de gouvernement enregistrée à l'assemblée territoriale sous le n° 880 AT du 25 novembre 1981 ;

Vu la délibération n° 81-50 du 27 juillet 1981 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 141-81 du 27 novembre 1981 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 27 novembre 1981,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée territoriale de la Polynésie française ratifie la convention avec l'institut régional de formation de travailleurs sociaux et de recherche sociale d'Aquitaine, relative à la préparation au certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur.

Art. 2.— Le conseil de gouvernement est chargé de l'application de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
André PORLIER.

Le président,
John TEARIKI.

CONVENTION DE FORMATION DES EDUCATEURS SPECIALISES

Entre :

- Le territoire de la Polynésie française, représenté par le haut-commissaire de la République, chef du territoire,
d'une part,

Et :

- L'institut régional de formation de travailleurs sociaux et de recherche sociale d'Aquitaine - Avenue François Rabelais B.P. 39, 33042 Talence, représenté par son président,
d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Les signataires du présent accord s'engagent à assurer la préparation du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé pour des élèves originaires de la Polynésie française, selon les modalités et les participations décrites ci-après :

Article 1er.— *Objet de la convention*

L'institut régional s'engage à accueillir et à assurer la formation d'élèves originaires du territoire de la Polynésie française en vue de l'obtention du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé.

Ces élèves seront intégrés au dispositif scolaire de l'établissement et leur formation dispensée selon les modalités du projet pédagogique adopté chaque année par le conseil d'administration et approuvé par le directeur régional des affaires sanitaires et sociales.

Le nombre d'élèves admis en 1re année dans ces conditions sera au maximum de 7, ce nombre s'ajoutant au quota d'admission des élèves métropolitains fixé annuellement.

Art. 2.— *Conditions d'admission*

Les candidats originaires de la Polynésie française subissent les épreuves de sélection qui sont organisées selon les modalités prévues par l'arrêté interministériel du 7 février 1973 relatif aux conditions d'admission dans les établissements de formation. A cet effet, ils sont rattachés au centre de Bordeaux.

Art. 3.— Financement par le ministère de la santé et de la sécurité sociale

Les frais de formation engagés par l'institut régional seront couverts par le ministère de la santé et de la sécurité sociale sur la base du prix de revient élève résultant du budget prévisionnel approuvé. Pour l'année scolaire en cours, ce prix de base étant multiplié par le nombre d'élèves.

Art. 4.— Bourses et frais de déplacements

L'attribution éventuelle de bourses d'entretien relève du conseil de gouvernement. Elle est liée à l'engagement de servir en tous lieux en Polynésie française pour une durée de dix ans.

Il en sera de même en ce qui concerne les frais de voyage des élèves.

Art. 5.— Conditions d'hébergement des élèves

Le régime de l'institut est l'externat, les élèves originaires de Polynésie feront l'objet, s'ils le souhaitent, de mesures particulières tendant à organiser leur hébergement en milieu collectif à moindre coût.

Art. 6.— Dispositions particulières

En raison de l'éloignement géographique, les épreuves de sélection se dérouleront sur place selon les modalités prescrites par l'institut régional de formation de travailleurs sociaux d'Aquitaine et leur organisation locale confiée au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

A l'issue de ces épreuves, le haut-commissaire de la République adressera à l'I.R.F.T.S.A. et tels que celui-ci les a définis, les dossiers techniques et administratifs, afin qu'il soit procédé à la sélection dans les limites du quota de places retenues.

Fait à

Le

Pour le territoire :

Le vice-président du conseil de gouvernement,

*Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,*

*Pour l'institut régional de formation
des travailleurs sociaux d'Aquitaine :*

Le président,

CONVENTION DE FORMATION DES MONITEURS-EDUCATEURS

Entre :

- Le territoire de la Polynésie française, représenté par le haut-commissaire de la République, chef du territoire,
d'une part,

Et :

- L'institut régional de formation de travailleurs sociaux et de recherche sociale d'Aquitaine - Avenue François Rabelais B.P. 39, 33042 Talence, représenté par son président,
d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Les signataires du présent accord s'engagent à assurer la préparation au certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur pour des élèves originaires de la Polynésie française, selon les modalités et les participations décrites ci-après :

Article 1er.— Objet de la convention

L'institut régional s'engage à accueillir et à assurer la formation d'élèves originaires du territoire de la Polynésie française en vue de l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur.

Ces élèves seront intégrés au dispositif scolaire de l'établissement et leur formation dispensée selon les modalités du projet pédagogique adopté chaque année par le conseil d'administration et approuvé par le directeur régional des affaires sanitaires et sociales.

Le nombre d'élèves admis en 1re année dans ces conditions sera au maximum de 4, ce nombre s'ajoutant au quota d'admission des élèves métropolitains fixé annuellement.

Art. 2.— Conditions d'admission

Les candidats originaires de la Polynésie française subissent les épreuves de sélection qui sont organisées selon les modalités prévues par le décret interministériel n° 70-240 du 9 mars 1970 modifié par le décret n° 73-117 du 7 février 1973 relatif aux conditions d'admission dans les établissements de formation. A cet effet, ils sont rattachés au centre d'examen de Bordeaux.

Art. 3.— Financement par le ministère de la santé et de la sécurité sociale

Les frais de formation engagés par l'institut régional seront couverts par le ministère de la santé et de la sécurité sociale sur la base du prix de revient élève résultant du budget prévisionnel approuvé. Pour l'année scolaire en cours, ce prix de base étant multiplié par le nombre d'élèves.

Art. 4.— Bourses et frais de déplacements

L'attribution éventuelle de bourses d'entretien relève du conseil de gouvernement. Elle est liée à l'engagement de servir en tous lieux en Polynésie française pour une durée de dix ans.

Il en sera de même en ce qui concerne les frais de voyage des élèves.

Art. 5.— Conditions d'hébergement des élèves

Le régime de l'institut est l'externat ; les élèves originaires de Polynésie feront l'objet, s'ils le souhaitent, de mesures particulières tendant à organiser leur hébergement en milieu collectif à moindre coût.

Art. 6.— Dispositions particulières

En raison de l'éloignement géographique, les épreuves de sélection se dérouleront sur place selon les modalités prescrites par l'institut régional de formation de travailleurs sociaux d'Aquitaine et leur organisation locale confiée au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

A l'issue de ces épreuves, le haut-commissaire de la République adressera à l'I.R.F.T.S.A. et tels que celui-ci les a définis, les dossiers techniques et administratifs, afin qu'il soit procédé à la sélection dans les limites du quota de places retenues.

Fait à

Le

Pour le territoire :

Le vice-président du conseil de gouvernement,

*Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,*

*Pour l'institut régional de formation
des travailleurs sociaux d'Aquitaine :*

Le président,

NOTE TECHNIQUE SUR LES EDUCATEURS SPECIALISES ET SUR LES MONITEURS-EDUCATEURS

I - L'éducateur spécialisé

- 1.1. Sa fonction est de favoriser le développement de la personnalité et de la maturation sociale des enfants et des adolescents inadaptés.
- 1.2. Son action s'insère dans celle d'une équipe psychopédagogique et médico-scolaire.
- 1.3. Son champ d'action est celui :
 - 1°) des troubles de la personnalité ou du comportement
 - 2°) de la délinquance
 - 3°) du handicap mental
 - 4°) du handicap physique moteur ou sensoriel.
- 1.4. Sa formation s'étend sur trois ans. Le niveau de départ en est au minimum, celui du baccalauréat.
Le programme comprend :
 - 1°) des cours de psychologie
 - 2°) des cours de sociologie
 - 3°) des cours de psychologie sociale
 - 4°) l'étude des inadaptations juvéniles
 - 5°) l'étude des techniques d'animation, d'expression, d'éducation physique et des loisirs
 - 6°) des notions de biologie et de médecine
 - 7°) des notions sur les cadres juridiques et institutionnels.
- 1.5. Son intervention se situe, en :
 - 1°) externat et dans le cadre de nombreuses actions (prévention, dépistage, observation, diagnostic, traitement, post-cure, service de suite) ;
 - 2°) internat.

II - Le moniteur-éducateur

- 2.1. Comme l'éducateur spécialisé, il a un rôle d'éducation, d'animation, de suppléance familiale auprès d'enfants et d'adolescents en difficulté.
Il intervient en complément de l'éducateur spécialisé que selon les cas il seconde ou remplace.
- 2.2. Sa formation dure deux ans, le niveau de départ en est celui du B.E.P.C. ou celui du B.E.P. - Carrières sanitaires et sociales (option sociale).

III - Les besoins du territoire

3.1. Au niveau du service des affaires sociales.

- 3.1.1. Ce service cherche actuellement à développer une action en milieu ouvert distincte de l'action éducative judiciaire. Cette dernière est bien entendu indispensable dans la mesure où elle s'adresse à des jeunes pour lesquels la référence au juge est nécessaire. Pour éducative qu'elle soit, cette action n'en est pas moins "pré-répressive" : "si tu continues, (ou si tu recommences) tu auras affaire au tribunal...". Autrement dit, la relation éducative, de confiance réciproque, est lourdement handicapée par le mandat judiciaire.
L'action éducative en milieu ouvert dite "administrative", s'adresse essentiellement à tous les jeunes en danger d'inadaptation sociale, pré-délinquants ou caractériels. Elle a commencé peu ou prou, à la demande des services sociaux du territoire et de quelques responsables (instituteurs par exemple). Elle manque ce-

pendant de personnels, les éducateurs du service étant en charge à 80 % auprès du tribunal. Son développement inéluctable et urgent.

3.1.2. Mise en place des foyers de prévention.

La nécessité de la prévention apparaît clairement à tout le monde et a conduit à la création de nouveaux services : Centres d'adolescents, CETAD et autres maisons familiales.

Il restera toujours, une catégorie de jeunes échappant à toute structure d'encadrement (associatif, religieux, scolaire, de formation professionnelle ou autre). C'est en faveur de cette frange marginale qu'interviendrait le service des affaires sociales par la mise en place d'équipes d'éducateurs de terrain, basées sur des foyers de prévention, en milieu défavorisé.

Ces foyers de prévention, inscrits au VIII^e plan territorial, portent les besoins en personnels à 15 éducateurs spécialisés + 15 moniteurs-éducateurs, à l'horizon 1985.

3.2. Les besoins des communes.

Ils s'expriment en termes :

- d'encadrement pour maisons de jeunes, dans trois communes de la zone urbaine et une commune rurale ;
- de responsabilité "d'animation de type développement" (mettre au travail les jeunes oisifs) dans quatre communes de la zone rurale.

Sans présumer d'autres postes à créer dans l'avenir, ces besoins sont de 24 diplômés, moitié éducateurs, moitié moniteurs-éducateurs.

3.3. Les besoins des centres d'hébergement.

Ceux qui existent, expriment les besoins suivants :

Moria	2
Bon Pasteur	3
Paofai	1
Raimanutea	3

Il faut y ajouter les créations d'emploi dans les établissements pour handicapés à mettre en place.

Retenons au total une douzaine de postes à terme court-moyen.

3.4. Au niveau du service de l'éducation.

Ce service "gère" les centres scolaires primaires et les centres interilles, les centres d'adolescents au sein desquels l'action d'éducateurs paraît utile. Cinq centres d'adolescents sont ouverts (Papara, Papeete, Vairao, Mataiea, Raiatea). Quatre autres sont à ouvrir courant 1981 (Mahina, Papeari, Tiarei, Pirae).

Le besoin d'animateurs se fait encore sentir au niveau des internats des îles où les pensionnaires séjournent pendant toute la période scolaire et ne rentrent chez eux qu'une fois par trimestre.

Globalement, ces besoins peuvent être estimés à 24 diplômés (12 éducateurs + 12 moniteurs-éducateurs).

3.5. Au niveau des services judiciaires.

L'éducation surveillée et l'action éducative près le tribunal, demandent plus de personnels qu'il y en a à disposition. Carence actuelle, à laquelle s'ajouteront les besoins du centre d'accueil et d'orientation éducative et de l'association type "sauvegarde" à mettre en place dans les prochains mois (projet de convention entre le territoire et le ministère de la justice).

Douze postes de diplômés (6 éducateurs + 6 moniteurs-éducateurs) sera la demande "à minima".

Au total les besoins exprimés, très élevés, correspondent à des actions nouvelles imposées par l'importance numérique de la jeunesse, une jeunesse qui débord les structures "traditionnelles" existant actuellement. Ils sont d'une centaine de personnels supplémentaires.

4. Les possibilités de formation.

4.1. Il faut signaler en passant, que le certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur est en voie de "réforme" et qu'il disparaîtra vraisemblablement au profit du diplôme d'Etat aux fonctions d'animation (D.E.F.A.). Ceci ne se traduira pour les étudiants en formation que par la préparation d'unités de valeur supplémentaires.

4.2. La structure de formation du comité territorial de la jeunesse.

Mise en place par le moyen d'une convention entre l'Etat et le territoire.

Elle fait appel à des intervenants extérieurs (avocat, médecin, sociologue, professeur...) à la vacation ;

Elle est coordonnée par un formateur de haut niveau (diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé + maîtrise de psychologie) ;

Elle a demandé son agrément au titre de la formation D.E.F.A.

Elle devrait étendre ses compétences dans l'avenir et assurer les formations d'éducateur spécialisé et d'assistantes sociales.

Ses possibilités actuelles ne lui permettent pas de répondre aux besoins.

Son évolution progressive va de pair avec le recours à la formation en métropole.

4.3. Formation en métropole.

Compte tenu de la possibilité précédente (formation C.T.J.) à développer, cette formation en métropole devrait être de moins en moins importante.

Elle n'en est pas moins nécessaire actuellement pour faire face aux besoins, et pour combler le retard.

Elle n'en demeurera pas moins nécessaire plus tard, au titre de "formation complémentaire" de courte durée (terrains de stages originaux... etc...) et au titre d'échanges (expériences nouvelles, recherche) avec la formation territoriale.

ARRETE n° 9939 AA du 23 décembre 1981 rendant exécutoire la délibération n° 81-116 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 81-116 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'as-

semblée territoriale de la Polynésie française, portant ratification du contrat-cadre relatif à l'étude de faisabilité des procédés d'élevages marins dans l'archipel des Tuamotu.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1981.

Paul NOIROT-COSSON.

DELIBERATION n° 81-116 du 27 novembre 1981 portant ratification du contrat-cadre relatif à l'étude de faisabilité des procédés d'élevages marins dans l'archipel des Tuamotu.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 70 ;

Vu le protocole d'accord entre le territoire de la Polynésie française et le centre national pour l'exploitation des océans en date du 20 novembre 1972 ;

Vu la lettre n° 213 BPC du 10 novembre 1981 du conseil de gouvernement, approuvée le même jour ;

Vu la lettre n° 467 VP du 25 novembre 1981 de M. le vice-président du conseil de gouvernement enregistrée à l'assemblée territoriale sous le n° 880 AT du 25 novembre 1981 ;

Vu la délibération n° 81-50 en date du 27 juillet 1981 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 142-81 en date du 27 novembre 1981 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 27 novembre 1981,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée territoriale ratifie le contrat-cadre relatif à l'étude de faisabilité des procédés d'élevages marins dans l'archipel des Tuamotu.

Art. 2.— Le conseil de gouvernement est chargé de l'application de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
André PORLIER.

Le président,
John TEARIKI.

ETUDE DE FAISABILITE DE PROCES D'ELEVAGES MARINS DANS LES TUAMOTU CONTRAT-CADRE 81-518

Entre :

Le territoire de la Polynésie française ci-après dénommé le territoire, représenté par M. le haut-commissaire, chef du territoire, suivant délibération du 21 octobre 1981 du conseil de gouvernement,

d'une part,

Et :

Le centre national pour l'exploitation des océans - établissement public à caractère industriel et commercial, ci-après dénommé C.N.E.X.O. dont le siège est à Paris (75116), 66 avenue d'Iéna et représenté par son président directeur général, M. Gérard Piketty,

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

- La création et le développement d'une aquaculture aux Tuamotu sont souhaités par les autorités du territoire de Polynésie française,

- Seul un marché à l'exportation peut être envisagé compte tenu de l'exiguïté du marché local et de la production des fermes aquacoles des îles Sous-le-Vent et de la pêche,

- Que l'exportation impose un volume de production important pour justifier les installations de conditionnement et la création d'un réseau commercial,

- Les premières études conduisent à bâtir un programme de développement à long terme comprenant 4 phases successives :

Phase 1

Détermination des différentes contraintes techniques, économiques et sociales, du choix des espèces et des procédés d'élevages marins appropriés au contexte des Tuamotu.

Réalisation d'installations pilotes dont certaines *in situ* démontrant la faisabilité technique.

Phase 2

Implantation de modules de production en vraie grandeur mais en nombre restreint de façon à cerner la faisabilité économique et à tester les produits sur le marché à l'exportation.

Phase 3

Développement d'unités de grande capacité par multiplication des modules précédents pour atteindre le volume de production assurant la rentabilité économique.

Phase 4

Création dans d'autres sites d'unités plus artisanales bénéficiant des infrastructures (écloseries-alimenterie) des équipements de conditionnement et des réseaux commerciaux mis en œuvre en phase 3.

Que la réalisation d'un tel programme requiert la collaboration de plusieurs organismes du territoire et la mise en place de moyens nouveaux.

IL A ETE ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1er.— *Objet*

En application des dispositions générales du protocole d'accord territoire de la Polynésie française-C.N.E.X.O. du 20 novembre 1972, le présent contrat-cadre a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles les parties coopèrent pour mettre en œuvre une étude des procédés d'élevages marins appropriés aux Tuamotu conformément à la phase 1 du programme d'ensemble préalablement exposé.

Art. 2.— *Programme des travaux*

Le programme des travaux, objet du présent contrat-cadre, est défini dans l'annexe technique ci-jointe.

Art. 3.— *Obligation des parties*

Les parties supportent les travaux définis dans l'annexe technique d'une part sous forme de concours en nature, d'autre part à l'aide d'un fonds commun.

3.1. Concours en nature des parties

3.1.1. *Concours en nature du C.N.E.X.O.*

Le C.N.E.X.O. apportera :

- tous les renseignements et connaissances dont il dispose librement dans le domaine de l'aquaculture des espèces marines ;

- son savoir faire en matière de technologie ;

- son personnel qualifié ;
- les équipements scientifiques dont il dispose ;
- les installations de Vairao nécessaires au bon déroulement du programme.

3.1.2. *Concours en nature du territoire*

Le territoire apportera :

- tous les renseignements et connaissances dont il dispose librement dans le domaine de l'aquaculture et de la pêche ;
- son savoir faire en matière de technologie ;
- son personnel qualifié ;
- les installations dont il dispose sur les sites ;
- l'appui de ses services au plan réglementaire pour faciliter la réalisation des opérations menées en commun dans le cadre du présent contrat.

3.1.3. Le C.N.E.X.O. et le territoire s'efforceront d'associer dès la première phase du projet les organismes suivants à sa réalisation de façon à permettre le recueil sur le terrain des données nécessaires : ORSTOM, Museum, Institut Malardé, LESE, CEA, EPHE, et tous autres organismes compétents.

Les modalités de cette participation feront l'objet de conventions passées entre le gérant de l'association et ces organismes.

3.1.4. Les concours en nature de chacune des parties sont réputés égaux.

3.2. Constitution d'un fonds commun

En plus de ce concours, les parties contribueront à la réalisation des objectifs, objet du présent contrat, en finançant un fonds commun dont le montant sera défini dans chaque convention particulière annuelle.

3.2.1. Ce fonds commun est destiné au financement :

- des frais afférents aux contrats de sous traitance, notamment pour les études de sites et les études de marchés ;
- des acquisitions de matériel ;
- de la réalisation d'unités pilotes ;
- des frais de formation de personnel ;
- des frais de déplacement et de mission ;
- des frais de fonctionnement, de matières et de services divers et de produits consommables.

En cas de besoin de personnel permanent, le CNEOX et le territoire se concerteront pour en arrêter le recrutement par les services du territoire sur financement par le budget de la convention.

3.2.2. Ce fonds bénéficiera des recettes apportées par toutes les ventes et prestations de services qui pourraient découler du présent contrat.

Art. 4.— *Conduite du programme - Gérance*

4.1. La définition et la conduite du programme sont arrêtées d'un commun accord par les deux parties dans le cadre de chaque convention particulière.

4.2. La gestion financière de l'association, telle qu'elle est prévue à l'article 6.1 du protocole d'accord territoire-CNEOX du 20 novembre 1972 et de son avenant, sera assurée par le CNEOX-COP.

Celui-ci procédera aux appels de fonds selon un échéancier fixé d'un commun accord dans chaque convention particulière annuelle.

4.3. Le gérant rend annuellement les comptes aux associés.

Art. 5.— *Propriété des constructions et des matériels*

5.1. Les constructions et matériels financés par les parties antérieurement à la signature du présent contrat-cadre, comptabilisés au titre des apports en nature dans la limite de leur valeur d'amortissement correspondant à leur période de mise à disposition, resteront la propriété des parties.

5.2. Les acquisitions effectuées pendant la durée d'exécution du présent contrat et par l'intermédiaire du fonds commun seront la copropriété des deux parties.

5.3. A l'expiration du présent contrat ou dans le cas où les travaux déboucheraient sur des opérations d'exploitation dans les conditions prévues par les articles 6.3, 6.4 et 6.5 du protocole d'accord territoire-CNEXO, le sort et la dévolution des acquisitions visées à l'article 5.2 ci-dessus seront réglés d'un commun accord.

5.4. Toutefois, il est dès à présent convenu que l'une des parties pourra toujours acquérir en pleine propriété des constructions ou matériels lui appartenant en copropriété moyennant versement à l'autre partie de la fraction du prix résiduel déterminée au prorata de la contribution de chacun au fonds commun.

5.5. De même les acquisitions appartenant en copropriété à chaque partie pourront toujours être vendues. Dans cette hypothèse, le produit de la vente sera réparti au prorata des constructions, au fonds commun entre le territoire et le CNEXO. Toutes les opérations de vente seront effectuées par le CNEXO en qualité de gérant, en accord avec le territoire.

Art. 6.— *Propriété industrielle*

Les dispositions de l'article 8 et notamment de l'article 8.1.2 du protocole d'accord territoire-CNEXO s'appliquent au présent contrat.

Art. 7.— *Responsabilité - Assurances*

7.1. Le territoire et le CNEXO assureront les conséquences directes ou indirectes de la responsabilité civile qu'ils encourront en application du droit commun en raison de tous dommages corporels et matériels causés aux tiers par le personnel ou le matériel dont ils auraient respectivement la direction ou la garde. Dans le cas de personnel engagé sur le fonds commun, la responsabilité civile est assurée par les deux parties conjointement et solidairement.

7.2. Le territoire et le CNEXO, chacun en ce qui le concerne, supporteront la charge de tous les dommages pouvant survenir du fait de l'autre à leur personnel ainsi qu'au personnel ou au matériel dont ils auraient respectivement la direction ou la garde. En conséquence, ils renoncent à exercer leur droit de recours l'un à l'encontre de l'autre et ils obtiendront également de leurs assureurs cette renonciation à tout recours.

Art. 8.— *Durée*

Le présent contrat conclu pour une durée de trente neuf mois, à compter du 1er janvier 1982, viendra à expiration le 31 mars 1985.

Art. 9.— *Conciliation*

9.1. Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat, les parties auront recours à une conciliation.

9.2. A cet effet, la plus diligente des deux parties saisira l'autre par écrit de l'objet de la difficulté en lui proposant le nom d'un conciliateur, l'autre partie devra, dans un délai de quinze jours, faire connaître si elle accepte ou non ce conciliateur, et en cas de refus fera une contre proposition à laquelle il devra être donné réponse dans les quinze jours de sa notification.

9.3. Cet échange de correspondance se fera par lettre recommandée avec accusé de réception.

9.4. Si les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord, ce conciliateur sera désigné à la requête de la partie la plus diligente par le président du conseil du contentieux administratif du territoire.

9.5. Le conciliateur ainsi choisi ou désigné aura tous pouvoirs pour se faire remettre tous les documents, de quelque nature qu'ils soient et pour solliciter des parties les explications qu'il jugera nécessaires pour déterminer la nature et les causes du différend.

9.6. Sa mission consistera à établir et à notifier aux parties par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai d'un mois à compter de sa désignation, un rapport analysant l'origine et la nature de la difficulté survenue et proposant une solution objective et complète en droit et en équité.

Art. 10.— *Pièce jointe*

Annexe n° 1 : Programme des travaux.

Fait à Papeete, le 21 octobre 1981.

Pour le territoire de la Polynésie française :

F. SANFORD.

Pour le centre national pour l'exploitation des océans :

Le directeur général du CNEXO,

G. PIKETTY.

Le ministre de la mer,

L. LE PENSEC.

ANNEXE TECHNIQUE DU CONTRAT-CADRE

L'objectif de ce contrat-cadre est de réaliser la première phase d'un programme d'étude et de réalisation de fermes aquacoles dans les Tuamotu tournées vers l'exportation. A l'issue de cette première phase, la décision d'abandonner le projet ou de passer à la réalisation de la deuxième phase (phase de réalisation d'une ferme de démonstration) devra pouvoir être prise.

Pour atteindre cet objectif, un certain nombre de réponses doivent être apportées aux questions qui se posent concernant le choix des espèces, le choix des techniques, le choix des sites, le choix des marchés, le choix des niveaux de production.

Le programme des travaux à réaliser au cours de ce contrat-cadre devra conduire à :

- cerner les contraintes techniques, économiques et sociales particulières des Tuamotu,
- sélectionner des espèces à élever en fonction des possibilités techniques d'élevage, des demandes potentielles des marchés internationaux,
- mettre au point des techniques d'élevage fiables et adaptées aux conditions particulières des Tuamotu pour différents produits : crevettes, poissons, tortues et algues.

Ce programme s'appuiera sur les travaux déjà effectués par le territoire et par le CNEXO, dans le cadre de leurs programmes propres et dans le cadre de ceux menés en association.

Le présent contrat conduira à :

- réaliser une étude sur le marché de produits de la mer à moyen terme afin qu'apparaissent avec clarté les possibilités actuelles et les tendances du marché au niveau des espèces, des quantités absorbables, des prix acceptables

Cette étude permettra de vérifier la viabilité d'un tel projet, de définir les espèces sur lesquelles il faut s'axer, les tailles optimales et de faire apparaître les efforts à faire pour tenir les prix.

Cette étude devrait également montrer si un montage commercial est envisageable et à quelles conditions.

Le CNEOX associera à cette étude les partenaires professionnels et les organisations susceptibles d'être intéressées à la phase de développement au niveau de la production, de la transformation ou de la commercialisation.

- mener au C.O.P. et *in situ* des travaux de mise au point de technique d'élevage de poissons :

- essais d'acclimatation d'espèces tempérées de prix élevé ;
- essais de grossissement d'espèces tropicales ;
- création d'une éclosière expérimentale de poissons et mise au point des techniques de reproduction contrôlée ;
- mise au point des technologies de cages adaptées aux conditions des lagons et aux dimensions d'une exploitation industrielle ;

- poursuivre au C.O.P. et *in situ* le programme crevette suivant deux filières :

- élevages en bassins superintensifs ;
- élevages en cages, en enclos ou en lagunes ;

Amélioration des techniques de reproduction de l'espèce *P. vannamei* qui semble la mieux adaptée à ces techniques d'élevages.

- étudier les possibilités d'élevage de tortues aux Tuamotu ;
- améliorer les aliments nécessaires aux élevages et essayer d'y introduire des produits locaux en particulier tirés de la mer (sous-produits des pêcheries, coprah, algues spirulines) ;
- concevoir des enceintes de grand volume permettant la production de masses d'algues spirulines (si le programme spiruline étudié par ailleurs débouche) ;
- mettre au point des techniques d'alimentation en eau et en électricité de façon à diminuer les consommations de gas-oil nécessaires aux élevages ;
- former du personnel apte à faire fonctionner les unités pilotes et ultérieurement les stations de démonstrations et les fermes industrielles ou artisanales et définir un programme de formation au niveau CETAD ;
- réaliser une étude de site sur les Tuamotu permettant :
 - de préciser les contraintes géographiques, logistiques et économiques ;
 - de sélectionner les sites les plus favorables ;
 - d'évaluer les potentialités globales des Tuamotu ;
- déterminer les mesures à prendre pour limiter les pollutions par les élevages ;
- réaliser une étude d'impact socio-économique de la création de grandes fermes industrielles dans les Tuamotu.

ARRETE n° 9940 AA du 23 décembre 1981 rendant exécutoire la délibération n° 81-118 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 81-118 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant ratification de la convention relative à la recherche, la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel dans le domaine de la Muséologie.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1981.

Paul NOIROT-COSSON.

DELIBERATION n° 81-118 du 27 novembre 1981 portant ratification de la convention relative à la recherche, la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel dans le domaine de la Muséologie.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 69 ;

Vu la lettre n° 180 BPC du 7 septembre 1981 du conseil de gouvernement approuvée en séance du 3 septembre 1981 ;

Vu la lettre n° 467 VP du 25 novembre 1981 de M. le Vice-Président du conseil de gouvernement enregistrée à l'Assemblée territoriale sous le n° 880 AT du 25 novembre 1981 ;

Vu la délibération n° 81-50 du 27 juillet 1981 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 144-81 du 27 novembre 1981 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 27 novembre 1981,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée territoriale ratifie la convention avec l'Etat-ministère de la culture, relative à la recherche, la conservation, et la mise en valeur du patrimoine culturel, dans le domaine de la muséologie.

Art. 2.— Le conseil de gouvernement est chargé de l'application de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

Le secrétaire,
André PORLIER.

Le président,
John TEARIKI.

CONVENTION

relative à la recherche, la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel, dans le domaine de la Muséologie.

ENTRE :

- L'Etat, ministère de la culture,

d'une part,

ET :

- le territoire de la Polynésie française, représenté par le haut-commissaire de la République, chef du territoire, suivant la délibération du 3 septembre 1981 du conseil de gouvernement,

d'autre part,

Conformément aux dispositions des articles 62 et 69 de la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la

Polynésie française et compte tenu de la création par le territoire du musée de Tahiti et des îles dans le cadre du centre polynésien des sciences humaines " Te Anavaharau " :

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1er.— Objet de la convention

Le ministère de la culture accepte d'apporter son concours technique, scientifique, juridique et financier au territoire de la Polynésie française dans le cadre de la recherche, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel dans le domaine de la muséologie.

Art. 2.— Obligations du territoire

Le territoire transmet à cet effet au ministère de la culture, le programme annuel ou pluriannuel des travaux dans les domaines où il sollicite l'aide de l'Etat.

A toute demande de concours financier ou d'aide technique, le territoire joint :

- un programme muséographique ou une note descriptive rédigée par le conservateur avec référence au programme du musée ;
- un devis descriptif et estimatif ;
- les croquis, plans, photocopies et maquettes nécessaires à la compréhension du projet.

Le territoire justifie auprès du ministère de la culture, l'utilisation des crédits par la production d'un rapport annuel d'activité.

Le territoire s'engage à respecter les obligations ci-après, demandées par la direction des musées de France :

- 1°) Les collections publiques du territoire sont inaliénables ;
- 2°) Le directeur-conservateur des collections publiques du territoire est inscrit sur la liste d'aptitude aux emplois de conservateur des musées classés et contrôlés.

Art. 3.— Programme d'investissement du musée de Tahiti et des îles

Le ministère de la culture apporte une participation financière à la poursuite du programme d'investissement du musée de Tahiti et des îles, dans le cadre du centre polynésien des sciences humaines " Te Anavaharau ".

Art. 4.— Expositions

Le ministère de la culture participe, par des concours financiers et par son appui technique,

- à la réalisation d'expositions organisées sur le Territoire,
- à l'obtention par le territoire d'expositions itinérantes préparées en métropole ou, éventuellement, à l'étranger,
- à des échanges d'expositions entre le musée de Tahiti et des îles et d'autres musées ou organismes créant des expositions.

Art. 5.— Prêts - Dépôts - Restitutions

Le ministère de la culture apporte :

- son aide technique et l'appui de son autorité pour que les musées publics du territoire, et en particulier le musée de Tahiti et des îles, obtiennent en prêts ou en dépôts à long terme, des objets ou collections conservés dans les musées de France ;
- son concours pour la mise en dépôts au musée de Tahiti et des îles, d'objets ou d'œuvres faisant partie des collections nationales ;
- éventuellement son soutien au territoire dans le cas où le retour et la restitution des biens culturels à leur pays d'origine se révèlent possibles.

Art. 6.— Acquisitions

Le ministère de la culture participe à la politique d'acquisitions du territoire :

- en utilisant le droit de préemption de l'Etat au profit du musée de Tahiti et des îles ;
- en achetant certaines pièces ou collections pour le musée, notamment dans les ventes aux enchères à Paris ou à l'étranger ;
- en accordant des aides financières pour l'achat de pièces ou collections en relation avec le programme du musée.

Art. 7.— Conservation, restauration des objets de musée

Le ministère de la culture apporte son concours au territoire pour toutes les opérations liées à la conservation et la restauration des objets de musée.

Il apporte l'aide de ses laboratoires, sert d'intermédiaire entre le territoire et d'autres laboratoires ou restaurateurs agréés par la direction des musées de France.

Il aide le conservateur du musée de Tahiti et des îles :

- par les conseils de personnes compétentes.
- par de la documentation etc...

Art. 8.— Formation des conservateurs

Le ministère de la culture facilite la formation de conservateurs du territoire ;

- en recevant des stagiaires dans les services de la direction des musées de France,
- en intervenant pour que des conservateurs du territoire puissent faire des stages dans des musées nationaux, classés ou contrôlés.

Il conseille le territoire pour la formation des personnels.

Art. 9.— Durée - Résiliation de la convention

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie sous réserve d'un préavis d'un an.

Fait à Papeete, le 23 décembre 1981.

Pour l'Etat,

Le ministre de la culture,

Pour le Territoire,

Le vice-président du conseil
de gouvernement,

F. SANFORD.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 9941 AA du 23 décembre 1981 rendant exécutoire la délibération n° 81-117 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 81-117 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de

l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant ratification de la convention-cadre relative à la desserte maritime interinsulaire, la pêche et l'aquaculture.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1981.

Paul NOIROT-COSSON.

DELIBERATION n° 81-117 du 27 novembre 1981 portant ratification de la convention-cadre relative à la desserte maritime interinsulaire, la pêche et l'aquaculture.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 69 ;

Vu la lettre n° 214 BPC du 10 novembre 1981 du conseil de gouvernement, approuvée le même jour ;

Vu la lettre n° 467 V.P du 25 novembre 1981 de M. le Vice-Président du conseil de gouvernement enregistrée à l'assemblée territoriale sous le n° 880 AT du 25 novembre 1981 ;

Vu la délibération n° 81-50 du 27 juillet 1981 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 143-81 du 27 novembre 1981 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 27 novembre 1981,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée territoriale ratifie la convention-cadre avec l'Etat (ministère de la mer) relative à la desserte maritime interinsulaire, la pêche et l'aquaculture.

Art. 2.— Le conseil de gouvernement est chargé de l'application de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
André PORLIER.

Le président,
John TEARIKI.

CONVENTION — CADRE

Sur la desserte maritime interinsulaire, la pêche et l'aquaculture

ENTRE :

- L'Etat, représenté par le ministre de la mer,
d'une part,

ET :

- Le territoire de la Polynésie française, ci-après dénommé " LE TERRITOIRE " représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

d'autre part,

PREAMBULE

Etant préalablement exposé :

D'une part :

- que le comité interministériel restreint du 12 juillet 1975 a décidé de l'intervention financière des ministères techniques dans les territoires d'outre-mer,

- qu'aux termes des articles 69 et 70 de la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977, le territoire de la Polynésie française peut, par conventions, bénéficier de concours techniques et financiers de l'Etat ;

D'autre part :

- que le territoire de la Polynésie française est soucieux d'organiser une desserte maritime interinsulaire sûre et économique par la mise en œuvre de navires adaptés, et que le développement d'une activité de construction navale, outre les intérêts qu'une telle activité présente par elle-même, est un des moyens privilégiés pour atteindre ce but ;

- que le territoire considère que les activités de pêche et d'aquaculture sont des éléments fondamentaux de son plan de développement économique et social ;

- que le ministre de la mer est compétent pour intervenir en ce domaine ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le ministère de la mer peut apporter son concours technique et financier au territoire de la Polynésie française dans les domaines qui relèvent de la compétence territoriale telle qu'elle est fixée par la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977.

Art. 2.— Champ d'application

A. Dessertes maritimes interinsulaires

1) L'Etat procède au contrôle technique et apporte son concours au contrôle économique des dessertes maritimes d'intérêt local. Toutefois, pour permettre une certaine progressivité dans l'application des règles de sécurité auxquelles doivent satisfaire les navires, les textes d'extension permettront des dérogations accordées par le chef du service des affaires maritimes après avis d'une commission locale de sécurité. Ces dérogations ne pourront cependant s'appliquer qu'aux navires classés au registre d'une société de classification agréé.

2°) L'Etat accorde aux entreprises d'armement de commerce des aides au financement des investissements pour l'acquisition de tout navire destiné à la desserte interinsulaire, suivant des modalités définies conformément à l'article 3 ci-après.

3°) L'Etat accorde aux chantiers navals établis en Polynésie française des aides suivant des modalités définies conformément à l'article 3 ci-après.

B. Pêche et cultures marines

L'intervention de l'Etat dans le secteur de la pêche et des cultures marines porte notamment sur :

1) L'aide au maintien de l'emploi dans les régions côtières suivant des modalités définies conformément à l'article 3 ci-après.

2°) L'aide au financement des investissements des entreprises d'armement à la pêche et des entreprises de cultures marines suivant des modalités définies conformément à l'article 3 ci-après.

3) Le soutien technique à des campagnes expérimentales de pêche.

Art. 3.— Modalités d'application

Des protocoles d'application pourront être établis pour ce qui concerne les domaines d'action visés à l'article 2.

Ces protocoles fixent annuellement la nature et la consistance des divers concours apportés par l'Etat au territoire dans le cadre des plans de développement économique et social.

Ils définissent notamment :

- les secteurs d'intervention concernés

- le montant ou le taux de la participation financière de l'Etat

- les modalités d'exécution
- les conditions particulières imposées par l'Etat.

Art. 4.— Contrôle

Le contrôle de l'exécution de la présente convention pour le compte de l'Etat relève du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 5.— Durée de la convention-cadre

La présente convention-cadre est établie pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties avec préavis d'un an.

Elle est caduque s'il advient qu'elle n'est pas régulièrement exécutée par l'une ou l'autre des parties.

Fait à Papeete le 21 octobre 1981.

Pour l'Etat,

Le ministre de la mer,

L. LE PENSEC.

Pour le territoire de la Polynésie française,

Le vice président du conseil de
gouvernement,

F. SANFORD.

Le haut-commissaire de la République en
Polynésie française, chef du territoire,
par délégation :

Le secrétaire général,

J. FOURNET.

ARRETE n° 2452 SG du 28 décembre 1981 portant approbation des comptes définitifs des régimes de prestations sociales en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans pour l'exercice 1980.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 79-20 du 1er février 1979 portant institution d'un régime de protection sociale en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu la délibération n° 80-78 du 14 mai 1980 portant institution d'un régime d'assurance maladie et d'un régime de réparations des accidents de travail en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu l'arrêté modifié n° 1755 FT du 5 octobre 1979 fixant les adaptations aux règles administratives et comptables pour la gestion du régime de protection sociale des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu l'arrêté n° 1945 SG du 6 décembre 1979 fixant le budget 1980 du RPSMR ;

Vu les comptes de clôture de l'exercice 1980 ;

Vu l'avis exprimé par les membres du comité consultatif prévu à l'article 34 de la délibération n° 79-20 du 1er février 1979 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 23 décembre 1981,

Arrête :

Article 1er.— Les comptes définitifs du budget pour l'année 1980 des régimes de protection sociale des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans sont fixés en recettes et en dépenses à la somme de 1.026.214.760 F (Un milliard vingt six millions deux cent quatorze mille sept cent soixante francs) dont :

TITRE I - Régime des prestations familiales :

538.467.200 F (Cinq cent trente huit millions quatre cent soixante sept mille deux cents francs)

TITRE II - Régime de l'assurance vieillesse :

162.078.800 F (Cent soixante deux millions soixante dix huit mille huit cents francs)

TITRE III - Régime de l'assurance maladie :

185.210.000 F (Cent quatre vingt cinq millions deux cent dix mille francs)

TITRE IV - Régime des accidents de travail et maladies professionnelles :

140.458.760 F (Cent quarante millions quatre cent cinquante huit mille sept cent soixante francs).

Art. 2.— Les restes à recouvrer d'un montant de :

161.508.759 F dont :

- au TITRE I - Prestations familiales pour 151.667.400 F (Cent cinquante et un million six cent soixante sept mille quatre cents francs)

- au TITRE II - Assurance vieillesse pour 9.841.359 F (Neuf millions huit cent quarante et un mille trois cent cinquante neuf francs)

sont approuvés.

Art. 3.— Compte tenu des résultats ci-dessus, le budget 1981 est modifié comme suit :

TITRE I - Il sera inscrit :

- en recettes au chapitre III, article 3 - Report à nouveau, un montant de 267.485.793 F au lieu de 279.561.800 F ;
- en dépenses, au chapitre V, article 1 - Réserves complémentaires, un montant de 283.703.793 F au lieu de 295.779.800 Frs.

TITRE II - Il sera inscrit :

- en recettes, au chapitre III, article 3 - Report à nouveau, un montant de 129.236.446 F au lieu de 94.565.676 F ;
- en dépenses, au chapitre V, article 1 - Réserves complémentaires, un montant de 218.436.446 F au lieu de 183.765.676 F.

TITRE III - Il sera inscrit :

- en recettes, au chapitre III, article 3 - Report à nouveau, un montant de 183.776.594 F au lieu de 167.210.000 F ;
- en dépenses, au chapitre V, article 1 - Réserves complémentaires, un montant de 225.846.594 F au lieu de 209.280.000 F.

TITRE IV - Il sera inscrit :

- en recettes, au chapitre III, article 3 - Report à nouveau, un montant de 139.650.000 F au lieu de 106.066.000 F ;
- en dépenses, au chapitre V, article 1 - Réserves complémentaires, un montant de 218.550.006 F au lieu de 184.966.000 F.

Art. 4.— Le directeur et l'agent comptable de la caisse de prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président

F. SANFORD

Vu et rendu exécutoire,
le 28 décembre 1981.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 2453 SG du 28 décembre 1981 portant modification de la répartition du produit de la taxe parafiscale instituée par la délibération n° 79-21 du 1er février 1979, entre les différents régimes de la protection sociale en milieu rural pour l'exercice 1981.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 79-20 du 1er février 1979 portant institution d'un régime de protection sociale en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu la délibération n° 80-78 du 14 mai 1980 instituant un régime d'assurance maladie et un régime de réparation des accidents de travail en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu l'arrêté n° 1945 SG du 6 décembre 1979 fixant le budget des régimes de protection sociale en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans pour 1980 ;

Vu l'arrêté n° 1881 SG du 17 octobre 1980 portant approbation, modification du budget 1980 des régimes de prestations sociales en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

En ayant délibéré dans sa séance du 23 décembre 1981,

Arrête :

Article 1er.— La répartition du produit de la taxe parafiscale instituée par la délibération n° 79-21 du 1er février 1979 pour le financement de la protection sociale en milieu rural, est fixée pour l'exercice 1981, comme suit :

- Régime des prestations familiales	185.000.000
- Régime de l'assurance vieillesse	125.000.000
- Régime des accidents de travail et maladies professionnelles	125.000.000
- Régime de l'assurance maladie-invalidité	le reste.

Art. 2.— Le directeur et l'agent comptable de la caisse de prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 28 décembre 1981.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 2454 SG du 28 décembre 1981 fixant le budget des régimes de prestations sociales en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans pour l'exercice 1982.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 79-20 du 1er février 1979 portant institution d'un régime de protection sociale en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu la délibération n° 80-78 du 14 mai 1980 instituant un régime d'assurance maladie et un régime de réparation des accidents de travail en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu l'arrêté modifié n° 1755 FT du 5 octobre 1979 fixant les adaptations aux règles administratives et comptables de la caisse de prévoyance sociale pour la gestion du régime de protection sociale des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

En ayant délibéré dans sa séance du 23 décembre 1981,

Arrête :

Article 1er.— Le budget 1982 du régime de protection sociale des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans est fixé en recettes et en dépenses à la somme de deux milliards six cent cinquante cinq millions quarante mille cent dix sept francs (2.655.040.117 F).

Cette somme se décompose de la façon suivante :

TITRE I - Régime des prestations familiales :

Huit cent soixante treize millions huit cent trente trois mille sept cent quatre vingt treize francs (873.833.793 F).

TITRE II - Régime de l'assurance vieillesse :

Six cent quatre vingt et onze millions neuf cent vingt six mille quatre cent quarante six francs (691.926.446 F).

TITRE III - Régime de l'assurance maladie-invalidité :

Six cent quatre vingt quatre millions quatre vingt six mille cinq cent quatre vingt quatorze francs (684.086.594 F).

TITRE IV - Régime des accidents de travail et maladies professionnelles :

Quatre cent cinq millions cent quatre vingt treize mille deux cent quatre vingt quatre francs (405.193.284 F).

Art. 2.— Le directeur et l'agent comptable de la caisse de prévoyance sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 28 décembre 1981.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 2455 SG du 28 décembre 1981 fixant les modalités de placement des fonds disponibles du régime de protection sociale en milieu rural.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération 79-20 du 1er février 1979 portant institution d'un régime de protection sociale en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu la délibération n° 80-78 du 14 mai 1980 portant institution d'un régime d'assurance maladie et d'un régime de réparation des accidents de travail en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu l'arrêté n° 1755 FT du 5 octobre 1979 fixant les adaptations aux règles administratives et comptables de la caisse de prévoyance sociale pour la gestion du régime de protection social des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

En ayant délibéré en sa séance du 23 décembre 1981,

Arrête :

Article 1er.— A l'exception d'un volant permanent de trésorerie dont le montant ne devra pas être inférieur à celui d'un semestre des prestations et qui pourra faire l'objet de dépôt à vue rémunéré auprès de la société de crédit et de développement de l'Océanie (Socrédo), les disponibilités du fonds de réserve des régimes de protection sociale en milieu rural pourront être placées en dépôt à terme, dont la durée sera fixée par le directeur de la caisse de prévoyance sociale après avis du comité consultatif des prestations sociales en milieu rural.

Art. 2.— Les produits financiers seront répartis entre les régimes au prorata de leurs fonds de réserve respectifs.

Art. 3.— Le directeur et l'agent-comptable de la caisse de prévoyance sociale seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1981,

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 28 décembre 1981.

Le haut-commissaire,

Paul NOIROT-COSSON.

DECISION n° 2458 DOM du 28 décembre 1981 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation d'un stade à Afareaitu (Moorea), en vue des prochains jeux de Polynésie.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 26 juin 1934, relatif au transfert des propriétés dans les Etablissements français de l'Océanie, et rendu exécutoire par arrêté 584-6 du 22 avril 1936 ;

Vu le décret du 5 novembre 1936, réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu la convention 79-051 en date du 8 février 1979 et son avenant n° 10, passés entre le territoire et la société d'équi-

pement de Tahiti et des îles (S.E.T.I.L.), concernant l'acquisition des terrains nécessaires à la réalisation d'un stade à Afareaitu (Moorea) ;

Vu la décision n° 2202 DOM du 22 octobre 1981, ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique et concernant le même projet ;

Vu le rapport favorable du commissaire-enquêteur en date du 2 décembre 1981 ;

Vu les pièces du dossier ;

En ayant délibéré dans sa séance du 23 décembre 1981,

Décide :

Article 1er.— Sont déclarés d'utilité publique les travaux de réalisation d'un stade à Afareaitu (Moorea), en vue des prochains jeux de Polynésie.

Art. 2.— Est autorisée l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, en vertu du décret du 5 novembre 1936, des parcelles de terre nécessaires aux travaux dont il s'agit.

Art. 3.— La présente déclaration d'utilité publique est prise pour une durée de cinq années, à compter de ce jour.

Art. 4.— M. le chef du service des domaines et de l'enregistrement, M. le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, M. le maire de la commune de Moorea-Maiao, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire :

le 28 décembre 1981.

Le haut-commissaire,

Paul NOIROT-COSSON.

DECISION n° 2459 TLS du 28 décembre 1981 portant modification de l'arrêté n° 1778 TLS du 15 mai 1974 fixant la liste des pièces que les travailleurs malades ou les bénéficiaires doivent fournir pour bénéficier des différentes prestations du régime d'assurance maladie invalidité.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974, notamment ses articles 3 et 7 ;

Vu l'arrêté modifié n° 1778 TLS du 15 mai 1974 fixant, en application des dispositions de l'article 3, dernier alinéa de la délibération n° 74-22 du 14 février 1974, la liste des pièces que les travailleurs malades ou les bénéficiaires doivent fournir pour bénéficier des différentes prestations du régime d'assurance maladie invalidité ;

Vu la proposition du conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale réunie les 24 avril et 13 mai 1981 ;

Vu l'avis émis par la commission consultative du travail le 17 août 1981 ;

En ayant délibéré en sa séance du 23 décembre 1981,

Décide :

Article 1er.— L'article 1er-C) de l'arrêté n° 1778 TLS est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

" Article 1er.—

C) Le bulletin de salaire ou une attestation de l'employeur pour le dernier mois de travail.

Lorsque le dernier salaire mensuel déclaré n'excèdera pas le plafond des cotisations du régime, la liquidation des indemnités sera faite directement sur la base des renseignements contenus dans les registres de la caisse".

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 28 décembre 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 28 décembre 1981.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

DECISION n° 2460 PEL du 28 décembre 1981 habilitant le chef du territoire à négocier la révision de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20, 21 et 25 ;

Vu la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'adhésion à la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la C.S.I.P. entraînant une modification de l'article 14 et éventuellement de l'article 6 de la convention collective,

Décide :

Article 1er.— Le chef du territoire est habilité à négocier la révision de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration dans la seule perspective de la reconnaissance de la confédération des syndicats indépendants de Polynésie (CSIP) comme membre de la commission paritaire consultative et de la commission d'interprétation et de conciliation, consécutivement à son adhésion à la convention collective.

Art. 2.— Le chef du service du personnel est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 28 décembre 1981.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRÊTE n° 9972 AA du 28 décembre 1981 rendant exécutoire la délibération n° 81-104 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 81-104 du 27 novembre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local, exercice 1981, (aménagement portuaires de Kaukura).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1981.

Paul NOIROT-COSSON.

DELIBERATION n° 81-104 du 27 novembre 1981 portant modification du budget local, exercice 1981 (aménagement portuaires de Kaukura).

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 80-159 du 30 décembre 1980 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1981 ;

Vu l'arrêté n° 3397 AA du 2 février 1981 rendant exécutoire le budget du territoire ;

Vu les délibérations n° 81-26 du 19 mars 1981 et 81-78 du 3 septembre 1981 modifiant le budget du territoire pour l'exercice 1981 ;

Vu la délibération n° 81-50 du 27 juillet 1981 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la proposition n° 881 AT du 26 novembre 1981 ;

Dans sa séance du 27 novembre 1981,

Adopte :

Article 1er.— Le budget des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1981 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Op.	Intitulé	Crédits ouverts C.P.S.	Crédits annulés C.P.S.
51-01	30	23-81	Protection havre à baleinières		5.000.000
51-01	80	3-80	Poursuite opérations Mataiva		8.000.000
51-01	30	26-81	Aménagements portuaires Panau Kaukura	8.000.000	
52-01	10	39-81	Infirmerie Tiputa (1re tranche)	5.000.000	

Art. 2.— Sont annulées les délibérations n° 81-26 du 19 mars 1981 et 81-78 du 3 septembre 1981.

Art. 3.— Le conseil de gouvernement est chargé de l'application de la présente délibération.

Le secrétaire,
André PORLIER.

Le président,
John TEARIKI.

ARRETE n° 9990 FT du 28 décembre 1981 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de onze millions de francs CP (11.000.000 FCP) est attribuée à l'association Fraternité chrétienne des malades et handicapés pour le remboursement de l'emprunt contracté auprès de la société de crédit et de développement de l'Océanie (Socrédo) et affecté au financement de la construction centre.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget du territoire, chapitre 62-01, opération 9-81, exercice 1981.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1981.

Le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général,
J. FOURNET.

DECISION n° 77 ITSTAT du 14 janvier 1982 constatant l'indice des prix du mois de décembre 1981.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment en son article 21, alinéa m ;

Vu l'arrêté n° 5695 SGA.AA du 4 octobre 1976 modifié par l'arrêté n° 4393 BPC du 4 avril 1980 relatif à la création de l'institut territorial de la statistique et à ses attributions ;

Vu la décision n° 1098 ITSTAT du 23 janvier 1981 abrogeant l'arrêté n° 3352 AE du 6 juillet 1977 et la décision n° 1907 ITSTAT du 3 octobre 1980 et créant un indice des prix de détail à la consommation familiale ;

Sur le rapport du directeur de l'institut territorial de la statistique ;

En ayant délibéré en sa séance du 13 janvier 1982,

Décide :

Article 1er.— L'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de décembre 1981 - base 100 en décembre 1980 - s'établit à 116,7.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée selon la procédure d'urgence, partout où besoin sera.

Papeete, le 14 janvier 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vico-président :

Le suppléant
H. CARLSON

Vu et rendu exécutoire,
le 14 janvier 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 323 FT du 21 janvier 1982 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget ordinaire annexe de l'hôpital territorial de Mamao de l'exercice 1982.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9665 FT du 14 décembre 1981 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget ordinaire annexe de l'hôpital territorial de Mamao de l'exercice 1982 pour le mois de janvier,

Arrête :

Article 1er.— Les crédits provisoires ci-après sont ouverts au budget annexe de Mamao pour la section de fonctionnement, exercice 1982 au titre du mois de février 1982 :

(en milliers CFP)

Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
60		Matières consommées		16.300
	600	Alimentation	5.017	
	602	Matières et fournitures consommables	6.283	
61		Frais de personnel		107.168
	610	Rémunérations personnel de remplacement	278	
	612	Traitements, salaires, indemnités	94.968	
	613	Indemnités représentatives de frais	691	
	615	Rémunérations diverses	1.417	
	616	Cotisations aux régimes métropolitains	93	
	617	Cotisations aux régimes locaux	9.721	

Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
62		Impôts et taxes	—	—
63		Travaux fournitures et services extérieurs		5.863
	631	Entretien et réparations	1.223	
	632	Travaux et façons exécutés à l'extérieur	36	
	633	Outillages et matériels non amortissables	83	
	634	Fournitures extérieures	4.500	
	638	Primes d'assurances	21	
64		Transports et déplacements	833	833
65		Travail thérapeutique et vie sociale	33	33
66		Frais de gestion générale		1.014
	661	Missions et réceptions	13	
	662	Fournitures de bureau	292	
	663	Imprimés	167	
	664	Frais d'O.P.T.	500	
	669	Dépenses diverses et imprévues	42	
67		Frais financiers	517	517
87		Charges accidentelles et exceptionnelles		16.667
	870	Avance remboursable de trésorerie	16.667	
		Total	148.395	148.395

Art. 2.— Il sera fait face à cette ouverture de crédits provisoires par les voies et moyens ordinaires de l'exercice.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 janvier 1982.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

J. FOURNET.

ARRETE n° 324 FT du 21 janvier 1982 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial ordinaire de l'exercice 1982.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9666 FT du 14 décembre 1981 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial ordinaire de l'exercice 1982 pour le mois de janvier,

Arrête :

Article 1er.— Les crédits provisoires ci-après sont ouverts au budget territorial ordinaire, exercice 1982, au titre du mois de février 1982 (en milliers de F CFP).

(Voir tableaux pages suivantes)

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
I			DETTE PUBLIQUE		
	10-01		Service des emprunts et autres dettes contractuelles		143.397
		10	Intérêts, amortissements, frais divers	143.397	
	10-10		Pensions et allocations viagères		805
		10	Pensions et allocations viagères	704	
II		20	Retraite des fonctionnaires des cadres territoriaux non affiliés	101	
			POUVOIRS PUBLICS		
	20-10		Représentation parlementaire et assemblée territoriale - Personnel		14.932
		10	Représentation - Sénat - Assemblée Nationale.	65	
		20	Assemblée territoriale.	14.867	
	20-11		Représentation parlementaire et assemblée territoriale - Matériel		4.033
		20	Assemblée territoriale.	4.033	
		90	Dépenses des exercices clos.	—	
	20-20		Comité économique et social - Personnel		1.784
		10	Comité économique et social.	1.784	
	20-21		Comité économique et social - Matériel		633
		10	Comité économique et social.	633	
	20-30		Conseil de gouvernement - Personnel		10.152
		10	Présidence.	—	
		20	Vice-présidence.	10.152	
	20-31		Conseil de gouvernement - Matériel		6.000
III		10	Présidence.	701	
		20	Vice-présidence.	5.299	
			MOYENS DES SERVICES		
	30-10		Services d'administration générale - Personnel		1.475
		10	Service des archives.	710	
		20	Délégation du territoire à Paris.	765	
	30-11		Services d'administration générale - Matériel		387
		10	Service des archives.	125	
		20	Délégation du territoire à Paris.	262	
	31-10		Services centraux d'administration générale - Personnel		16.528
		10	Service de la fonction publique	1.643	
		20	Etat civil et fichier généalogique	1.451	
		30	Service de l'administration pénitentiaire	12.010	
		40	Musées - Sites - Monuments.	—	
		50	Bureau du courrier	280	
		60	Service des affaires administratives territoriales	1.144	
	31-11		Services centraux d'administration générale - Matériel		3.276
		10	Service de la fonction publique.	42	
		20	Etat civil.	87	
		30	Administration pénitentiaire.	2.972	
		40	Musées.	—	
		50	Courrier.	11	
		60	Affaires administratives.	164	
	32-10		Services financiers - Personnel		9.468
		10	Service des finances et de la comptabilité	5.027	
		20	Service des contributions directes	1.134	
		30	Service des domaines et enregistrement.	3.307	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
	32-11		Services financiers - Matériel		1,686
		10	Service des finances et de la comptabilité.	760	
		20	Contributions directes.	307	
		30	Service des domaines et enregistrement.	619	
	33-10		Services économiques - Personnel		7,929
		10	Service des affaires économiques.	1,778	
		20	Service du plan, industrie et artisanat.	2,266	
		30	Service des affaires maritimes locales.	581	
		40	Service de l'aviation civile territoriale.	3,304	
	33-11		Services économiques - Matériel		4,084
		10	Affaires économiques.	606	
		20	Plan.	680	
		30	Affaires maritimes.	126	
		40	Aviation civile.	2,672	
	34-10		Service de l'économie rurale - Personnel		23,399
		10	Direction.	6,427	
		20	Recherche agronomique, conditionnement et police phytosanitaire.	3,110	
		30	Développement de l'agriculture.	8,355	
		40	Développement de l'élevage.	3,656	
		50	Eaux et forêts.	1,553	
		60	Aménagement et équipement rural.	298	
	34-11		Service de l'économie rurale - Matériel		9,949
		10	Direction.	4,996	
		20	Conditionnement.	736	
		30	Agriculture.	2,470	
		40	Elevage.	1,584	
		50	Eaux et forêts.	125	
		60	Aménagement et équipement rural.	38	
	35-10		Service de l'équipement - Personnel		53,530
		10	Direction.	4,350	
		20	Subdivision mines et transports.	1,946	
		30	Arrondissement maritime.	18,720	
		40	Groupeement administratif central.	1,847	
		50	Arrondissement bâtiments.	5,219	
		60	Arrondissement infrastructures.	21,448	
	35-11		Service de l'équipement - Matériel		14,922
		10	Direction.	3,004	
		20	Mines.	170	
		30	Arrondissement maritime.	9,603	
		40	Groupeement administratif central.	298	
		50	Arrondissement bâtiments.	853	
		60	Arrondissement infrastructures.	994	
	35-40		Service du cadastre - Personnel		2,377
		10	Service du cadastre.	2,377	
	35-41		Service du cadastre - Matériel		316
		10	Service du cadastre.	316	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
	35-50		Service de l'aménagement et de l'urbanisme - Personnel		7.438
		10	Service de l'aménagement et de l'urbanisme.	7.438	
	35-51		Service de l'aménagement et de l'urbanisme - Matériel		448
		10	Service de l'aménagement	448	
	36-10		Exploitations et établissements industriels - Personnel		20.914
		10	Imprimerie officielle	2.821	
		20	Parc à matériel	16.431	
		30	Service informatique.	1.662	
	36-11		Exploitations et établissements industriels - Matériel		6.753
		10	Imprimerie officielle.	1.067	
		20	Parc à matériel.	4.790	
		30	Informatique.	896	
	37-10		Service de santé - Personnel		70.349
		10	Services centraux	11.317	
		20	Service de médecine préventive	16.416	
		30	Etablissements de soins	11.176	
		40	Circonscriptions médicales de Tahiti	10.459	
		50	Circonscriptions médicales de Moorea	2.685	
		60	Circonscriptions médicales des îles Sous-le-Vent	8.116	
		70	Circonscriptions médicales des Marquises	4.959	
		80	Circonscriptions médicales des Australes	2.610	
		90	Circonscriptions médicales des Tuamotu-Gambier.	2.611	
	37-11		Service de santé - Matériel		34.902
		10	Direction.	24.732	
		20	Service de médecine préventive.	1.870	
		30	Etablissements de soins.	3.023	
		40	Circonscriptions médicales de Tahiti.	2.119	
		50	Circonscriptions médicales de Moorea.	375	
		60	Circonscriptions médicales des îles Sous-le-Vent.	1.150	
		70	Circonscriptions médicales des Marquises.	680	
		80	Circonscriptions médicales des Australes.	431	
		90	Circonscriptions médicales des Tuamotu-Gambier.	542	
	38-10		Service de l'éducation - Personnel		136.383
		10	Administration générale.	13.375	
		20	Enseignement du premier degré	115.539	
		30	Action périscolaire	22	
		40	Formation permanente.	687	
		50	Personnels de remplacement	6.760	
	38-11		Service de l'éducation - Matériel		9.742
		10	Direction.	7.032	
		20	Enseignement.	2.414	
		30	Action périscolaire.	88	
		50	Centres d'adolescents.	208	
	38-50		Services sociaux - Personnel		16.221
		10	Service de la jeunesse et sports.	4.990	
		20	Service de l'inspection du travail et des lois sociales.	1.230	
		30	Service des affaires sociales.	7.460	
		40	Service des terres.	2.541	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
	38-51		Services sociaux - Matériel		4.238
		10	Jeunesse et sports.	1.133	
		20	Travail.	2.277	
		30	Affaires sociales.	321	
		40	Affaires des terres.	507	
	39-10		Dépenses communes et diverses de personnel		20.032
		20	Frais de relève	15.682	
		25	Congés de longue durée	—	
		30	Application article 74 de la loi de finances 1964.	650	
		45	Régime retraite contractuels.	—	
		50	Provision pour revalorisation soldes.	—	
		60	Traitements des CEAPF.	—	
		71	Hospitalisation des fonctionnaires.	2.867	
		75	Personnel de remplacement.	833	
		90	Dépenses des exercices clos.	—	
	39-11		Dépenses communes et diverses de matériel		5.487
		10	Frais de transport de matériel.	137	
		15	Frais de télégramme, téléphone.	440	
		20	Frais de transport du personnel en congé administratif.	2.659	
		30	Entretien et fonctionnement des véhicules.	33	
		40	Missions à l'extérieur.	833	
		70	Electricité des bâtiments administratifs communs.	718	
		75	Entretien des bâtiments administratifs communs.	163	
		80	Remboursement des droits et taxes.	458	
		85	Dépenses accidentelles et imprévues.	46	
		90	Dépenses des exercices clos.	—	
			DEPENSES DES TRAVAUX D'ENTRETIEN		10.945
	39-51		Iles du Vent		
		10	Administration générale.	844	
		11	Services financiers.	322	
		12	Services économiques	84	
		13	Service de l'équipement.	180	
		14	Service de l'éducation.	94	
		15	Service de santé.	837	
			Bâtiments à usage d'habitation		
		20	Administration générale.	6	
		21	Services financiers.	48	
		22	Services économiques	87	
		23	Service de l'équipement.	21	
		24	Service de l'éducation.	—	
		25	Service de santé.	138	
			Routes et ponts		
		30	Eclairage des routes	673	
		31	Entretien courant.	5.910	
		32	Grosses réparations.	941	
			Ouvrages portuaires		
		40	Ouvrages portuaires.	286	
		41	Balisage à caractère général	233	
			Autres ouvrages		
		50	Ouvrages aéroportuaires	57	
		55	Emetteur F.R.3	184	
		60	Calamités publiques.	—	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
	39-61		Iles Sous-le-Vent		4.792
			Bâtiments des services		
		10	Administration générale.	41	
		11	Services financiers.	—	
		12	Services économiques.	44	
		13	Service de l'équipement.	57	
		14	Service de l'éducation.	—	
		15	Service de santé.	256	
			Bâtiments à usage d'habitation		
		20	Administration générale.	21	
		21	Services financiers.	—	
		22	Services économiques.	6	
		23	Service de l'équipement.	9	
		24	Service de l'éducation.	—	
		25	Service de santé.	136	
			Routes et ponts		
		30	Eclairage des routes.	—	
		31	Entretien courant.	2.918	
		32	Grosses réparations.	735	
			Ouvrages portuaires		
		40	Ouvrages portuaires.	268	
		41	Balisage à caractère général.	162	
			Autres ouvrages		
		50	Ouvrages aéroportuaires.	139	
		55	Emetteur FR 3.	—	
		60	Calamités publiques.	—	
	39-71		Iles Marquises		2.652
			Bâtiments des services		
		10	Administration générale.	19	
		11	Services financiers.	5	
		12	Services économiques.	12	
		13	Service de l'équipement.	33	
		14	Service de l'éducation.	81	
		15	Service de santé.	283	
			Bâtiments à usage d'habitation		
		20	Administration générale.	63	
		21	Services financiers.	7	
		22	Services économiques.	18	
		23	Service de l'équipement.	17	
		24	Service de l'éducation.	9	
		25	Service de santé.	109	
			Routes et ponts		
		30	Eclairage des routes.	—	
		31	Entretien courant.	1.087	
		32	Grosses réparations.	438	
			Ouvrages portuaires		
		40	Ouvrages portuaires.	255	
		41	Balisage à caractère général.	24	
			Autres ouvrages		
		50	Ouvrages aéroportuaires.	192	
		55	Emetteur FR 3.	—	
		60	Calamités publiques.	—	
	39-81		Iles Tuamotu-Gambier		2.580
			Bâtiments des services		
		10	Administration générale.	—	
		11	Services financiers.	—	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
		12	Services économiques.	—	
		13	Service de l'équipement.	79	
		14	Service de l'éducation.	160	
		15	Service de santé.	126	
			Bâtiments à usage d'habitation		
		20	Administration générale.	—	
		21	Services financiers.	—	
		22	Services économiques.	—	
		23	Service de l'équipement.	—	
		24	Service de l'éducation.	—	
		25	Service de santé.	33	
			Routes et ponts		
		30	Eclairage des routes.	—	
		31	Entretien courant.	550	
		32	Grosses réparations.	198	
			Ouvrages portuaires		
		40	Ouvrages portuaires.	479	
		41	Balisage à caractère général.	150	
			Autres ouvrages		
		50	Ouvrages aéroportuaires.	814	
		55	Emetteur FR 3.	—	
		60	Calamités publiques.	—	
	39.91		Iles Australes		1.741
			Bâtiments des services		
		10	Administration générale.	14	
		11	Services financiers.	—	
		12	Services économiques.	40	
		13	Service de l'équipement.	47	
		14	Service de l'éducation.	7	
		15	Service de santé.	168	
			Bâtiments à usage d'habitation		
		20	Administration générale.	8	
		21	Services financiers.	—	
		22	Services économiques.	16	
		23	Service de l'équipement.	9	
		24	Service de l'éducation.	5	
		25	Service de santé.	99	
			Routes et ponts		
		30	Eclairage des routes.	—	
		31	Entretien courant.	537	
		32	Grosses réparations.	163	
			Ouvrages portuaires		
		40	Ouvrages portuaires.	245	
		41	Balisage à caractère général.	72	
			Autres ouvrages		
		50	Ouvrages aéroportuaires.	311	
		55	Emetteur FR 3.	—	
		60	Calamités publiques.	—	
IV			CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS, FONDS DE CONCOURS, PRETS ET ALLOCATIONS		
	40-01		Contribution aux dépenses de fonctionnement de l'Etat de collectivités et établissements publics	—	—
	40-11		Contribution aux régies et exploitations concédées	—	—
	40-21		Contribution aux dépenses d'organismes et de groupements internationaux	58	58
	41-01		Reversements à des collectivités et établissements publics	—	—

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
	41-11		Versements à des comptes et fonds spéciaux		339.979
		10	Fonds intercommunal de péréquation.	336.896	
		20	O.T.E.S.S.E.	3.083	
		30	Fonds d'action culturelle.	—	
	42-01		Ristournes à d'autres budgets	—	—
	43-01		Subventions de fonctionnement et fonds de concours à des organismes et établissements publics		88.213
		10	Institut de recherches médicales Louis Malardé	17.534	
		20	Office des anciens combattants et pupilles de la nation.	250	
		30	Office de la main-d'œuvre.	1.918	
		40	Chambre d'agriculture et d'élevage.	6.667	
		45	Chambre de la pêche.	583	
		48	O.T.E.S.S.E.	20.000	
		50	Centre des sciences humaines Te Anavaharau	4.167	
		55	Office de développement du tourisme.	10.000	
		60	Office des postes.	695	
		65	Ecole normale.	438	
		70	Office municipal de gestion de la piscine	833	
		75	Conservatoire artistique territorial.	4.875	
		80	Centre des métiers d'art.	4.167	
		90	Syndicat des communes Te Oropaa.	1.250	
		95	Institut territorial de la statistique.	2.044	
		99	O.T.A.C.	11.667	
		100	Ecole de formation et d'apprentissage maritime.	1.125	
	43-11		Subventions aux budgets annexes		67.250
		10	Budget annexe hôpital Mamao.	67.250	
	44-01		Subventions de fonctionnement à des organismes et œuvres privés à des particuliers		29.860
		A	Associations diverses	23.133	
		B	Oeuvres privées d'éducation et de formation	6.727	
	45-01		Interventions économiques		67.401
		10	Caisse de soutien du coprah.	25.417	
		15	Uniformisation dans les archipels des prix de vente au détail des denrées de 1ère nécessité.	3.167	
		20	SCI Tinimanu Heerai.	67	
		35	Prise en charge transport maritime du coprah.	8.333	
		40	Aide à la production de viande bovine.	5.583	
		50	Péréquation du prix des hydrocarbures.	8.750	
		60	Primes d'équipement du code des investissements.	7.500	
		70	Société pour le développement de l'agriculture et de la pêche.	1.667	
		80	Air Polynésie.	2.417	
		85	COPAM.	333	
		86	SAEM Tuhaa Pae.	2.500	
		87	SNCEP.	1.667	
	46-01		Bourses d'études et d'entretien		48.911
		10	Bourses, prêts d'honneur, aides en métropole.	5.739	
		20	Bourses locales de l'enseignement privé	4.601	
		25	Bourses locales de l'enseignement public.	13.409	
		30	Complément aux bourses d'élèves internes.	—	
		35	Transports des candidats aux examens.	83	
		36	Transports scolaires terrestres et lagunaires.	13.225	
		40	Formation professionnelle des maîtres de l'enseignement privé.	1.447	
		50	Formation professionnelle des fonctionnaires.	9.365	
		60	Stages sportifs et animateurs.	117	
		80	Bourses et indemnités diverses pour promotion sociale.	925	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
	46-11		Apprentissage - Formation professionnelle et préprofessionnelle		10.442
		10	Subventions et bourses aux stagiaires.	2.189	
		20	Dépenses de personnel (CFPA).	3.595	
		30	Dépenses de matériel (CFPA).	1.475	
		35	C.J.A.	917	
		40	Centre de formation professionnelle sanito.	1.333	
		50	Enseignement préprofessionnel protestant Uturoa	210	
		55	Cours ménager Atuona.	210	
		60	Centre de formation professionnelle de Hurepiti.	—	
		80	Formation continue des travaux publics.	333	
		109	Indemnités de stage aux élèves du LEPA d'Opunohu.	180	
	46-21		Action pour la sauvegarde du patrimoine		2.083
		10	Action pour la sauvegarde du patrimoine	2.083	
	46-51		Secours		9.534
		10	Bureau d'assistance judiciaire et remboursement frais d'actes.	958	
		20	Evacuations sanitaires à l'extérieur, secours et frais d'hospitalisation.	6.817	
		30	Secours urgents.	800	
		40	Secours exceptionnels.	667	
		50	Code du travail : Indemnités prévues à l'article 48.	250	
		90	Dépenses des exercices clos.	42	
	47-01		Prêts et avances		136.833
		10	Avances à la section locale du FIDES.	6.667	
		20	Avance au laboratoire des travaux publics.	1.000	
		30	Avance pour le compte de l'Etat (soutien coprah).	—	
		40	Avance B.A.M.	100.000	
		50	Avances aux offices et établissement publics.	20.833	
		60	Avances aux fonds spéciaux.	8.333	
			TOTAL	1.487.252	1.487.252

Art. 2.— Il sera fait face à cette ouverture de crédits provisoires par les voies et moyens ordinaires de l'exercice.

Art. 3.— A cet effet est autorisée la perception, conformément aux règlements existants, de tous impôts, droits, taxes et revenus publics.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 janvier 1982.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

J. FOURNET.

DECISION n° 89 AE du 21 janvier 1982 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 26-81 du 22 décembre 1981 portant virements internes de crédits dans le budget du port autonome de Papeete pour l'exercice en cours.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 427 FT du 21 février 1962 relatif à la gestion financière et comptable du port autonome de Papeete ;

Vu la décision n° 2334 AE du 26 novembre 1981 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 17-81 du 23 octobre 1981 adoptant le budget du port autonome de Papeete pour l'exercice 1982 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques, commissaire de gouvernement auprès du port autonome de Papeete ;

En ayant délibéré en sa séance du 13 janvier 1982,

Décide :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 26-81 du 22 décembre 1981 portant virements internes de crédits

dans le budget du port autonome de Papeete pour l'exercice en cours.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 janvier 1982.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 21 janvier 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

ARRETE n° 92 FSDT du 21 janvier 1982 définissant le programme du fonds spécial de développement du tourisme pour l'année 1981.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 81-87 du 26 octobre 1981 de la commission permanente de l'assemblée territoriale modifiant et complétant la délibération n° 81-60 du 27 août 1981 portant création d'un fonds spécial pour le développement du tourisme ;

Vu le procès-verbal du comité de gestion en sa séance du 18 décembre 1981 ;

En ayant délibéré en sa séance du 30 décembre 1981,

Arrête :

Article 1er.— Le programme, pour l'année 1981, établi par le comité de gestion du fonds spécial de développement du tourisme, est défini ainsi qu'il suit :

Opération n° 1.81 : Participation au capital de la société anonyme S.H.P.S.	27.000.000
Opération n° 2.81 : Dotation exceptionnelle à la société Rurutu Village	6.000.000
Opération n° 3.81 : Aménagement dans les Tuamotu	15.000.000
Total	48.000.000

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera,

Papeete, le 21 janvier 1982,

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 21 janvier 1982.

Le haut-commissaire,
Paul NOIROT-COSSON.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 169 PEL du 13 janvier 1982.— M. Colombani Jean-Marie, secrétaire administratif, volontaire au service de l'aide technique, incorporé sur place à compter du 1er décembre 1981, est mis à la disposition du chef du service de l'éducation (logement non fourni).

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 41-91, article 20.

Par décision n° 178 PEL du 13 janvier 1982.— M. Besse Pascal, médecin, volontaire au service de l'aide technique, embarqué à Paris-Roissy le 20 décembre et arrivé à Papeete le 21 décembre 1981 par avion de la Cie UTA, est mis à la disposition du directeur de la santé publique et affecté à l'infirmerie de Teva I Uta (logement non fourni).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 37-10, article 35, paragraphe c.

*
*

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 53 AA du 13 janvier 1982.— Est autorisé, à la demande de M. Lévy Tufaimea, président du syndicat Haavai-Fitii, le report au 13 mars 1982 de la date du tirage de la tombola qu'il a été autorisé à organiser par arrêté n° 2206 AA du 22 octobre 1981 et dont le tirage devait avoir lieu le 31 décembre 1981.

Par arrêté n° 54 AA du 13 janvier 1982.— Est autorisé, à la demande de M. Tiniau Tapati, président du syndicat agricole "Tamarii Tefaaaroa" de Arue, le report au 6 février 1982 de la date du tirage de la tombola qu'il a été autorisé à organiser par arrêté n° 2115 AA du 29 septembre 1981 et dont le tirage devait avoir lieu le 27 décembre 1981.

Par arrêté n° 64 AA du 14 janvier 1982.— Est autorisé à la demande de M. P. Tetuaiteroi, président du syndicat des transports en commun et touristiques, le report au 28 février 1982 de la date du tirage de la tombola qu'il a été autorisé à organiser par arrêté n° 1854 AA du 23 juillet 1981 et dont le tirage devait avoir lieu le 13 décembre 1981.

Par arrêté n° 223 AA du 15 janvier 1982.— Le détenu désigné ci-après est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle :

- Tapi René né le 23 août 1951 à Huahine (I.S.L.V.).

En conséquence, après notification du présent arrêté et remise d'un permis de libération, l'intéressé sera mis en liberté et pourra y être laissé jusqu'à l'expiration de sa peine.

Il fera connaître la localité où il désire se fixer et devra s'y rendre sans retard.

Toutes les fois qu'il aura l'intention de changer de domicile, il en avisera préalablement la direction des polices urbaines ou la brigade de gendarmerie. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés, à moins qu'une décision spéciale la prescrive.

Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré par un arrêté soit pour inconduite habituelle ou publique dûment constatée, soit pour infraction aux conditions auxquelles est subordonné leur maintien en liberté.

Dans ce cas, il sera réintégré à la prison, pour la durée de sa peine non écoulée au moment de sa libération.

Le commandant du groupement de gendarmerie en Polynésie française, le directeur des polices urbaines et le directeur de la maison d'arrêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Par arrêté n° 84 AA du 19 janvier 1982.— Est annulée la tombola autorisée par l'arrêté n° 1175 AA du 9 février 1981 au profit respectivement de la fédération des syndicats de Polynésie française.

M. Charles Taufa, président de la fédération des syndicats de Polynésie française devra se conformer strictement aux dispositions de la délibération n° 75-98 du 3 juillet 1975 rendue exécutoire par arrêté n° 3692 AA du 8 août 1975 et publié au *Journal officiel de la Polynésie française* du 31 août 1975 (pages 587 et 588).

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa publication au J.O.P.F.

*
* *

FINANCES TERRITORIALES

Par arrêté n° 85 FT du 19 janvier 1982.— Un prêt sans intérêt de *trois cent mille francs CP* (300.000 FCP) est accordé à M. Taiore Albert, co-pilote à Air Polynésie, pour lui permettre de participer à un stage théorique et pratique de pilote PPI.

La dépense est imputable au budget du territoire, chapitre 46.01, article 10, exercice 1981.

Le remboursement en sera effectué en cinq (5) annuités égales et consécutives à compter du mois où l'intéressé aura repris son travail.

*
* *

FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Par arrêté n° 59 FSIDAP du 14 janvier 1982.— Une subvention de 5.993.487 FCP (*Cinq millions neuf cent quatre vingt treize mille quatre cent quatre vingt sept francs CP*) est attribuée à la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche (S.D.A.P.) pour les travaux agricoles lourds représentant la part de subvention du F.S.I.D.A.P. sur les factures émises par la S.D.A.P. à l'encontre des agriculteurs de la Polynésie française.

La dépense est imputable au F.S.I.D.A.P., opération 6/81. Le versement sera effectué sur justificatifs produits par la S.D.A.P., au compte B.I.S. n° 26/80547 B de la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche (S.D.A.P.) - section travaux lourds.

Par arrêté n° 60 FSIDAP du 14 janvier 1982.— Une subvention de 2.231.107 FCP (*Deux millions deux cent trente et un mille cent sept francs CP*) est accordée à la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche (S.D.A.P.).

Cette subvention représente la participation du F.S.I.D.A.P. aux dépenses concernant le fret maritime de Papeete vers les îles, pour les produits agricoles entrant dans le cadre d'intervention du F.S.I.D.A.P., tel que défini par son règlement intérieur.

La dépense est imputable au F.S.I.D.A.P., opération 10/81. La subvention sera versée, sur justificatifs produits par la S.D.A.P., au compte B.I.S. n° 23/80.547 B de la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche (S.D.A.P.).

Par arrêté n° 61 FSIDAP du 14 janvier 1982.— Une subvention de 8.829.525 FCP (*Huit millions huit cent vingt neuf mille cinq cent vingt cinq francs CP*) est accordée à la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche (S.D.A.P.) comme soutien au prix des engrais, pour lui permettre d'assurer la commercialisation auprès des agriculteurs de la Polynésie française.

La dépense est imputable au F.S.I.D.A.P., opération 1/81. Le versement sera effectué sur justificatifs produits par la S.D.A.P., au compte B.I.S. n° 23/80547 B de la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche (S.D.A.P.).

*
* *

OFFICE DES ANCIENS COMBATTANTS

Par arrêté n° 63 OAC du 7 janvier 1982.— La commission chargée de la surveillance et de la correction des épreuves écrites de l'examen commun aux emplois réservés de 2e catégorie, qui se dérouleront à Papeete le 27 janvier 1982, est composée comme suit :

- le président de l'office des anciens combattants ou son représentant Président
- le chef du service du personnel Membre
- un membre de l'enseignement secondaire (français) désigné à cet effet par le vice-recteur »
- un ancien combattant désigné par l'office des anciens combattants »

La commission susvisée, exercera le 28 janvier 1982 la surveillance des épreuves techniques complémentaires :

- d'adjoint de contrôle à la direction générale de la concurrence et de la consommation ;
- d'agent de constatation des douanes ;
- et de commis - agent de traitement de l'éducation nationale.

*
* *

SERVICE DE L'EQUIPEMENT

Par décision n° 65 SEQ du 14 janvier 1982.— M. Emile Otcénasek est autorisé à réaliser un chenal par déroctage des pâtés de coraux situés dans la zone à aménager, commune de Papara PK 40,400.

La zone de déroctage sera implantée par le service de l'équipement et devra être respectée impérativement.

Les pâtés de coraux enlevés, pourront être déposés en dehors de la zone d'aménagement : l'extraction et l'évacuation des matériaux excédentaires étant défendues.

L'utilisation éventuelle d'explosifs devra être effectuée par un artificier agréé, titulaire d'une autorisation administrative préalable.

Toutes les précautions nécessaires devront être prises afin d'éviter tous accidents ou dégâts qui pourraient résulter de l'exécution des travaux.

Cette autorisation délivrée à titre précaire et révocable sans indemnité à première réquisition de l'administration est valable pour une durée de six mois.

*
* *

SECRETARIAT GENERAL

Par arrêté n° 112 SG du 11 janvier 1982.— Mme Maeva Navarro est nommée directrice du département d'archéologie du centre des sciences humaines " Te Anavaharau ".

*
* *

TRAVAIL ET LEGISLATION SOCIALE

Par décision n° 41 TLS du 8 janvier 1982.— Sont désignés, pour l'année 1982, en qualité d'experts pour le règlement des différends collectifs du travail, les personnes dont les noms suivent :

Du côté des employeurs

Anestides Jean, entrepreneur
Bambridge Baldwin, commerçant
Bambridge Jacky, entrepreneur de taxis
Brichet Maurice, restaurateur
Braun-Ortega Enrique, président directeur général de société
Cadic Yves, directeur de société
De Broca Gérard, directeur de société
Derhan Michel, agent général d'assurances
Joquel Paul, industriel
Lefèvre Michel, cadre de la chambre de commerce et d'industrie

Le Hebel Jean-Pierre, entrepreneur
Montaron Jacqueline, directrice d'entreprise
Moux Albert, hôtelier
Peaucellier Philippe, industriel
Pugin Gérard, directeur de société
Tanseau Alexis, gérant de société
Viaris de Lesegno Hubert, industriel

Du côté des travailleurs

Avae Mauri, agent du service de santé
Chanfour Pierre, cadre au service de la pêche
Chang Teraiefa, employé au C.E.P.
Coulin Sylvestre, employé à Service Mobil S.A.
Degage Cyril, employé à la S.H.R.M.
Desclaux Raymond, cadre d'Air Polynésie
Faahu Seta, agent municipal de la commune de Papeete
Galenon Edgard, agent du service des contributions directes
Guérin Michel, cadre du service de l'économie rurale
Hatete Bernard, agent municipal de la commune de Papeete
Huang Henri, employé aux Ets Si Tung Hing
Kintzler Didier, cadre de la C.P.S.
Largeteau Henri, retraité
Lecorre Daniel, agent du service de santé

Lehartel Jean-Paul, employé au service de l'économie rurale
Lorfèvre André, retraité
Porlier Albert, agent du service de l'équipement
Pugibet Hubert, agent du service des douanes
Salvanayagam Robert, permanent syndical
Scaranto Nino, employé au C.E.A.
Schoen Robert, employé à la D.C.A.N.
Tinorua Gaston, employé aux Ets Cowan
Tissot Jean, employé à la brasserie du Pacifique
Tuheiava Franck, agent du service de santé
Wong Fat Robert, cadre du service du plan.

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DECISION n° 39 AE du 12 janvier 1982 homologuant le prix de vente au détail des cigarettes et cigares.

Le chef du service des affaires économiques,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74-5 du 9 janvier 1974 rendue exécutoire par arrêtés n° 139 FT du 16 janvier 1974 et 1175 AE du 12 mars 1980 portant suppression du comptoir général d'achat et de vente des tabacs ;

Vu la délibération n° 80-24 du 3 mars 1980 rendue exécutoire par arrêté n° 4286 AA du 1er avril 1980, fixant le montant des droits de consommation applicables aux tabacs importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 1266 AE du 4 avril 1980, définissant l'encadrement des prix des tabacs importés dans le territoire ;

Vu les justifications comptables,

Décide :

Article 1er.— Sont homologués pour compter du 13 janvier 1982 les prix de vente au détail, à Tahiti des cigarettes et cigares ci-après :

Cigarettes :

Nationales Monovertes : 3.700 FCP les 1.000 cigarettes, soit 74 FCP le paquet ;

Dunhill International Rouge : 9.000 FCP les 1.000 cigarettes, soit 180 FCP le paquet.

Cigares :

Schimmelpenninck Calendula : 166.400 FCP les 1.000 cigares, soit 166,40 FCP le cigare ;

Panter Mignon : 37.400 FCP les 1.000 cigares, soit 37,40 FCP le cigare.

Ces nouveaux prix se rapportent exclusivement aux cigarettes et cigares sortis de l'entrepôt fictif de l'importateur à compter du 13 janvier 1982. Les cigarettes et cigares déjà mis en vente avant cette date devront être commercialisés à leurs anciens prix.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 janvier 1982.

Le chef du service des affaires économiques,

L. SAVOIE.

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

DECISION n° 10028 IDV.AU du 30 décembre 1981 *autorisant la réalisation d'un groupe d'habitations par M. Emmanuel Porlier à Pirae, rue Paul Bernière.*

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles ou lotissements;

Vu la demande d'autorisation de construire formulée par M. Emmanuel Porlier et enregistrée le 20 novembre 1981 à la section urbanisme opérationnel et construction du service de l'aménagement du territoire sous le n° 81-1111;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae en date du 18 novembre 1981;

Vu l'avis du directeur de l'office des postes et télécommunications en date du 11 décembre 1981;

Vu l'avis de la commission des travaux immobiliers des îles du Vent en date du 18 décembre 1981;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire,

Décide :

Article 1er.— M. Emmanuel Porlier est autorisé à réaliser un groupe d'habitations sur sa propriété sise à Pirae.

Ce groupe d'habitations comprendra 3 logements de type F3 destinés à la location.

Les conditions et prescriptions relatives à cette réalisation sont définies dans les articles ci-après.

Art. 2.— Dossier du groupe d'habitations

Le dossier du groupe d'habitations pris en considération comprend les documents enregistrés le 20 novembre 1981 à la section urbanisme opérationnel et construction du service de l'aménagement du territoire sous le n° 81-1111 :

- plan d'implantation ;
- plan des logements suivant les plans type LE 4 et LE 17, du service de l'aménagement du territoire.

Art. 3.— Voirie

A l'intersection du chemin d'accès et de la rue Paul Bernière un pan coupé de 5m de long à tracer suivant la perpendiculaire à la bissectrice de l'angle formé par les alignements des deux voies, devra être mis en place.

En bout de chemin d'accès, une aire de manoeuvre permettant le retournement des véhicules en trois manoeuvres maximum, devra si possible, être aménagée.

Art. 4.— Réseau téléphonique

Compte tenu de sa situation, le groupe d'habitations pourra être exceptionnellement raccordé en aérien.

Néanmoins, les installations intérieures des logements devront être réalisées du coupe circuit au conjoncteur. Ce coupe circuit devra être situé de manière que l'adduction en aérien puisse être réalisée sans difficulté à partir de l'artère aérienne existante. Il sera équipé d'une prise de terre de moins de 50 ohms.

Art. 5.— Logements

Les travaux de construction des logements sont approuvés sous réserve de respecter les prescriptions suivantes :

- 1°) peindre les tôles de couverture ;
- 2°) porter le niveau de la dalle intérieure à 0,30 m au moins au-dessus du niveau du sol extérieur ;
- 3°) pour la séparation des logements jumelés, mettre en place un mur coupe-feu 2 heures, dépassant la toiture de 1 m et allant jusqu'au débord de toiture (sécurité contre l'incendie) ;
- 4°) mettre en place des fosses septiques avec épurateur de type lit bactérien. Le service d'hygiène et de salubrité publique (Fare Ute, tél. 2.99.16) devra être consulté à cet effet.

Art. 6.— Conformité

S'agissant d'un groupe d'habitations, il pourra être demandé et délivré des certificats de conformité partiels, logement par logement, dans la mesure où toute viabilisation générale en assure la desserte.

Aucune occupation des locaux ne pourra être faite avant la délivrance du certificat le permettant.

Art. 7.— Communication au public

La présente décision et le dossier annexé sont mis à la disposition du public, conformément aux prescriptions de l'article 43 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, aux secrétariats de la mairie de Pirae et du service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction).

Papeete, le 30 décembre 1981.

Pour le haut-commissaire, par délégation :

Le chef de la subdivision administrative
des îles du Vent,
J. LAMBERT.

AVIS OFFICIELS

SERVICE DES FINANCES ET DE LA COMPTABILITE

AVIS

En application du décret n° 82-16 du 14 janvier 1982 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, la valeur mensuelle brute du point d'indice majoré des traitements servis en Polynésie française est de :

- 566,11 FCP pour I.D.V. - I.S.L.V. (1,84)
 - 639,95 FCP pour T.G. - Australes, Marquises (2,08)
- pour compter du 1er janvier 1982.

Le chef du service des finances
et de la comptabilité,
Ph. DEBLONDE.

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane.

(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

(Période du 1er février au 14 février 1982 inclus)

P A Y S	DEVICES	Cours en Francs Pacifique
Belgique.	1 franc belge	2,72
Suisse.	1 franc suisse	57,90
Italie.	100 lires	8,62
Etats-Unis.	1 dollar U.S.A.	107,81
Australie.	1 dollar	118,85
Nouvelle-Zélande.	1 dollar	86,55
Canada.	1 dollar canadien	89,94
Hong-Kong.	1 dollar	18,37
Singapour.	1 dollar	51,84
Fidji.	1 dollar	121,57
Allemagne Occidentale.	1 deutsch mark	46,24
Pays-Bas.	1 florin	42,16
Suède.	1 couronne suéd.	18,91
Norvège.	1 couronne norv.	18,18
Danemark.	1 couronne dan.	14,10
Autriche.	1 schilling	6,59
Espagne.	1 peseta	1,08
Portugal.	1 escudo	1,59
Japon.	100 yens	46,64
Grande-Bretagne.	1 livre sterling	201,23

SERVICE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

REGLEMENTATION DES LOTISSEMENTS

(Délibération n° 61-44 du 8 avril 1961)

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

C E R T I F I C A T

Les formalités incombant au lotisseur ayant été accomplies, le présent certificat prévu à l'article 44 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 est délivré à la société de crédit et de développement de l'Océanie (SOCREDO) et permet la commercialisation des lots de la zone résidentielle du lotissement Tahina sis dans la commune de Uturoa (île de Raiatea), tels qu'ils sont définis par le plan SETIL 806-2 du 8 septembre 1981.

INSPECTION DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

A V I S

En application des dispositions des articles 76 et 79 du code du travail d'outre-mer, le haut-commissaire de la Répu-

blique en Polynésie française, chef du territoire, envisage de rendre obligatoires pour tous les ouvriers et chef d'équipe des entreprises du secteur Bâtiment et travaux publics en Polynésie française, les dispositions de l'accord intervenu le 8 décembre 1981 entre :

D'une part :

La chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics de Polynésie française (C.S.E.B.T.P.-P.F.).

D'autre part :

La fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.).

L'union des syndicats "Les syndicats autonomes des travailleurs de Polynésie" (U.S./S.A.T.P.).

La centrale des travailleurs autonomistes polynésiens (C.T.A.P.).

- L'union des syndicats autonomistes polynésiens (U.S.A.P.)

et déposé au secrétariat du tribunal du travail de Papeete le 28 décembre 1981, sous le n° 631-30.

Conformément aux prescriptions légales, la teneur des dispositions de cet accord dont l'extension est envisagée, est publiée dans les colonnes du présent numéro du *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les organisations professionnelles et toutes les personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations éventuelles sur l'opportunité de l'extension des dispositions en question dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les communications devront être adressées à l'Inspection du travail et des lois sociales - B.P. n° 308 - Papeete.

DECISION n° 4553 TLS du 15 décembre 1981 de la commission mixte paritaire du bâtiment et des travaux publics de la Polynésie française.

La commission mixte paritaire du bâtiment et des travaux publics de la Polynésie française, réunie le 8 décembre 1981, est composée :

D'une part :

des représentants de la chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics de Polynésie française (C.S.E.B.T.P.P.F.).

D'autre part :

des représentants des organisations syndicales des travailleurs suivantes :

- Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.).

- Union des syndicats "Les syndicats autonomes des travailleurs de Polynésie" (U.S./S.A.T.P.) ;

- Centrale des travailleurs autonomistes polynésiens (C.T.-A.P.).

- Union des syndicats autonomistes polynésiens (U.S.A.P.).

A décidé :

Article 1er.— Les salaires minima des ouvriers du bâtiment et des travaux publics tels qu'ils sont définis par la classification professionnelle annexée à l'arrêté n° 125 TLS du 1er janvier 1973 (J.O.P.F. du 31 janvier 1973, page 45) sont fixés ainsi qu'il suit pour l'année 1982 :

Catégories professionnelles	A compter du 1er janvier 1982		A compter du 1er avril 1982	
	Salaires horaires minimaux CFP	Salaires mensuels minimaux (pour 40 h par semaine) CFP	Salaires horaires minimaux CFP	Salaires mensuels minimaux (pour 40 h par semaine) CFP
1re catégorie - M.O.	240	41.599	245	42.466
2e catégorie - M.F. ou M.S.	251	43.506	256	44.372
3e catégorie - O.S. 1	262	45.412	267	46.279
4e catégorie - O.S. 2	269	46.626	274	47.492
5e catégorie - O.P. 1	306	53.039	311	53.906
6e catégorie - O.P. 2	338	58.586	343	59.452
7e catégorie - O.P. 3	397	68.812	402	69.679

Catégories professionnelles	A compter du 1er juillet 1982		A compter du 1er octobre 1982	
	Salaires horaires minimaux CFP	Salaires mensuels minimaux (pour 40 h par semaine) CFP	Salaires horaires minimaux CFP	Salaires mensuels minimaux (pour 40 h par semaine) CFP
1re catégorie - M.O.	250	43.333	260	45.066
2e catégorie - M.F. ou M.S.	261	45.239	271	46.972
3e catégorie - O.S. 1	272	47.146	282	48.879
4e catégorie - O.S. 2	279	48.359	289	50.092
5e catégorie - O.P. 1	316	54.772	326	56.506
6e catégorie - O.P. 2	348	60.319	358	62.052
7e catégorie - O.P. 3	407	70.545	417	72.279

Art. 2.— Les salaires minimaux de la qualification " Chef d'équipe " créée à titre provisoire par l'article 3 de la décision du 24 avril 1978 de la commission mixte paritaire du bâtiment et des travaux publics de la Polynésie française sont fixés ainsi qu'il suit pour l'année 1982 :

Catégories professionnelles	A compter du 1er janvier 1982		A compter du 1er avril 1982	
	Salaires horaires minimaux F CP	Salaires mensuels minimaux (pour 40 h par semaine) F CP	Salaires horaires minimaux F CP	Salaires mensuels minimaux (pour 40 h par semaine) F CP
Chef d'équipe :				
1er échelon	355	61.532	360	62.399
2e échelon	400	69.332	405	70.199
3e échelon	430	74.532	435	75.399

Catégories professionnelles	A compter du 1er juillet 1982		A compter du 1er octobre 1982	
	Salaires horaires minimaux F CP	Salaires mensuels minimaux (pour 40 h par semaine) F CP	Salaires horaires minimaux F CP	Salaires mensuels minimaux (pour 40 h par semaine) F CP
Chef d'équipe :				
1er échelon	365	63.265	375	64.999
2e échelon	410	71.065	420	72.799
3e échelon	440	76.265	450	77.999

Art. 3.— Dans le cas où, au cours de l'année 1982, l'indice des prix de détail à la consommation familiale viendrait à enregistrer une hausse du coût de la vie dépassant de façon conséquente les normes qui ont été prises en considération au cours des présentes négociations, les parties signataires conviennent de se rencontrer, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles, afin de discuter des éventuelles modifications qui pourraient être apportées aux salaires minimaux catégoriels aux articles ci-dessus.

Art. 4.— La présente décision sera déposée au secrétariat du tribunal du travail de Papeete.

Fait à Papeete, le 8 décembre 1981.

Pour la C.S.E.B.T.P.P.F. :

Jean-Pierre VOISIN.

Jacques CADET.

Teari TAPUTUARAI dit Coco.

Bernard GALLOIS

Philippe DOUCET.

Pour la F.S.P.F. :

Marcel AHINI.

Pour l'U.S./S.A.T.P. :

Guy GOODING

Pour la C.T.A.P. :

J.-B. H. CERAN-JERU-SALEMY.

Pour l'U.S.A.P. :

Alfred FULLER.

VU :

J.-P. CHAZE,

Inspecteur du travail.

INSPECTION DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

AVIS

En application des dispositions des articles 76 et 79 du code du travail d'outre-mer, les organisations syndicales de travailleurs, union des syndicats " Les syndicats autonomes des travailleurs de Polynésie " (US/SATP), syndicat du personnel navigant technique de Polynésie française (S.P.N.T.P.F.), fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.), syndicat des cadres d'entreprises de la Polynésie française (S.C.E.P.F.), et la direction de la compagnie Air Polynésie, ont demandé à M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire, d'envisager de rendre obligatoires pour tous les employeurs et tous les travailleurs des entreprises de transport aérien de la Polynésie française,

les dispositions de la convention collective de travail des entreprises de transport aérien de la Polynésie française (Personnel au sol et personnel navigant technique) dont la signature est intervenue, le 9 décembre 1981, entre :

d'une part :

- la compagnie union de transports aériens (U.T.A.),
- la compagnie Air Polynésie
- la compagnie Qantas,

d'autre part :

- l'union des syndicats "Les syndicats autonomes des travailleurs de Polynésie" (US/SATP),
- le syndicat du personnel navigant technique de Polynésie française (S.P.N.T.P.F.),
- la fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.),
- le syndicat des cadres d'entreprises de la Polynésie française (S.C.E.P.F.),

et qui a été déposée au secrétariat du tribunal du travail de Papeete le 28 décembre 1981 sous le n° 632-31.

Conformément aux prescriptions légales, la teneur des dispositions de cette convention collective, dont l'extension est envisagée, est publiée dans les colonnes du présent numéro du *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les organisations professionnelles et toutes les personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations éventuelles sur l'opportunité de l'extension des dispositions en question dans le délai de *trente jours* à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Ces communications devront être adressées au service de l'inspection du travail et des lois sociales de la Polynésie française B.P. 308 Papeete-Tahiti.

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL
DES ENTREPRISES DE TRANSPORT AERIEN
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE
(PERSONNEL AU SOL ET PERSONNEL NAVIGANT TECHNIQUE)**

**CONCLUE APRES DISCUSSION.
EN COMMISSION MIXTE PARITAIRE
DES ENTREPRISES DE TRANSPORT AERIEN**

ENTRE

d'une part

- la compagnie union de transports aériens (U.T.A.),
- la compagnie Air Polynésie,
- la compagnie Qantas,

et d'autre part

- l'union des syndicats "Les syndicats autonomes des travailleurs de Polynésie" (US/SATP),
- le syndicat du personnel navigant technique de Polynésie française (S.P.N.T.P.F.),
- la fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.),
- le syndicat des cadres d'entreprises de la Polynésie française (S.C.E.P.F.),

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. — Champ d'application.

La présente convention règle les rapports entre les employeurs et les salariés des deux sexes appartenant au personnel au sol de recrutement local et au personnel navigant technique affecté à des liaisons régionales des entreprises dont l'activité relève des industries du transport aérien régulier ou à la demande :

- Transports aériens de passagers et de fret,
- Transports aériens de fret,
- Transports aériens de poste.

Le champ d'application géographique de la présente convention comprend l'ensemble de la Polynésie française.

Art. 2. — Annexes.

Les clauses particulières propres au personnel au sol de recrutement local, et au personnel navigant technique affecté à des liaisons régionales sont déterminées dans deux annexes complétant la présente convention.

Art. 3. — Durée.

La présente convention et ses annexes sont conclues pour une durée indéterminée. Elles peuvent, à tout moment, en tout ou en partie, être dénoncées avec préavis de deux mois ou faire l'objet d'une demande de révision par l'une des parties signataires.

Art. 4. — Révision.

Toute demande de révision par l'une des parties signataires, obligatoirement accompagnée d'une proposition de rédaction concernant le ou les articles soumis à la révision ou le ou les articles dont la création est proposée, doit être notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception à chacune des autres parties signataires de la convention. Elle est également adressée à l'inspection du travail et des lois sociales de la Polynésie française en vue de la réunion de la commission mixte paritaire dans les délais les plus rapides, ne pouvant, en principe, excéder un mois.

La commission, en cas d'accord, établit un avenant à la convention.

En cas de désaccord, un procès verbal est établi par l'inspecteur du travail et des lois sociales.

Art. 5. — Dénonciation.

Toute dénonciation d'un ou plusieurs articles de la convention et de ses annexes, par l'une des parties signataires, doit être obligatoirement notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception, à chacune des parties signataires de la convention ainsi qu'à l'inspecteur du travail et des lois sociales de Polynésie française.

Cette notification est obligatoirement accompagnée d'une proposition de rédaction nouvelle ou de suppression concernant cet ou ces articles.

L'inspecteur du travail et des lois sociales réunit, dans les délais les plus rapides, la commission paritaire mixte en vue de rechercher un accord avant l'expiration du préavis de dénonciation.

Toutefois, la commission n'est pas nécessairement réunie lorsque la ou les dispositions dénoncées sont déjà soumises à la procédure de révision. Si un accord intervient, la commission établit un avenant à la convention.

Pendant toute la durée de la discussion de la révision de la modification suggérée, ainsi que pendant la période nécessaire pour l'exécution éventuelle de la procédure légale de

conciliation prévue en cas de différend collectif, les parties s'engagent à respecter strictement les engagements réciproques découlant de la présente convention et à s'abstenir de toute action dont la nature risquerait d'aggraver la situation.

Art. 6.— Commission d'interprétation et de conciliation.

Il est institué une commission paritaire d'interprétation et de conciliation chargée de rechercher une solution amiable aux différends pouvant naître de l'interprétation et de l'application de la présente convention, de ses annexes et des avenants.

Cette commission n'a pas à connaître des litiges individuels qui ne mettent pas en cause le sens et la portée de la présente convention.

La partie signataire qui désire soumettre un différend à la commission doit le porter, par écrit, à la connaissance de toutes les autres parties signataires.

La commission est réunie à la diligence de l'inspecteur du travail et des lois sociales de la Polynésie française dans les plus brefs délais et au plus tard dans le mois qui suit la réception de la demande.

La composition de cette commission qui doit avoir un caractère paritaire est fixée chaque année par la commission mixte paritaire des entreprises de transport aérien.

Lorsque la commission donne un avis à l'unanimité de ses membres, le texte de cet avis, signé par chacun des membres, a les mêmes effets juridiques que les clauses de la présente convention. Cet avis fait alors l'objet d'un dépôt au secrétariat du tribunal du travail de Papeete, à la diligence de l'inspecteur du travail et des lois sociales, et est exécutoire aussitôt après.

Lorsque l'unanimité n'est pas obtenue, si les parties sont d'accord pour rechercher les termes d'un compromis, le différend est soumis à l'arbitrage de l'inspecteur du travail et des lois sociales.

Dans le cas contraire, la procédure du code du travail d'outre-mer en matière de différend collectif est appliquée.

Art. 7.— Avantages acquis.

La présente convention ne peut être la cause de restriction aux avantages individuels acquis par les travailleurs antérieurement à sa date d'application.

Les contrats individuels de travail qui interviendront postérieurement à la signature de la présente convention (à l'exception de ceux concernant le personnel expatrié visé à l'article 2 de l'annexe 1) seront soumis à ses dispositions qui seront considérées comme étant des conditions minimales d'engagement. Aucune clause restrictive ne peut être insérée valablement dans lesdits contrats.

La présente convention s'applique de plein droit aux contrats individuels en cours d'exécution à compter de la date de sa prise d'effet (à l'exception de ceux concernant le personnel expatrié visé à l'article 2 de l'annexe 1). Toutefois, les avantages résultant de la présente convention ne peuvent, en aucun cas, se cumuler avec les avantages acquis antérieurement à la date de la signature. Dans ce cas, l'avantage le plus favorable sera alors appliqué.

Conformément à l'article 80 du code du travail d'outre-mer, les dispositions de la présente convention ne font pas obstacle aux accords individuels ou collectifs plus favorables qui peuvent déjà exister ou être conclus postérieurement à sa signature.

Art. 8.— Garanties en cas de différend collectif.

Les organisations signataires témoignent de leur volonté de rechercher toute possibilité d'examen en commun des diffé-

rends collectifs et de faciliter ainsi leur solution sur le plan de l'entreprise.

Dans ce but, elles estiment que les parties en cause doivent user de tous les moyens en leur pouvoir avant de recourir à la procédure légale en vigueur en matière de différend collectif du travail et en particulier de saisir la commission de conciliation.

Art. 9.— Adhésions ultérieures.

Ont vocation pour adhérer à la présente convention, les syndicats de travailleurs et les employeurs ou groupements professionnels d'employeurs du transport aérien. Cette adhésion s'effectue en la notifiant aux parties signataires et au secrétariat du tribunal du travail de Papeete, par lettre recommandée.

Elle prend effet à compter de la date de dépôt de la demande au secrétariat dudit tribunal.

Art. 10.— Dépôt de la convention.

Le texte de la présente convention sera déposé au secrétariat du tribunal du travail de Papeete où les parties font élection de domicile.

Art. 11.— Liberté syndicale et liberté d'opinion.

Les employeurs et les travailleurs sont libres de défendre leurs droits et leurs intérêts par l'action syndicale.

Les travailleurs et les employeurs sont tenus de respecter la liberté syndicale et la liberté d'opinion au sein de l'entreprise. En particulier, les employeurs sont tenus de ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou non à un syndicat et à ne pas tenir compte des opinions politiques ou philosophiques, de croyances religieuses ou de l'origine sociale ou raciale pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures d'avancement, de discipline ou de congédiement.

Le personnel s'engage, de son côté, à ne pas prendre en considération dans le travail, les opinions politiques des travailleurs, leur appartenance ou non à tel ou tel syndicat.

Si l'une des parties contractantes conteste le motif de congédiement ou de changement d'établissement d'un salarié comme ayant été effectué en violation du droit syndical tel qu'il vient d'être défini ci-dessus, les deux parties s'emploieront à reconnaître les faits et à apporter au cas litigieux une solution équitable. Cette intervention ne fait pas obstacle au droit pour les parties d'obtenir judiciairement réparation du préjudice causé.

Art. 12.— Exercice de l'action syndicale - Panneaux d'affichage.

Dans le cadre de l'exercice de l'action syndicale, les délégués du personnel peuvent afficher toutes communications syndicales sur des emplacements obligatoirement prévus à cet effet et placés de préférence sur les lieux de passage du personnel.

Art. 13.— Congrès syndicaux - Autorisation d'absence.

Pour faciliter la présence des travailleurs aux congrès statutaires de leurs organisations syndicales, des autorisations d'absence sont accordées sur présentation d'une convocation écrite et nominative de l'organisation syndicale concernée.

Les parties contractantes s'engagent à rechercher, dans la mesure du possible, les dates qui apporteront le moins de perturbation dans la marche du travail.

Ces absences ne sont pas payées, mais ne viennent pas en déduction des congés annuels et ne sont pas prises en considération pour le calcul de la durée de ces congés.

Art. 14.— *Commission mixte paritaire.*

Dans le cas où des salariés participent à une commission mixte paritaire ayant un rapport avec la branche d'activité de l'entreprise, décidée entre organisations d'employeurs et de travailleurs et dans la limite d'un nombre de salariés arrêté, d'un commun accord, entre organisations signataires, le temps de travail perdu est payé par l'employeur comme temps de travail effectif.

Ces salariés sont cependant tenus d'informer préalablement leurs employeurs de leur participation à ces commissions, de demander leur autorisation et de s'efforcer, en accord avec eux, de réduire les perturbations que leur absence pourrait apporter à la marche générale de l'entreprise.

Art. 15.— *Relation entre organisations syndicales et employeurs.*

Pour permettre l'examen des questions d'ordre professionnel, l'employeur peut recevoir les représentants des organisations syndicales lorsque des délégués du personnel élus dans l'entreprise en font la demande.

Les représentants syndicaux appartenant à l'entreprise qui assistent à ces audiences, soit sur convocation de l'employeur ou son représentant, soit avec son accord, sont considérés, pendant le temps de ces réunions, comme étant au travail.

Art. 16.— *Délégués du personnel.*

Dans chaque établissement inclus dans le champ d'application de la présente convention et de ses annexes, et occupant plus de dix salariés, il est institué des délégués du personnel titulaires et des délégués suppléants dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Dans les établissements comptant de cinq à dix salariés et dont le personnel n'est pas autrement représenté, il pourra être élu un délégué titulaire et un délégué suppléant si la majorité des intéressés le réclame au scrutin secret. Ces délégués ont les mêmes prérogatives que celles attribuées aux délégués élus conformément aux dispositions légales.

Les délégués titulaires bénéficient d'un crédit de 15 heures rémunérées par mois pour l'exercice de leurs fonctions.

Les délégués du personnel peuvent afficher à l'exclusion de tout autre document de quelque ordre que ce soit, les renseignements qu'ils ont pour rôle de porter à la connaissance du personnel dans le cadre de leur mission. Pour cela, des panneaux différents de ceux prévus à l'article 12 seront mis à leur disposition au sein de l'entreprise.

Il est mis à la disposition des délégués du personnel le local nécessaire pour leur permettre de remplir correctement leur mandat, et notamment de se réunir et de recevoir tout membre du personnel de l'entreprise.

Conformément à la législation en vigueur, les délégués du personnel seront reçus au moins une fois chaque mois ; les dates et heures de réception sont fixées d'un commun accord. En tout état de cause, les réunions mensuelles des délégués du personnel doivent être organisées à l'initiative de l'employeur et celui-ci ne peut se prévaloir d'une renonciation quelconque de tout ou partie des délégués.

Dans tous les cas, les délégués suppléants sont reçus avec les délégués titulaires. Concernant les suppléants, le temps passé à ces réunions est rémunéré pour un délégué par collège et par établissement désigné par roulement.

Les délégués du personnel peuvent, sur leur demande, se faire assister par un représentant de leur syndicat, s'il existe.

Les délégués sont également reçus par le chef d'établissement ou son représentant, sur leur demande, soit individuel-

lement, soit par catégorie, soit par atelier, service ou spécialité professionnelle selon les questions qu'ils ont à traiter.

La direction d'une entreprise groupant plusieurs établissements peut recevoir ensemble, sur leur demande, les délégués de certains établissements pour l'examen des réclamations communes qui leur sont propres et n'auraient pu être réglées par d'autres voies.

Art. 17.— *Rôle des délégués du personnel.*

Les délégués du personnel, conformément à la législation en vigueur, ont pour mission :

a) de présenter aux employeurs toutes les réclamations individuelles ou collectives qui n'auraient pas été directement satisfaites concernant les conditions de travail et la protection des travailleurs, l'application de la convention collective, des classifications professionnelles et des taux de salaires ;

b) de saisir l'inspection du travail et des lois sociales de toute plainte ou réclamation concernant l'application des prescriptions légales ou réglementaires dont elle est chargée d'assurer le contrôle ;

c) de veiller à l'application des prescriptions relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs et à la prévoyance sociale et de proposer toutes mesures utiles à ce sujet,

d) de communiquer à l'employeur toutes suggestions utiles tendant à l'amélioration de l'organisation et du rendement de l'entreprise.

Nonobstant les dispositions prévues au paragraphe a) ci-dessus, les travailleurs ont la faculté de présenter eux-mêmes leurs réclamations et suggestions à l'employeur.

Art. 18.— *Election des délégués du personnel.*

1 - *Collèges électoraux.*

Les collèges électoraux sont déterminés comme suit :

- dans les établissements regroupant de 5 à 50 travailleurs, un collège unique,
- dans les établissements regroupant de 51 à 250 travailleurs, le personnel est réparti dans les 3 collèges suivants :

- . ouvriers et manœuvres,
- . employés, agents de maîtrise et cadres,
- . personnel navigant technique,

- dans les établissements regroupant plus de 250 travailleurs, le personnel est réparti dans les 5 collèges suivants :

- . manœuvres,
- . ouvriers,
- . employés,
- . cadres et agents de maîtrise,
- . personnel navigant technique.

2 - *Préparation des élections.*

L'élection des délégués du personnel a lieu chaque année dans le mois qui précède l'expiration normale du mandat des délégués.

La date, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin sont fixées, pour chaque collège, par le chef d'établissement, en accord avec les organisations syndicales représentatives.

La date du premier tour de scrutin, les listes des élections et des éligibles sont affichées deux semaines à l'avance.

Lorsque, conformément aux dispositions légales, un deuxième tour sera nécessaire, la date de ce deuxième tour sera fixée au quatorzième jour suivant le premier tour et les listes des électeurs et des éligibles éventuellement mises à jour, seront affichées une semaine à l'avance.

Les réclamations au sujet de ces listes affichées pour le premier et le deuxième tour doivent être formulées par toute personne intéressée dans les trois jours suivant l'affichage.

Les candidatures au premier et au deuxième tour doivent être déposées auprès de la direction au plus tard trois jours avant la date fixée pour le scrutin.

Le scrutin a lieu dans l'établissement en principe pendant les heures de travail.

Des dispositions d'ordre pratique sont prises par le chef d'établissement, en accord avec les syndicats représentatifs, afin de permettre le vote de tous les électeurs.

Un emplacement est réservé dans l'établissement, pendant la période prévue pour les opérations électorales pour l'affichage des communications concernant celles-ci.

3 - Bureau de vote.

Le chef d'établissement ou son représentant préside le bureau de vote. Il est assisté de deux représentants de chacune des listes en présence :

- a) d'un représentant non candidat,
- b) d'un représentant candidat.

Ces représentants prennent place au bureau, assistent au vote et au dépouillement qui sera effectué par des électeurs non candidats.

Les membres du bureau de vote signent le procès-verbal avec le chef d'établissement ou son représentant. Le bureau de vote proclame les résultats.

4 - Organisation du vote.

Le vote a lieu à bulletins secrets dans une urne placée à l'endroit le plus favorable et en présence du bureau de vote. Les électeurs passent dans un isolement pour mettre le bulletin choisi dans une enveloppe.

Les bulletins ainsi que les enveloppes, d'un modèle uniforme, doivent être fournis en quantité suffisante par l'employeur qui doit également organiser les isolements.

Dans chaque collège électoral, deux votes distincts ont lieu, l'un pour les délégués titulaires, l'autre pour les délégués suppléants. Lorsque ces deux votes sont simultanés, des bulletins de couleurs différentes ou présentant un signe distinctif sont prévus.

Les salariés qui, du fait de leur lieu de travail, sont dans l'impossibilité de venir voter dans l'établissement doivent pouvoir voter par correspondance.

Le vote par correspondance a lieu obligatoirement sous double enveloppe. L'enveloppe intérieure ne doit porter aucune inscription ou signe de reconnaissance. Les enveloppes de vote par correspondance sont remises avant la fin du scrutin au bureau de vote qui procède à leur ouverture et au dépôt dans l'urne des enveloppes intérieures.

Le dépouillement du vote a lieu immédiatement après la clôture du scrutin. Les procès-verbaux établis par les bureaux de vote sont centralisés et les résultats affichés et communiqués aux parties intéressées et à l'inspection du travail et des lois sociales.

Art. 19.— Recrutement.

En cas de création ou de vacance d'emploi, il est fait appel en priorité à valeur égale au personnel de recrutement local puis et toujours à valeur égale au personnel non titulaire d'une pension ou d'une retraite.

Un appel de candidature est effectué en conséquence et diffusé en premier lieu dans l'entreprise.

Parmi les postulants, à valeur égale, priorité est donnée au candidat non titulaire d'une pension ou d'une retraite.

Art. 20.— Situation des couples mariés.

Dans la mesure du possible, il est souhaitable que deux époux ne travaillent pas dans le même service et à plus forte raison ne dépendent pas l'un de l'autre dans le travail.

Art. 21.— Embauchage.

L'embauchage est soumis aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Le personnel est recruté parmi les candidats possédant les aptitudes physiques et professionnelles et les références nécessaires à l'exercice des fonctions qu'ils sont appelés à remplir.

Au point de vue physique, l'aptitude à l'emploi est vérifiée à l'embauchage, ou au plus tard dans un délai de trente jours suivant l'embauchage, par le médecin du travail.

Au point de vue professionnel pour les emplois qui le justifient, le contrôle de l'aptitude peut se faire avant l'embauchage par des examens ou essais.

Les normes générales des examens et des essais sont communiquées pour information aux délégués du personnel s'ils en font la demande, après l'organisation des examens ou essais.

L'embauchage définitif et les conditions d'emploi et de rémunération sont confirmés par écrit.

La lettre d'embauche ou le contrat de travail doit indiquer notamment :

- le point de départ de l'engagement,
- la qualification professionnelle,
- la catégorie,
- le salaire mensuel correspondant à la durée légale de travail hebdomadaire,
- le lieu de travail.

Un exemplaire de la convention collective mise à jour est tenu à la disposition de tout salarié en faisant la demande.

Art. 22.— Période d'essai.

L'engagement définitif du travailleur est précédé d'une période d'essai stipulée obligatoirement par écrit.

Pendant la période d'essai, les parties ont la faculté réciproque de rompre le contrat sans indemnité, ni préavis.

Si l'employeur utilise les services du travailleur au-delà du renouvellement possible, l'engagement est réputé définitif.

Art. 23.— Discipline et actions disciplinaires.

Un règlement intérieur est mis en place dans les entreprises assujetties conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- le rappel à l'ordre écrit non inscrit au dossier,
- l'avertissement (3 avertissements dans un délai de 12 mois peuvent justifier le licenciement),
- la mise à pied (durée maximale : deux semaines sans répercussion sur la durée des congés annuels),
- le licenciement.

Etant entendu que l'ordre des sanctions indiquées ci-dessus n'est pas obligatoirement à respecter par la direction qui reste seul juge de la gravité de la faute et en conséquence de la sanction applicable sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux s'il y a lieu.

Les modalités d'application de ces sanctions sont celles prévues au règlement intérieur établi par chaque établissement assujéti.

Art. 24.— Absences.

Toute absence doit donner lieu de la part du salarié à une information transmise à l'employeur dans le plus court délai et au plus tard dans les 48 heures.

Cette absence doit être justifiée par une notification motivée envoyée par le salarié à son employeur dans un délai maximum de 72 heures à compter de la constatation de l'absence (cachet de l'office des postes faisant foi), sauf cas de force majeure.

L'absence régulière dûment justifiée conformément aux dispositions précédentes n'entraîne pas la rupture du contrat de travail du fait du travailleur.

L'absence irrégulière permet à l'employeur de constater une faute, du fait du salarié. Si cette absence excède le délai prévu à l'alinéa 2, la rupture du contrat de travail du fait du salarié peut être constatée, l'employeur devant alors la notifier à ce dernier par lettre recommandée.

Art. 25.— Service militaire.

Les cas des absences occasionnées par l'accomplissement du service militaire ou des périodes militaires, ou par un appel ou un rappel sous les drapeaux, sont réglés selon les dispositions légales.

Le départ au service militaire ne constitue pas en lui-même une cause de rupture du contrat de travail. Ce contrat est suspendu pendant la durée légale du service militaire telle qu'elle est fixée par la loi sur le recrutement.

Le bénéfice des dispositions ci-dessus ne peut être invoqué par l'intéressé qui n'aura pas prévenu, par lettre recommandée, son employeur de son intention de reprendre son poste lorsqu'il connaîtra la date de sa libération et, au plus tard, dans le mois suivant celle-ci.

Si le bénéficiaire de la suspension du contrat de travail ne peut être réintégré dans le mois suivant la réception de la lettre par laquelle il a fait connaître son intention de reprendre son emploi, il percevra l'indemnité de préavis et le cas échéant l'indemnité de licenciement.

Pendant les périodes militaires de réserve obligatoires prévues par la loi sur le recrutement et d'une durée totale au plus égale à trente jours par an, non provoquées par l'intéressé, les appointements sont dus, déduction faite de la solde nette perçue qui doit être déclarée par le salarié à son employeur. Les appointements à prendre en considération sont ceux correspondant à l'horaire pratiqué au moment du départ.

Art. 26.— Frais médicaux.

Le travailleur confirmé dans son emploi bénéficie du remboursement des frais médicaux pour lui-même ainsi que sa famille (conjoint et enfants à charge tels que définis par la caisse de prévoyance sociale) dans les conditions déterminées ci-après.

Par ailleurs, les employés qui bénéficient déjà d'un remboursement de leurs frais médicaux dû à la situation de leur conjoint, ne pourront percevoir que le complément entre ce qu'ils touchent par ailleurs et ce qu'ils auraient dû percevoir dans le cadre des dispositions du présent article.

L'entreprise ne prend pas à sa charge les maladies qui seraient reconnues par le médecin du travail lors de la visite d'embauche.

1) Cas de prise en charge par la caisse de prévoyance sociale.

a) Soins médicaux et chirurgicaux.

La somme restant à la charge du travailleur est remboursée au taux de 75 % par l'entreprise.

Les tarifs d'hospitalisation et autres servant de base de calcul pour le remboursement seront les tarifs de l'hôpital de Mamao (1re classe).

b) Soins dentaires.

Les frais de soins dentaires restant à la charge du travailleur sont remboursés au taux de 75 % du tarif de la caisse de prévoyance sociale.

2) Cas de non prise en charge par la caisse de prévoyance sociale.

a) Frais médicaux et pharmaceutiques.

Les frais médicaux et pharmaceutiques (spécialités pharmaceutiques) justifiés par ordonnance médicale et effectués par le travailleur et sa famille sur le territoire sont remboursés au taux de 75 %.

Cette mesure n'est pas applicable aux soins d'ordre esthétique.

b) Optique.

Pour toute dépense effectuée en matière de lunettes correctrices par le travailleur (à l'exclusion de tout membre de sa famille), l'entreprise rembourse sur présentation de la facture établie par l'opticien :

- un forfait de 4.000 FCP pour la monture (ce forfait sera revu annuellement suivant l'évolution du coût des montures),
- 75 % du prix des verres correcteurs ordinaires.

Art. 27.— Hygiène et sécurité.

Les employeurs s'engagent à appliquer les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité dans le travail conformément aux textes en vigueur sur le territoire.

Art. 28.— Congés payés.

La durée des congés payés est déterminée en fonction des règles définies par chaque annexe.

La période normale des congés payés est fixée du 1er mai au 31 octobre.

Le congé annuel d'une durée excédant douze jours ouvrables peut être fractionné d'accord parties en deux ou plusieurs tranches dont l'une est d'au moins douze jours ouvrables.

En cas de fractionnement des congés en dehors de la période normale de congés payés, il est attribué deux jours ouvrables de congé supplémentaire lorsque le nombre de jours restant dus est au moins égal à cinq et un seul lorsqu'il est inférieur.

Par accord entre la direction et l'intéressé constaté par écrit, il est possible de cumuler les congés payés sur deux périodes de référence maximum.

Art. 29.— Congés des mères de famille.

Il est accordé aux mères de famille ayant un ou plusieurs enfants de moins de seize ans à charge, un supplément annuel de congés payés de un jour ouvrable par enfant.

Les mères de famille peuvent utiliser ces congés supplémentaires à leur convenance.

En cas de maladie d'un enfant de moins de seize ans nécessitant leur présence à leur chevet, la mère de famille ou éventuellement le père, pourra prétendre à une autorisation d'absence non rémunérée sur justification du médecin traitant.

Art. 30.— *Congés pour événements familiaux.*

Les congés spéciaux payés sont accordés dans les circonstances et selon les conditions suivantes aux travailleurs :

- Mariage du travailleur	5 jours
- Décès du conjoint	4 jours
- Décès des parents	3 jours
- Décès d'un enfant	3 jours
- Naissance d'un enfant	3 jours
- Décès des beaux parents	2 jours
- Mariage d'un enfant	2 jours

Certains événements familiaux ou professionnels non compris dans la liste ci-dessus peuvent faire l'objet d'autorisations d'absences non rémunérées accordées par la direction.

Les congés ci-dessus qui doivent faire l'objet d'une justification doivent coïncider avec l'événement familial considéré, à l'exception des jours accordés à l'occasion d'une naissance qui peuvent être pris dans un délai de quinze jours entourant la naissance.

Art. 31.— *Mise en disponibilité.*

Le travailleur peut bénéficier sur sa demande d'une mise en disponibilité sans aucune rémunération pour faire face à certaines obligations à caractère personnel. Cette absence exceptionnelle n'est accordée que dans les cas suivants :

- pour élever son enfant suite à sa naissance (durée maximale de la mise en disponibilité : 1 an),
- pour assistance d'un de ses enfants physiquement ou mentalement diminué (sur justification médicale - durée maximale de la mise en disponibilité : 1 an),
- pour mandat électif territorial ou national (durée de la mise en disponibilité égale à celle du mandat, éventuellement renouvelable une fois).

La mise en disponibilité suspend le contrat de travail et ne le rompt pas. Elle n'entre cependant pas dans le calcul de l'ancienneté.

A l'issue de la période convenue et dans un délai maximum de quinze jours, le travailleur désirant reprendre son travail doit en informer son employeur par lettre recommandée et celui-ci est tenu de procéder à sa réintégration dans un délai de deux mois après réception de la demande.

Si, dans le délai prévu dans l'alinéa précédent, le travailleur qui a bénéficié de la mise en disponibilité n'a pas demandé sa réintégration dans les formes prévues, il est considéré comme étant en absence irrégulière et l'employeur est alors fondé de constater une faute du fait du salarié. La rupture du contrat de travail peut alors être notifiée à l'intéressé par lettre recommandée.

Art. 32.— *Congé sans solde.*

Des jours de congés supplémentaires sans solde peuvent être accordés par l'employeur sur la demande du salarié selon les possibilités de l'entreprise.

Art. 33.— *Salaires et révisions des salaires.*

Lorsque les conditions de travail, la qualification professionnelle et le rendement sont identiques, il ne peut y avoir aucune différence de rémunération entre les travailleurs de quelque origine que ce soit, y compris les avantages et indemnités éventuels de nourriture, de logement.

Aucun individu ne peut percevoir une rémunération inférieure à celle de la catégorie dans laquelle il est employé, sous réserve de l'application de l'article 94 du code du travail d'outre-mer.

Les entreprises signataires s'engagent à procéder à une augmentation de salaires dès que l'indice des prix de détail à la consommation familiale publié mensuellement par les pouvoirs publics accuse une variation de deux points en hausse par rapport à l'indice constaté lors de la fixation précédente des salaires.

Art. 34.— *Prime de transport.*

Une indemnité mensuelle de transport est allouée à tous les travailleurs, excepté dans le cas où l'entreprise se charge de leur transport. Elle est fixée à 2.500 CFP minimum par mois et elle est révisée tous les ans en fonction des hausses des prix des carburants en pourcentage.

Art. 35.— *Prime de déplacement.*

Est en déplacement le personnel qui se trouve éloigné de son lieu de travail habituel, en exécution d'un ordre de déplacement dont la durée ne saurait excéder en principe deux mois.

En raison du caractère particulier de l'exploitation aérienne, les salariés sont en principe tenus d'exécuter un ordre de déplacement donné par l'employeur, sauf cas de force majeure justifiée (raison de santé ou événement familial).

La durée du déplacement d'urgence ne saurait excéder un mois.

Dans toute la mesure du possible, il est tout d'abord fait appel aux volontaires possédant les aptitudes requises.

En dehors de ces déplacements d'urgence, l'accord de l'intéressé est demandé.

Les modalités de remboursement de frais engagés lors de ces déplacements seront définies au sein de chaque entreprise.

Art. 36.— *Prime de fin d'année.*

Une prime de fin d'année est accordée prorata temporis à tout le personnel en fonction le 31 décembre et ayant acquis trois mois d'ancienneté.

Le montant de cette prime est égal pour le salarié ayant travaillé toute l'année, au salaire de base versé (pour l'horaire administratif en vigueur dans l'établissement) pour le mois de décembre de l'année en cours.

Sont considérées comme temps de travail effectif à prendre en considération pour le calcul de cette prime, la durée du congé de maternité, les périodes de congés payés et les suspensions du contrat de travail pour maladie ou accident du travail dans le cadre d'un délai de six mois.

Cette prime est cependant versée au prorata du temps travaillé dans l'année au personnel non présent à cette date mais ayant trois mois d'ancienneté sur la base du salaire du mois de décembre qui aurait été perçu par le salarié s'il avait travaillé, et dont le contrat a été rompu ou suspendu pour les motifs suivants :

- licenciement pour motif économique,
- départ à la retraite,
- départ au service militaire,
- mise en disponibilité prévue par l'article 31,
- congé sans solde,
- suspension du contrat de travail pour maladie ou accident du travail au-delà de six mois.

Art. 37.— *Fonds d'œuvres sociales.*

Chaque année 0,50 % des salaires et appointements payés par l'entreprise aux travailleurs de l'entreprise sont versés à un fonds de financement des œuvres sociales de l'entreprise.

Ce fonds est géré par l'employeur sur décision d'une commission des œuvres sociales qui sera constituée par l'employeur ou son représentant et une délégation de représentants

du personnel ne pouvant excéder six personnes désignées annuellement par les délégués du personnel au sein du personnel.

Les salaires à prendre en considération pour le calcul du financement sont ceux déclarés au 31 décembre de l'année précédente.

Le mode de fonctionnement de la commission des œuvres sociales est déterminé chaque année par ses membres.

Art. 38.— Voyages à tarif réduit.

Les membres du personnel bénéficient de voyages à tarif réduit pour eux et leur famille, dans les conditions fixées par chaque entreprise.

Art. 39.— Formation professionnelle.

L'entreprise peut programmer pour le personnel en fonction des cours de formation et de perfectionnement professionnel.

Le coût de cette formation est à la charge de l'entreprise. Pendant la période de formation, le travailleur perçoit une rémunération calculée en prenant la moyenne de ses trois derniers mois de salaire non compris les indemnités qui sont spécifiques à l'exercice même de son activité salariée.

Si le cours de formation ou de perfectionnement comporte un examen, l'échec du travailleur à cet examen ne peut être la cause d'un licenciement ; le travailleur doit être réintégré dans son emploi initial.

Art. 40.— Rupture du contrat de travail.

La partie qui prend l'initiative de rompre le contrat de travail doit notifier par écrit (lettre recommandée avec accusé de réception).

La faute lourde supprime le préavis.

Art. 41.— Indemnité de préavis.

En dehors du cas où l'indemnité de préavis n'est pas due, chacune des parties a le droit de se libérer de l'accomplissement de la période de préavis en versant à l'autre partie une indemnité égale à la rémunération dont aurait bénéficié le travailleur durant ce délai de préavis.

En cas de licenciement et lorsque le préavis est exécuté au moins à moitié, le travailleur licencié qui se trouve dans l'obligation d'occuper immédiatement son nouvel emploi peut, après avoir fourni toutes justifications utiles à l'employeur, quitter l'établissement avant l'expiration du délai de préavis sans avoir à payer l'indemnité compensatrice.

Art. 42.— Licenciement pour motif économique.

Tous licenciements pour motif d'ordre économique devront faire l'objet d'une information et d'une consultation préalable des délégués du personnel.

Lorsque le licenciement est envisagé pour raison économique et conjoncturelle, le délai à respecter entre l'information et la consultation des délégués du personnel et la décision définitive de l'employeur est de :

- 15 jours lorsque le nombre de licenciements envisagés est inférieur à 10,
- 1 mois lorsque le nombre de licenciements envisagés est égal ou supérieur à 10.

Lorsqu'un licenciement est envisagé dans un délai maximum de six mois suite à une opération de fusion de concentration ou de restructuration, le délai prévu ci-dessus est porté à :

- 1 mois lorsque le nombre de licenciements envisagés est inférieur à 10,
- 2 mois lorsque le nombre de licenciements envisagés est égal ou supérieur à 10.

Art. 43.— Indemnité de départ à la retraite.

Le personnel quittant l'entreprise pour faire valoir ses droits à la retraite, soit à l'âge normal, soit de façon anticipée avec l'accord de la caisse de prévoyance sociale, bénéficie d'une indemnité de départ à la retraite calculée sur les bases suivantes :

- après 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise : un mois de salaire,
- après 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise : deux mois de salaire,
- après 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise : deux mois et demi de salaire,
- après 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise : trois mois de salaire,
- après 25 ans d'ancienneté dans l'entreprise : trois mois et demi de salaire,
- après 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise : quatre mois de salaire.

Le salaire servant de base de calcul est le salaire mensuel moyen des trois derniers mois. Ce salaire comprend, outre le salaire de base, les primes et indemnités diverses, à l'exclusion des majorations prévues pour les heures supplémentaires, et pour les heures de travail de nuit, de dimanche et de jours fériés, et de toutes les sommes versées à titre de remboursement de frais et de la prime de transport.

Art. 44.— Décès.

En cas de décès du travailleur, le salaire de présence, l'allocation de congés payés et les indemnités de toute nature acquis à la date du décès reviennent à ses ayants droit.

Si le travailleur décédé a été déplacé par le fait de l'entreprise, cette dernière doit assurer, à ses frais, le transport du corps du défunt au lieu de résidence habituelle à la demande des ayants droit.

Art. 45.— Certificat de travail.

A l'expiration du contrat de travail, l'employeur est tenu de fournir au travailleur un certificat de travail indiquant exclusivement la date de son entrée dans l'entreprise, celle de son départ, la nature et la durée des emplois successivement occupés, à l'exclusion de tout autre mention.

A N N E X E I

PERSONNEL AU SOL

Article 1er.— Champ d'application de l'annexe I.

La présente annexe détermine les clauses particulières applicables aux travailleurs appartenant au personnel au sol de recrutement local des entreprises de transport aérien.

Art. 2.— Cas particulier du personnel expatrié.

Pour le personnel expatrié, les relations et conditions de travail sont fixées spécialement par contrat de travail ou accord d'établissement qui devra garantir globalement (et non article par article), en les adaptant, des avantages au moins équivalant à ceux de la présente convention collective.

Art. 3.— Durée de la période d'essai.

La durée de la période d'essai est fixée comme suit :

- un mois, éventuellement renouvelable une fois, pour le personnel d'exécution (1er groupe),

- deux mois, éventuellement renouvelable une fois, pour le personnel qualifié (2e groupe),
- trois mois, éventuellement renouvelable une fois, pour le personnel hautement qualifié ou d'encadrement (3e groupe).

Art. 4.— Conseil de discipline.

- a) Un conseil de discipline constitué paritairement de représentants de la direction et de délégués du personnel (chacune des délégations comprenant au maximum trois personnes) est saisi de toutes propositions de licenciement.
- b) Composition du conseil de discipline.
 - 1 - Président désigné par la direction,
 - 2 - Membres désignés par la direction (en dehors du service auquel est affecté l'intéressé),
 - 3 - Délégués du personnel représentant le collège électoral de la personne citée devant le conseil, désignés par l'ensemble de la délégation du personnel.
- c) Le rôle du conseil de discipline est consultatif et son avis est transmis à la direction à qui il appartient de statuer en dernier ressort.

Art. 5.— Indemnisation pour congé de maternité.

Pendant la durée légale du congé de maternité, l'employée justifiant d'une année d'activité dans l'entreprise à la date du départ en congé, bénéficie du versement d'une indemnité de la part de l'entreprise complémentaire de celle versée par la caisse de prévoyance sociale, et cela afin de lui assurer le maintien de la totalité de son salaire mensuel de base calculé pour la durée légale du travail (y compris les éventuelles augmentations de salaire qui pourraient avoir lieu).

Art. 6.— Maladie non professionnelle.

Le travailleur malade, dont le contrat de travail se trouve suspendu, reçoit de l'employeur une indemnité calculée de manière à lui assurer le maintien de son salaire mensuel de base, calculé pour 40 heures de travail par semaine et déduction faite des indemnités journalières qui lui sont versées par la caisse de prévoyance sociale.

La durée de l'indemnisation est fixée comme suit :

- de 0 à 1 an d'ancienneté : durée du préavis,
- de 1 à 5 ans d'ancienneté : 90 jours, durée du préavis comprise,
- de 5 à 10 ans d'ancienneté : 120 jours, durée du préavis comprise,
- plus de 10 ans d'ancienneté : 180 jours, durée du préavis comprise.

Art. 7.— Accident du travail - Maladie professionnelle.

Le travailleur victime d'un accident du travail ou de maladie professionnelle, dont le contrat de travail se trouve suspendu, reçoit une indemnité calculée de manière à lui assurer le maintien de son salaire normal de base calculé pour la durée légale du travail par semaine et déduction faite des indemnités journalières qui lui sont versées par la caisse de prévoyance sociale.

La durée maximale de cette indemnisation est fixée à six mois, durée du préavis inclus.

Art. 8.— Reclassement du personnel victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

Au cas où après consolidation de son état de santé, un travailleur victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle n'est plus à même, suivant l'avis du médecin du travail, de reprendre son service et de l'assurer dans des

conditions normales, l'employeur doit rechercher la possibilité de le reclasser dans un autre emploi correspondant à ses capacités physiques. L'intéressé peut se faire assister, s'il le désire, par les délégués du personnel.

C'est ainsi qu'un tel travailleur a priorité dans la mesure des places disponibles pour être affecté à un emploi sédentaire ou de moindre fatigue susceptible de lui convenir.

Dans le cas où le reclassement entraîne une réduction du salaire total perçu, le salaire antérieur de l'intéressé est maintenu pendant :

- un mois, s'il a moins d'un an d'ancienneté,
- deux mois, s'il a une ancienneté comprise entre 1 et 2 ans d'ancienneté,
- trois mois, s'il a une ancienneté supérieure à 2 ans.

Art. 9.— Congés payés.

La durée des congés payés est calculée à raison de deux jours ouvrables par mois de travail effectif.

Art. 10.— Congés supplémentaires pour ancienneté.

La durée légale des congés payés est augmentée de :

- un jour ouvrable après trois ans d'ancienneté,
- trois jours ouvrables après six ans d'ancienneté,
- cinq jours ouvrables après dix ans d'ancienneté, l'ancienneté du travailleur s'apprécie à la date de départ en congé.

Art. 11.— Durée du travail.

La durée hebdomadaire du travail est fixée à 40 heures par semaine. Les employés à plein temps n'effectuant pas un total de 40 heures par semaine sont cependant rémunérés sur la base des 40 heures. (Durée légale au moment de la signature de la présente convention).

Il ne doit pas y avoir plus de deux coupures dans une journée de travail. Chaque plage de travail doit être prévue pour trois heures de travail minimum. Dans le cas contraire, les trois heures sont payées entièrement.

En outre, toute coupure de deux heures entre vingt heures et six heures est considérée comme heure effective et payée.

Art. 12.— Horaire de travail.

A l'exception des cas normaux liés à l'exploitation, tout horaire déposé à l'inspection du travail et des lois sociales, conformément à la réglementation en vigueur, ne peut être modifié qu'après consultation des délégués du personnel.

Dans le cas des modifications d'horaires dues aux exigences de l'exploitation (retards des vols par exemple), la direction prendra toute disposition pour prévenir, dans les meilleurs délais, le salarié du changement intervenu dans son horaire de travail. Si cela n'était pas fait et que le salarié se soit présenté sur les lieux de travail à l'heure normale, il serait indemnisé.

Art. 13.— Temps de repos.

Les personnes travaillant en horaire décalé et tributaires des arrivées et des départs des avions, de jour comme de nuit, bénéficient de 36 heures de repos consécutif par semaine, sauf circonstances exceptionnelles.

Art. 14.— Jours fériés.

Les jours fériés chômés et payés sont :

- le 1er de l'An,
- le 5 mars,
- le lundi de Pâques,
- le 1er mai, fête du travail,
- l'Ascension,
- le lundi de Pentecôte,

- le 14 juillet, fête nationale,
- le 15 août,
- la Toussaint,
- le 11 novembre,
- le 25 décembre.

Si le 1er mai ou le 14 juillet tombent un dimanche, tous les salariés bénéficient d'une journée de repos compensatoire prise par roulement dans la semaine qui suit.

L'indemnité perçue pour un jour férié chômé est égale au nombre d'heures normales qui aurait été effectué ce jour-là, à condition que le salarié ne se soit pas trouvé en absence irrégulière la veille ou le lendemain du jour férié.

Art. 15.— Pont.

Chaque année au moins, un pont est accordé à l'occasion d'un jour férié. Sa date ou ses dates sont définies en réunion de délégués du personnel au début de l'année. Ce ou ces ponts sont récupérables dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le personnel qui, pour des nécessités de service, ne pourrait pas bénéficier des ponts accordés, percevra pour les heures travaillées, ces jours-là, une majoration de 50 % du salaire normal.

Art. 16.— Classifications.

Une classification professionnelle des emplois avec les barèmes des salaires minima applicables à chacune des catégories prévues est annexée à la présente annexe.

Art. 17.— Avancement.

L'avancement est le passage dans un même emploi à une échelle supérieure.

La procédure d'avancement a lieu, une fois par an, dans la limite d'un quota fixé annuellement par la direction. Ce quota est porté à la connaissance des délégués du personnel au cours de la réunion mensuelle du mois de novembre.

L'avancement est prononcé par la direction, sur proposition des chefs hiérarchiques de l'intéressé, après consultation d'une commission d'avancement composée de représentants de la direction et des délégués du personnel du collège concerné ou éventuellement des représentants désignés par les délégués du personnel, le nombre de représentants des travailleurs au sein de cette commission étant de deux au minimum ou de trois au maximum.

Art. 18.— Promotion.

La promotion est la nomination à un emploi d'un niveau supérieur vacant à la suite, soit d'une création de poste, soit du départ du titulaire.

Lorsqu'un poste vacant offrant des possibilités de promotion est à pourvoir, il est fait appel, en priorité, à des candidatures intérieures à l'entreprise.

La promotion peut être précédée d'une période d'adaptation dont la durée ne peut excéder trois mois éventuellement renouvelable.

Pendant toute la période d'adaptation, la qualification et la rémunération restent inchangées.

La titularisation dans l'emploi entraîne le paiement rétroactif depuis le début de la période d'adaptation de la différence entre l'ancienne rémunération et la rémunération minimale afférente au nouveau poste.

Au cas où la période d'adaptation n'est pas satisfaisante, l'intéressé reprend de plein droit son emploi précédent, cette période étant alors considérée comme un remplacement provisoire.

Art. 19.— Remplacement provisoire.

Lorsque le travailleur assure un remplacement provisoire de plus de huit jours (à l'exception des périodes de congés payés), notifié par note de service, d'un emploi comportant un classement supérieur dans l'échelle hiérarchique, il percevra automatiquement la différence entre sa rémunération habituelle et la rémunération minimale afférente au poste occupé provisoirement.

Art. 20.— Majorations pour heures supplémentaires.

Les rémunérations des heures de travail accomplies au-delà de la durée légale du travail sont majorées comme suit :

. 40 à 48 heures de jour par semaine	25 %
. au-delà de 48 heures de jour par semaine	50 %
. heures de nuit en semaine	75 %
. heures de jour de dimanche	100 %
. heures de nuit de dimanche	100 %
. heures jours fériés de jour ou de nuit	200 %

Il est rappelé qu'on entend par heures de nuit, les heures de travail effectuées entre 20 heures et 6 heures.

Art. 21.— Majorations pour travail de nuit, de dimanche, de jours fériés, pendant la durée légale de travail.

S'il y a lieu, les rémunérations des heures de travail accomplies pendant la durée légale du travail sont majorées comme suit :

. heures de nuit en semaine	30 %
. heures de jour de dimanche	30 %
. heures de nuit de dimanche	50 %
. heures jours fériés de jour ou de nuit	200 %

Art. 22.— Prime d'ancienneté.

Le salaire du travailleur est majoré en fonction de son ancienneté dans les conditions suivantes.

- Après 2 ans d'ancienneté, une majoration de	2,5 %
- Après 3 ans d'ancienneté, une majoration de	3 %
- Après 4 ans d'ancienneté, une majoration de	5 %
- Après 6 ans d'ancienneté, une majoration de	7 %
- Après 8 ans d'ancienneté, une majoration de	9 %
- Après 10 ans d'ancienneté, une majoration de	11 %
- Après 12 ans d'ancienneté, une majoration de	13 %
- Après 14 ans d'ancienneté, une majoration de	15 %
- Après 16 ans d'ancienneté, une majoration de	17 %
- Après 18 ans d'ancienneté, une majoration de	19 %
- Après 20 ans d'ancienneté, une majoration de	21 %
- Après 22 ans d'ancienneté, une majoration de	23 %
- Après 24 ans d'ancienneté, une majoration de	25 %
- Après 26 ans d'ancienneté, une majoration de	27 %
- Après 28 ans d'ancienneté, une majoration de	29 %
- Après 29 ans d'ancienneté, une majoration de	30 %

Art. 23.— Prime de caisse.

Pour des raisons de service, un certain nombre de personnel est titulaire d'une caisse. Il est accordé à ces caissiers une prime de caisse dont le montant est fixé à 3.000 FCP par mois, étant entendu qu'ils ne sont pas responsables d'un éventuel déficit causé par des erreurs involontaires.

Art. 24.— Prime d'insalubrité.

Lorsque des travailleurs effectuent des travaux insalubres, l'entreprise leur verse pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions, une prime d'insalubrité dont le montant est fixé à 1/10e du salaire horaire minimal appliqué dans l'entreprise.

Art. 25.— Prime de panier.

Les travailleurs bénéficient d'une indemnité dite "prime de panier" dont le montant est fixé à trois fois le S.M.I.G. horaire lorsqu'ils accomplissent :

- . 6 heures consécutives de travail de nuit (entre 20 heures et 6 heures),
- . 8 heures consécutives de travail de jour,
- . une séquence de travail pendant les heures du déjeuner de 11 à 14 heures et le repas du soir de 18 à 20 h.

Toutefois, la prime de panier ne peut être cumulée lorsque les huit heures consécutives incluent les heures de repas.

Un local frais, propre et aéré, avec des tables et des sièges, est mis à la disposition des travailleurs devant prendre leurs repas sur les lieux de travail.

Art. 26.— Durée du préavis.

La durée du préavis réciproque est fixée à :

- un mois pour les travailleurs ayant moins de 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise,
- deux mois pour les travailleurs ayant 5 ans et plus d'ancienneté dans l'entreprise,
- deux mois pour les agents de maîtrise, quelle que soit leur ancienneté dans l'entreprise,
- trois mois pour les cadres, quelle que soit leur ancienneté dans l'entreprise.

Pendant la durée du préavis, en vue de rechercher un emploi, le travailleur bénéficie d'un jour de liberté par semaine pris à son choix, soit heure par heure, soit globalement payé à plein salaire.

D'accord parties, les journées de liberté dues peuvent se cumuler en fin de préavis.

Art. 27.— Indemnité de licenciement pour raison autre qu'économique.

Après expiration de cinq ans d'ancienneté, le travailleur licencié aura droit, sauf cas de faute lourde, à une indemnité de licenciement établie suivant le barème ci-après :

- 16 heures de salaire par année de présence jusqu'à la 10^e année,
- 32 heures de salaire par année de présence à compter de la 11^e année de présence,
- 40 heures de salaire par année de présence à compter de la 16^e année de présence.

Le salaire servant de base au calcul de l'indemnité de licenciement est le salaire horaire moyen des trois derniers mois. Ce salaire comprend, outre le salaire de base, les primes et indemnités diverses à l'exclusion des majorations pour heures effectuées dans le cadre des articles 20 et 21 de la présente annexe et de toutes les sommes versées à titre de remboursement de frais et de la prime de transport.

Cette indemnité est normalement versée avec le dernier salaire dû.

Art. 28.— Licenciement pour motif d'ordre économique.

Pour fixer l'ordre dans lequel doivent s'effectuer les licenciements, dans chaque catégorie professionnelle, un classement est établi en fonction de la qualité professionnelle de chaque salarié et de la nécessité de le conserver pour assurer la bonne marche du service.

A qualité égale, les derniers rentrés seront licenciés en premier.

Les charges de famille donnent lieu à une bonification d'ancienneté d'un an pour les personnes mariées et d'un an par enfant à charge.

L'intéressé, sur sa demande, peut être entendu par le chef d'établissement ou son représentant en présence, s'il le désire, d'un délégué du personnel de son choix appartenant à l'entreprise.

Le travailleur compris dans un licenciement d'ordre économique bénéficie d'une priorité de réintégration dans l'entreprise dans un emploi équivalent avec l'ancienneté acquise au jour du licenciement durant un délai de deux ans à compter de la date de son licenciement. La réintégration se fait dans l'ordre inverse de celui des licenciements.

Art. 29.— Indemnité de licenciement pour motif économique.

Après expiration de cinq ans d'ancienneté, le salarié licencié pour motif économique perçoit une indemnité de licenciement spéciale calculée suivant le barème ci-après :

- . 2/5^e du salaire mensuel par année de présence décomptée sur la tranche d'ancienneté comprise entre 0 et 10 ans,
- . 4/5^e du salaire mensuel par année de présence décomptée sur la tranche d'ancienneté comprise entre 10 et 20 ans,
- . un mois de salaire par année de présence décomptée sur la tranche d'ancienneté au-delà de 20 ans,
- . cette indemnité ne peut se cumuler avec l'indemnité prévue à l'article 27 de la présente annexe.

Les années fractionnées sont décomptées au prorata du nombre de mois entiers de travail.

Le salaire servant de base de calcul est le salaire mensuel moyen des trois derniers mois. Ce salaire comprend, outre le salaire de base, les primes et indemnités diverses, à l'exclusion des majorations pour heures effectuées dans le cadre des articles 20 et 21 et de toutes les sommes versées à titre de remboursement de frais et de la prime de transport.

L'indemnité de licenciement ne peut dépasser la valeur de dix-huit mois de salaire.

Cette indemnité est versée normalement sur le dernier salaire dû. Cependant, un échelonnement du versement peut être prévu d'accord parties si le montant de l'indemnité dépasse six mois de salaire.

CLASSIFICATION**PERSONNEL AU SOL****1^{er} GROUPE****- 1^{re} Catégorie Indice 100**

Personnel d'exécution sans formation professionnelle exerçant un emploi ne nécessitant pas de qualification particulière, Commis administratif, planton, agent de service entretien, standardiste,

Bagagiste,
Chauffeur, manutentionnaire, ménagère lingère,
Manœuvres....

- 2^e Catégorie Indice 137

Personnel d'exécution sans formation professionnelle exerçant un emploi de qualification particulière (personnel spécialisé),

Dactylo, agent administratif, agent de comptabilité,
Agent de trafic, agent de passage, agent de fret, télétypiste,
Chauffeur tous permis,
Magasinier, agent hôtelier,
Aide-mécanicien,
Agent de comptoir, agent de réservation....

2° GROUPE *Indice 176*

Personnel administratif technique commercial possédant une formation professionnelle suffisante pour exercer sous contrôle des travaux exigeant un minimum d'initiative,

Secrétaire, agent administratif qualifié, agent de comptabilité qualifié, caissier, déclarant en douane,

Agent de trafic qualifié, agent de passage qualifié, agent de fret qualifié,

Magasinier qualifié,

Contrôleur hôtelier, agent hôtelier qualifié,

Mécanicien de piste, tourneur, ajusteur, chaudronnier, soudeur, peintre, sellier, mécanicien groupe et engin, menuisier, agent d'approvisionnement, agent de planning, mécanicien d'atelier,

Agent de comptoir qualifié, agent de réservation qualifié....

3° GROUPE

1° Catégorie *Indice 232*

Technicien possédant une formation ou une spécialisation relevant d'une technique particulière propre au transport aérien ou agents administratifs et commerciaux, responsables d'une activité sous le contrôle direct d'un chef de service,

Secrétaire de direction, agent administratif principal, agent de comptabilité principal, agent déclarant en douane qualifié, agent informaticien,

Agent d'opération, agent de passage principal (chef de groupe passage), agent de fret principal,

Responsable mouvement hôtelier (agent hôtelier principal),

Mécanicien avion, électricien avion, spécialiste IB, spécialiste radio, chaudronnier formeur, soudeur aéronautique,

Agent d'approvisionnement qualifié, agent de planning qualifié,

Chef de comptoir, contrôleur de réservation, démarcheur....

2° Catégorie *Indice 283*

Techniciens hautement qualifiés possédant les qualités de la première catégorie, justifiant de plusieurs années d'expérience professionnelle et pouvant être amenés à travailler de façon autonome,

Agents de maîtrise, possédant les qualités de la première catégorie et amenés à exercer un commandement sur plusieurs ouvriers ou employés,

Chef de section administrative, chef de section comptable,

Agent d'exploitation, chef de section passages, chef de section fret,

Chef de section hôtelière,

Chef d'équipe mécanicien, chef d'équipe piste....

La valeur du point est fixée à 475,25 CFP à compter du 1er novembre 1981.

ANNEXE II

PERSONNEL NAVIGANT TECHNIQUE

Article 1er.—*Champ d'application de l'annexe II.*

La présente annexe détermine les clauses particulières applicables au personnel navigant technique affecté à des liaisons régionales.

Elle précise et complète, en tant que de besoin, les dispositions du livre IV du code de l'aviation civile, et du code du travail d'outre-mer, et des textes réglementaires pris pour leur application.

Art. 2.— *Disponibilité en vue de l'exercice des fonctions de délégué du personnel.*

L'exercice des fonctions de délégué du personnel suppose la disponibilité du titulaire dans le cadre d'une activité pour laquelle il est programmé dans son entreprise.

Cette fonction ouvre droit à une disponibilité programmée limitée à un jour par mois, compte tenu des particularités de l'exploitation et rémunérée sur la base d'une équivalence d'heures de vol, correspondant à 15 heures d'activité "sol", "soit - 7,5 - primes de vol de la machine de qualification".

La mise en disponibilité correspondante est demandée par les intéressés avant une date fixée dans chaque entreprise par accord entre le chef d'entreprise et les délégués du personnel intéressés.

Art. 3.— *Contrat de travail.*

Tout embauchage donne lieu à l'établissement d'un contrat de travail écrit qui précise notamment :

- sa date d'effet et sa durée,
- l'emploi, la fonction et la base d'affectation,
- sauf pour les contrats d'une durée inférieure à un an la durée de la période d'essai qui ne saurait excéder trois mois, renouvelable une fois, durée pendant laquelle les parties sont libres de se séparer sans indemnité ni préavis,
- la catégorie dans laquelle le navigant sera classé ainsi que le salaire minimum mensuel garanti correspondant,
- les conditions dans lesquelles seront amortis, le cas échéant, les frais de formation ou de qualification conformément à l'article 6 de la présente annexe,
- le lieu de destination finale et le moment à partir duquel la mission est réputée accomplie si le contrat est conclu pour une mission déterminée,
- les conditions dans lesquelles le contrat est résilié en cas de maladie, invalidité ou décès,
- l'indemnité de licenciement qui sera allouée au personnel licencié.

Toute modification aux dispositions du contrat de travail doit être soumise, par écrit, à son titulaire préalablement à son application.

Art. 4.— *Déclassement.*

Lorsque, par suite d'une réduction d'activité ou d'une réorganisation d'exploitation ou d'une opération de fusion, un employeur est amené à modifier les conditions du contrat de travail en confiant au navigant une fonction entraînant un déclassement ou une réduction de la rémunération afférente à son emploi précédent, notification écrite lui en est faite.

Le navigant dispose, à partir de la date de réception de cette notification, d'un délai d'un mois pour faire connaître par écrit son acceptation ou son refus.

Le refus du navigant n'entraîne pas rupture du contrat de travail de son fait. Si le contrat est résilié par l'employeur, cette résiliation ouvre droit au paiement du préavis et des indemnités prévues par le contrat.

4.1. - *Maintien du salaire*

Le personnel navigant technique déclassé sera assuré du maintien de son salaire antérieur pendant une durée égale à :

- 45 jours pour un PNT ayant une ancienneté inférieure à 2 ans,
- 2 mois pour un PNT ayant une ancienneté supérieure ou égale à 2 ans,
- 3 mois pour un PNT ayant une ancienneté supérieure ou égale à 3 ans,

- 4 mois pour un PNT ayant une ancienneté supérieure ou égale à 5 ans,
- 5 mois pour un PNT ayant une ancienneté supérieure ou égale à 10 ans.

L'ancienneté est appréciée au jour où la rétrogradation prend effet.

4.2. - Indemnité temporaire dégressive pour le PNT ayant plus d'un an d'ancienneté dans l'entreprise

D'une manière générale, si le déclassement entraîne une réduction de salaire d'au moins 10 %, une indemnité temporaire dégressive sera versée à l'intéressé en sus du nouveau salaire après expiration de la durée du maintien de salaire prévue au 4.1. et pendant les quatre mois suivants.

Cette indemnité sera calculée selon les pourcentages de la différence entre l'ancien et le nouveau salaire soit :

- pour le 1er mois suivant : 80 %
- pour le 2e mois suivant : 60 %
- pour le 3e mois suivant : 40 %
- pour le 4e mois suivant : 20 %

4.3. Dans le cas particulier de mutation interne résultant d'une opération de fusion, concentration ou restructuration, l'indemnité temporaire dégressive sera calculée pour les huit mois suivant l'expiration de la durée du maintien de salaire prévue au 4.1. selon des pourcentages de la différence entre l'ancien et le nouveau salaire, soit :

- pour les 1er et 2e mois : 80 %
- pour les 3e et 4e mois : 60 %
- pour les 5e et 6e mois : 40 %
- pour les 7e et 8e mois : 20 %

4.4 L'acceptation d'une telle modification à la suite d'une suppression ou d'une modification d'emploi donne priorité au navigant déclassé pour sa réadaptation à l'emploi identique ou son adaptation à un emploi similaire que l'entreprise pourrait offrir. Le refus par l'intéressé ou son inaptitude constatée à cette réadaptation lui font perdre le bénéfice de la priorité.

Art. 5. — Affectation temporaire - Détachement.

5.1. Règles générales.

En cas d'affectation temporaire ou de détachement hors du champ d'application géographique du régime général de la caisse de prévoyance sociale, l'entreprise prend les mesures nécessaires pour que les garanties dont il bénéficie au moment de l'affectation ou du détachement soient maintenues au navigant ou que lui soient assurées des garanties analogues.

Ces conditions de l'affectation temporaire ou du détachement prévoient, en fonction de la durée :

- une indemnité de déplacement pendant le premier mois,
- un logement ou son indemnisation au-delà de ce mois,
- le transfert de la famille sur demande de l'intéressé lorsque la durée de l'affectation ou du détachement est supérieure à trois mois hors de la Polynésie française ou à six mois à l'intérieur de la Polynésie française.

En cas de maladie ou d'accident immobilisant le navigant, la compagnie garantit, à son initiative, sur attestation médicale, le transport du conjoint ou du plus proche parent. En cas de maladie ou d'accident grave supposant une intervention spécialisée, le navigant est rapatrié à sa base principale, sur sa demande, ainsi que les membres de sa famille.

En cas de décès du navigant, les frais de retour du corps, ainsi que ceux de sa famille, sont supportés par l'employeur sur présentation des justificatifs.

En cas de licenciement au cours d'une affectation temporaire ou d'un détachement le retour à la base du navigant et de sa famille est à l'initiative et à la charge de l'employeur.

En cas d'internement, détention ou captivité d'un membre de l'équipage à l'occasion du service et aussi longtemps qu'il ne sera pas établi qu'il s'agit de la conséquence d'un délit de droit commun imputable à l'intéressé :

- le navigant perçoit son salaire dans les limites prévues aux articles L. 423-4 et R. 423-3 du code de l'aviation civile.

5.2. Affectation temporaire (dans le cadre du contrat de travail)

Si les conditions d'emploi sont conformes à son contrat de travail et s'il continue à bénéficier des mêmes avantages au sein de son entreprise (classements professionnels, promotion, rémunération), tout navigant est alors tenu d'accepter une affectation temporaire, d'une durée expressément indiquée, dans sa propre entreprise ou dans une autre entreprise française ou étrangère et, dans ce dernier cas, sauf obstacle majeur présenté à cette occasion par l'intéressé, en ou hors territoire de la Polynésie française.

L'affectation temporaire s'entend pour une durée supérieure à deux semaines, la désignation se faisant :

- par volontariat, dans l'ordre de la liste de classements professionnels,
- en cas de carence de candidature, dans l'ordre inverse de la liste de classements professionnels, dans ce cas la durée de l'affectation est limitée à six mois maximum. Toutefois, le navigant n'est pas tenu d'accepter une affectation temporaire supplémentaire, dès lors que les autres personnels de même spécialité n'ont pas fait l'objet du même nombre d'affectations.

5.3. Détachement (avec avenant ou suspension du contrat de travail)

Si les conditions d'emploi sont différentes de celles de son entreprise, le navigant, préalablement informé par écrit de ces différences, est libre d'accepter ou de refuser le détachement sans que cela entraîne la rupture du contrat de travail de son fait.

Si le navigant accepte le détachement, les conditions d'emploi sont au moins équivalentes :

- pour les entreprises françaises ou étrangères sur le territoire de la Polynésie française à celles de la présente convention,
- pour les entreprises françaises ou étrangères hors du territoire de la Polynésie française à celles du pays de l'entreprise de détachement.

Le navigant est alors considéré comme en disponibilité sans solde avec perte des avantages propres à son entreprise. Cependant, si le détachement est d'une durée inférieure à deux mois non renouvelable, le navigant continue à être crédité à 100 % sur la liste de classements professionnels de son entreprise. Dans tous les cas, il est assuré de retrouver son emploi à l'issue de son détachement.

Art. 6. — Amortissement des frais de formation ou de qualification.

Tout navigant qui a bénéficié d'un investissement de formation à la charge de l'entreprise, est tenu à l'amortissement de cette formation ou, à défaut, au paiement du dédit proportionnel à la somme investie, au prorata de l'amortissement non effectué de son fait.

Les règles générales d'amortissement sont fixées annuellement par l'entreprise et communiquées aux délégués du personnel.

Les stages d'adaptation en ligne ne donnent pas lieu à amortissement (sauf formation initiale à la suite de l'embauche).

L'amortissement et le dédit correspondant aux frais de formation engagés en vue d'une qualification machine, pour un stage d'adaptation aux vols spéciaux ou une qualification d'instructeur, sont modulés en fonction du rythme d'utilisation du PNT et du type de machine.

Art. 7.— Préavis.

Au-delà de la période d'essai, la durée du préavis, sauf en cas de faute lourde, est de trois mois.

Pendant le délai-congé, et afin de permettre la recherche d'un nouvel emploi, le navigant n'est pas programmé en exploitation 4 jours 1/2 calendrier par mois tels qu'il les fait connaître à son employeur avec un préavis de quinze jours pour les 4 premiers jours 1/2 et d'un mois pour les suivants, à moins qu'il ne préfère en bénéficier globalement, à concurrence de 13 jours 1/2 calendrier imputables sur la fin du délai-congé. Les absences ne peuvent entraîner, pour chacun des mois considérés, une rémunération inférieure au salaire global mensuel moyen du navigant calculé sur la base des trois derniers mois de salaires effectivement perçus.

Les jours de non programmation accordés au titre de délai-congé n'entraînent pas abatement du repos périodique.

En cas d'inobservation du délai-congé par le navigant ou son employeur, et sauf accord contraire des parties sur ce point, la partie qui n'observe pas le préavis doit à l'autre une indemnité compensatrice calculée au prorata de la durée restant à courir sur la base du salaire global mensuel moyen du navigant considéré, tel qu'il s'établit à l'issue du dernier mois ayant précédé la notification de dénonciation du contrat de travail par l'une ou l'autre des parties.

Art. 8.— Rupture du contrat de travail par l'employeur.

La notification du licenciement doit être précédée d'un entretien avec le navigant assisté, s'il le désire, par une personne de son choix appartenant à l'entreprise. En fonction de son emploi du temps, l'heure, le lieu et la date de cet entretien lui seront précisés par lettre recommandée avec accusé de réception.

La lettre recommandée signifiant le licenciement ne peut être expédiée moins d'un jour franc après la date pour laquelle le navigant a été convoqué à cet entretien.

L'indisponibilité résultant, soit d'un retrait de licence consécutif à une sanction pénale ou administrative, soit d'une maladie ou d'un accident non imputable au service, ne constitue pas une rupture du contrat de travail du fait de l'employeur.

Art. 9.— Indemnité de licenciement pour raison autre qu'économique.

Sauf cas de faute lourde, il sera alloué au navigant licencié avant ouverture des droits à pension de retraite CRPN (50 ans et 15 annuités) une indemnité de licenciement calculée sur la base d'un mois de salaire minimum garanti en position d'activité par année de service effectif à la compagnie avec un maximum de douze mois, la période d'essai étant considérée comme une période de service effectif.

Art. 10.— Licenciement pour motif économique.

10.1. Ordre des licenciements

L'ordre suivant est impérativement respecté dans chaque fonction/machine (CDB - PIL) :

- PNT ayant atteint l'âge limite - 50 ans - et remplissant les conditions d'ouverture du droit à pension et, ce, dans l'ordre décroissant du nombre d'annuités validées, les plus âgés étant licenciés les premiers à nombre d'annuités égal.

- Les autres PNT selon les modalités définies ci-après :

Les PNT sont classés sur une liste d'ancienneté dans l'entreprise, appréciée au jour près, à la date de saisine des délégués du personnel.

Les PNT se verront attribuer :

- 1 point par période complète de quatre mois d'ancienneté,
- 3, 6 ou 9 points de note professionnelle,
- 2 points par enfant mineur, handicapé ou à charge.

Les PNT sont licenciés dans l'ordre croissant du total des points obtenus comme ci-dessus par chacun d'eux.

10.2. Règles applicables à la procédure

La liste n'est établie et publiée que lorsque le licenciement est décidé ; chaque navigant dispose d'un délai de quinze jours après notification pour contester son classement et fournir tous justificatifs utiles à l'appui de sa demande.

Cette procédure s'applique à l'effectif global de la fonction/machine y compris les navigants détachés dans des sociétés filiales associées ou étrangères, mis à disposition de ces sociétés ou en congé sans solde, qui doivent figurer à leur place sur la liste prévue au 10.1.

10.3. Indemnité de licenciement pour motif économique

Il sera alloué au navigant licencié avant ouverture des droits à pension de retraite CRPN (15 annuités) une indemnité de licenciement pour motif économique calculée sur la base d'un mois de salaire mensuel garanti (50 primes effectives de vol) par année de service effectif à la compagnie avec un maximum de 12 mois.

Cette indemnité, lorsqu'elle excède six mois définis comme ci-dessus, peut être versée à concurrence de :

- 50 % à la date de cessation d'activité,
- 25 % à 30 jours,
- 25 % à 90 jours.

10.4. Réintégration

Les PNT compris dans un licenciement d'ordre économique, reclassés ou non dans l'entreprise, bénéficient d'une priorité de réintégration dans l'emploi de PNT avec l'ancienneté acquise au jour du licenciement durant un délai de deux ans à compter de la date de leur licenciement. La réintégration se fera dans l'ordre inverse de celui des licenciements.

Art. 11.— Conditions de travail.

11.1. Définitions

Pour l'application de la présente convention collective, les définitions suivantes sont retenues. Lorsqu'elles font appel à la notion de temps, celui-ci peut être exprimé en heures et minutes ou heures et centièmes d'heures. Toutes les définitions ci-dessous s'entendent en temps programmé-exploitation, sauf pour les limites expressément prévues en temps réel.

a) jour - semaine - mois - année

Les termes " jour ", " semaine ", " mois ", " année " désignent des périodes civiles telles que définies ci-dessous par opposition à l'expression " période de X jours ou X heures " qui sont des périodes de X heures ou jours consécutifs, ne coïncidant pas obligatoirement avec des périodes civiles.

- jour : période civile comprise entre 00 H 00 et 24 H 00 locales ; la 1/2 journée s'entend de 00 H 00 à 12 H 00 à 24 H 00

semaine : période civile comprise entre le lundi 00 H 00 et le dimanche suivant à 24 H 00

mois : période civile comprise entre le premier et le dernier jour inclus du mois considéré

année : période civile comprise entre le 1er janvier 00 H 00 et le 31 décembre suivant 24 H 00.

b) Temps de vol bloc-bloc ou étape

Le temps de vol bloc-bloc est le temps décompté depuis le moment où l'avion quitte le point de stationnement en vue de gagner l'aire de décollage (bloc départ) jusqu'au moment où il s'immobilise lorsque le vol prend fin ou est interrompu (bloc arrivée).

Le temps de vol programmé doit inclure, outre le temps de vol calculé pour effectuer le parcours considéré en conditions standards ou effectivement prévues, un forfait de temps de roulage au départ et à l'arrivée, ainsi qu'un temps de procédure d'arrivée aux instruments si le vol est assuré en régime IFR.

c) Heures de nuit

Sont considérées comme heures de vol de nuit, les heures effectuées durant la période comprise entre l'heure du coucher et l'heure de lever du soleil à Faaa définies par les tables de navigation.

d) Amplitude rotation

Temps décompté depuis l'heure programmée du départ du bloc de la première étape jusqu'à l'heure programmée d'arrivée au bloc de dernière étape. La rotation peut comporter un ou plusieurs passages à la base d'affectation. Il est fait obligation au PNT de se présenter une heure avant le départ programmé de la première étape, à l'exception de ceux programmés pour Moorea où ce délai est ramené à une demi-heure.

e) Temps d'escale

Le temps d'escale ne peut être programmé inférieur à 30 minutes à la base ou en cas de transit avec ravitaillement, à 20 minutes en escale bout de ligne.

Pour les autres escales, ce temps peut être réduit à 10 minutes.

Ces limitations ne s'appliquent pas à la desserte de Moorea au départ de Papeete et à tout type d'exploitation similaire où le temps d'escale peut être inférieur à ces limites.

f) Repos nocturne

Le repos nocturne correspond à un arrêt à la base d'affectation ou en escale de 10 H 30 incluant au moins une période de huit heures comprises entre 20 heures et 8 heures.

11.2. Norme et limitations de l'activité

a) Heures vol mensuelles

La norme mensuelle de travail est fixée à 70 heures sur appareils à hélices.

b) Limites d'heures par périodes

Les limites périodiques d'heures de vol effectuées sont fixées comme suit :

Appareils à hélices

un mois	95 heures
deux mois	185 heures
trois mois	270 heures
six mois	570 heures
douze mois	935 heures

La période de douze mois devra nécessairement inclure une période de congé principal supérieure à 30 jours.

Dans le cas où le congé est inférieur à 30 jours, la limite annuelle pourra être majorée d'autant de fois 1/30 de 70 heures que de jours de congés acquis pendant la période et non pris, sans que cette majoration puisse dépasser 70 heures.

c) Limites étapes par rotation

Le nombre maximal d'étapes par rotation est fixé à 8.

Ce nombre peut être exceptionnellement porté à 9 pour des besoins d'exploitation. Toutefois, cette dérogation est limitée à 3 fois par trimestre et par navigant et au-delà avec accord des délégués.

Pour ce qui concerne Moorea au départ de Papeete et tout autre type d'exploitation du même genre, le nombre maximal d'étapes par rotation est fixé à 14 pouvant être porté exceptionnellement à 16.

d) Limites d'amplitude rotation

La limite d'amplitude rotation est fixée à 09 H 30, pouvant être portée à 10 H 30 si un arrêt minimum de 2 heures est programmé, permettant de prendre un repas au sol de telle sorte que le début de cet arrêt soit compris dans les tranches horaires 11 H/15 H ou 18 H/21 H.

Ces durées peuvent être augmentées avec l'accord des délégués du personnel.

Lorsque l'accord susvisé conditionne la poursuite ou l'ouverture de l'exploitation d'une ligne, à savoir, lorsqu'aucune solution de rechange n'existe, cet accord est automatiquement acquis, seules les mesures d'application et l'attribution d'éventuelles compensations restant à fixer entre les parties.

Il est également entendu qu'en aucun cas ces compensations ne seront d'ordre pécuniaire ni ne pourront être supérieures à celles accordées antérieurement à la signature de la présente convention pour des rotations comparables.

En cas de désaccord sur l'existence d'une solution de rechange, le différend sera soumis à la commission de conciliation.

11.3. Repos

a) Repos nocturne

Un repos nocturne doit au minimum être accordé entre deux rotations.

b) Repos périodique hebdomadaire

Il est accordé un repos hebdomadaire minimum de 2 jours consécutifs par semaine repos post-courrier inclus qui ne peut être réduit qu'après accord des parties.

Le repos hebdomadaire porté au total de 10 jours/mois ne peut, une fois programmé, être modifié sans l'accord de l'intéressé.

11.4. Conditions d'exploitation

a) Activité au sol

Lorsque le navigant exerce simultanément des activités en vol et au sol, le temps de travail au sol sera retenu dans l'amplitude de rotation pour la moitié de sa valeur.

b) Réserves

La réserve à domicile est assurée 1 heure avant le premier décollage et jusqu'au dernier atterrissage de la journée.

L'équipage programmé reste de réserve après le déclenchement et ou l'exécution d'un vol. Dans ce cas, l'amplitude maximale de la réserve ne peut dépasser l'amplitude normale de rotation.

c) Visite médicale

La visite médicale professionnelle est précédée d'une journée de repos accordé à quelque titre que ce soit.

d) *Programmation et convocation d'urgence*

Un navigant n'est tenu de répondre à une convocation ou un changement de programme que s'il en est avisé personnellement avant 20 heures la veille du jour concerné par la convocation ou la modification.

Art. 12.— *Situation administrative.*

Chaque PNT en fonction se voit attribuer dans l'entreprise une situation administrative en fonction des critères suivants :

12.1 *Coefficient d'ancienneté (Ca)*

Le point de départ de l'ancienneté est la date d'engagement dans l'entreprise en qualité de personnel navigant technique.

Le coefficient d'ancienneté (Ca) est fixé à l'entrée dans l'entreprise à 80 points. Il augmente de 1 point par année d'activité dans l'entreprise.

A son entrée dans l'entreprise, le PNT est cependant crédité, suivant le nombre d'heures de vol avion qu'il a effectué antérieurement, d'une ancienneté fictive, dans la limite de six années.

Base de calcul des anciennetés fictives (1 point par an) :

+ 1400 heures de vol	1 an
+ 2800 heures de vol	2 ans
+ 4200 heures de vol	3 ans
+ 5600 heures de vol	4 ans
+ 7000 heures de vol	5 ans
+ 8400 heures de vol	6 ans

Le nombre d'années fictives retenu est la valeur entière la plus proche du rapport. Nombre d'heures de vol à l'embauche : 1400.

Le coefficient d'ancienneté ne peut, en aucun cas, être supérieur à 100 points.

12.2. *Coefficient machine (Cm) (avions à hélices)*

Chaque PNT, suivant l'avion (à hélices) sur lequel il est qualifié, reçoit un coefficient machine (cm) suivant le tableau ci-dessous :

Machines	Cm
Avion de masse inférieure à 5,7 T	0,2
Avion de masse supérieure à 5,7 T et inférieure à 20 T	0,33
Avion de masse supérieure à 20 T (hélices)	Réservé
Bi-qualifié *	0,245

12.3. *Coefficient de classe (Cc)*

Chaque PNT selon son ancienneté dans la fonction dans l'entreprise reçoit un coefficient de classe de 0,85 à 1, compte tenu :

- de sa fonction
- de sa classe

conformément au tableau ci-dessous :

* Un PNT est considéré comme " Bi-qualifié " lorsqu'il assure alternativement les fonctions de commandant de bord sur avion de masse inférieure à 5,7 T, et de pilote sur avion de masse comprise entre 5,7 T et 20 T.

Fonctions	Classe	Coefficient	Temps de séjour dans la classe
C D B	1°	1	4 ans
	2°	0,95	4 ans
	3°	0,90	4 ans
	4°	0,85	4 ans
O P L	1°	1	4 ans
	2°	0,95	4 ans
	3°	0,90	4 ans
	4°	0,85	4 ans

L'entrée dans la fonction se fait par la 4e classe.

Lorsque la carrière dans l'entreprise comporte plusieurs séjours dans la fonction, c'est la totalité des temps de séjour qui sert à déterminer la classe.

Le changement de classe s'effectue au 1° du mois en cours si la date anniversaire est au plus tard le 15 du mois et au 1° du mois suivant si la date anniversaire se situe après le 15 du mois.

Un navigant peut descendre de coefficient de classe à la suite d'un changement de fonction. Toutefois, l'application de cette règle ne peut entraîner de diminution de salaire sauf accord de l'intéressé, déclassement et dans le cas de sanction.

Le temps de séjour dans la fonction CDB est retenu pour un classement de pilote.

Le temps de séjour dans la fonction OPL n'est pas retenu pour un classement de commandant de bord.

12.4. *Coefficient de fonction (Cf)*

Chaque PNT, selon sa fonction dans l'entreprise, reçoit un coefficient de fonction tel que défini ci-dessous :

Fonction	Coefficient de fonction (Cf)
Commandant de bord CDB	1
Officier pilote OPL	0,7
Navigant Bi-qualifié *	1

12.5. *Coefficient de licence (Cl)*

Chaque PNT, selon la nature de la licence nécessaire sur l'avion pour lequel il est qualifié, reçoit un coefficient de licence (Cl) tel que défini ci-dessous :

Licence	Coefficient de licence (Cl)
Pilote de ligne (PL)	Réservé
Pilote professionnel de 1° classe (PPL)	0,90
Pilote professionnel de 1° classe (PPL) (Licence non nécessaire à l'emploi exercé)	0,85
Pilote professionnel + qualification IFR	0,80

* Navigant Bi-qualifié = CDB sur avion de masse inférieure à 5,7 T et OPL sur avion de masse comprise entre 5,7 T et 20 T.

12.6. Constante personnelle (Cp)

La constante personnelle (Cp) est, pour chaque PNT, égale au produit des coefficients de licence, fonction et classe :

$$Cp = Cl \times Cf \times Cc$$

12.7. Constante personnelle actualisée (Cpa)

La constante personnelle actualisée (Cpa) est égale, pour chaque PNT, au produit des coefficients de licence, fonction, classe et machine :

$$Cpa = Cl \times Cf \times Cc \times Cm$$

ou $Cpa = Cp \times Cm$

Art. 13.— Rémunération.**13.1. Généralités**

La rémunération du PNT est constituée de la somme d'une partie appelée "FIXE" et d'une partie appelée "ACTIVITE" constituée de primes horaires (Ph). Le FIXE et l'ACTIVITE sont déterminés par le produit des coefficients et de l'unité de salaire (Us) dont la valeur est définie ci-dessous.

13.2. Unité de salaire (Us)

L'unité de salaire (Us) servant de base au calcul des salaires du PNT est fixée à :

- 3166,11 CFP à compter du 1er novembre 1981.

13.3. FIXE

Le FIXE est égal au produit de l'unité de salaire et des coefficients de licence, fonction, classe et ancienneté :

$$\begin{aligned} \text{FIXE} &= Cl \times Cf \times Cc \times Ca \times Us \\ &= Cp \times Ca \times Us \end{aligned}$$

13.4. Prime horaire (Ph)

La prime horaire (ou prime par unité horaire) est égale au produit de l'unité de salaire par les coefficients de licence, fonction, classe et machine :

$$\begin{aligned} Ph &= Cl \times Cf \times Cc \times Cm \times Us \\ &= Cpa \times Us \end{aligned}$$

13.5. ACTIVITE

L'ACTIVITE est égale au produit de 173,33 primes horaires :

$$\begin{aligned} \text{ACTIVITE} &= Cl \times Cf \times Cc \times Cm \times 173,33 \times Us \\ &= Cpa \times 173,33 \times Us \\ &= Ph \times 173,33 \end{aligned}$$

13.6. Prime horaire effective de vol (Phv)

La prime horaire effective de vol est égale à :

$$\text{ACTIVITE} = \frac{Ph \times 173,33}{70}$$

13.7. Salaire mensuel minimum garanti en position d'activité (SMMGPA)

Le salaire mensuel minimum garanti en position d'activité est égal à la somme du FIXE et de 173,33 primes horaires, correspondant à 70 H de vol sur avions à hélice :

$$\begin{aligned} \text{SMMGPA} &= \text{FIXE} + 173,33 \times Ph \quad \text{Pour 70 primes horaires} \\ &= \text{FIXE} + \text{ACTIVITE} \quad \text{effectives de vol} \end{aligned}$$

Ce montant de primes horaires effectives de vol est réduit d'autant de 1/30^e que de jours passés en position d'immobilisation sur ordre ou de congé, maladie, maternité ou accident au cours du mois considéré, ainsi que d'une façon plus générale que de jours correspondant aux situations administratives énumérées ci-après :

- suspension avec solde
- arrêt provisoire de vol

- internement, détention, captivité
- mise à pied avec solde
- période militaire
- mise en disponibilité
- suspension sans solde
- mise à pied sans solde
- grevé.

13.8. Complément de salaire mensuel minimum garanti en position d'activité

Tout dépassement du minimum garanti en position d'activité donne droit au versement d'un complément de forfait tel que :

Complément de forfait d'heures de vol =

$$\frac{\text{ACTIVITE} \times \text{nombre d'heures de vol supérieur à 70}}{70}$$

13.9. Salaire mensuel minimum garanti (SMMG)

Le salaire mensuel minimum garanti auquel il est fait référence en cas d'incapacité prononcée par le CEMPN ou maternité est calculé sur la base mensuelle de 50 primes effectives de vol, à raison de 1/30^e par jour d'incapacité ou de maternité tel que :

$$\text{SMMG} = \frac{\text{FIXE} + \text{ACTIVITE} \times 50}{70}$$

13.10. Salaire en cas de maladie ou d'accident

En cas de maladie ou d'accident, il est fait application des dispositions prévues à l'article 48 du code du travail d'outre-mer et au régime général de la caisse de prévoyance sociale.

13.11. Immobilisation sur ordre

Lorsqu'un navigant technique est immobilisé sur ordre plus de 2 jours dans un mois, consécutifs ou non, se chevauchant sur 2 mois, il perçoit au titre des primes de vol et pour chaque jour d'immobilisation 1/30^e de :

70 primes de vol horaire effectives sur avion à hélices.

Lorsque, dans un mois donné, une période d'immobilisation sur ordre inférieure ou égale à deux jours ne donne pas lieu à la rémunération prévue, la réduction par 1/30^e prévue à l'article minimum garanti en position d'activité (cf. 13.7) ne doit pas être effectuée.

13.12. Heures de nuit

Outre son paiement au taux d'heure de jour, chaque heure de vol effectuée de nuit donne lieu à versement d'une majoration de 50 % de la prime horaire effective de vol.

Cette majoration entre dans la comparaison du minimum garanti en position d'activité.

13.13. Heures supplémentaires

Le décompte des heures supplémentaires est effectué mensuellement et donne lieu à majoration de 25 %.

Le seuil de déclenchement des heures supplémentaires a lieu au-delà :

- de la 75^e heure sur avions à hélices.

Toutefois, ce seuil est réduit d'autant de 1/30^e que de jours éventuellement passés par membre du PNT, au cours du mois considéré en position de non activité aérienne (maladie, accident, congés annuels, stage...), ce seuil ne pouvant cependant, en aucun cas, être inférieur à :

- 17 heures de vol réelles sur avions à hélices.

13.14. Prime de fonction

Lorsqu'un PNT exerce dans l'entreprise des fonctions d'encadrement ou d'instruction, une prime de fonction définie contractuellement dans l'entreprise lui est attribuée.

Art. 14. — Classement professionnel.

Dans chaque entreprise, il est établi au 1^{er} janvier de chaque année, une liste de classement professionnel qui sert de base aux désignations pour les actes de carrière de l'année commencée.

Par acte de carrière, il faut entendre toute désignation ayant un effet durable sur la carrière du navigant dans sa spécialité.

Sont considérés comme actes de carrière :

- le changement de fonction (officier pilote à commandant de bord)
- le changement de machine
- le changement de machine et de fonction (commandant de bord à officier pilote avion supérieur)
- affectation temporaire.

Les critères retenus lors de leur établissement sont les suivants :

- Brevets et licences : PP IFR 5 points
- PP IFR/PP1 TH 7 points
- PP ITR/PL TH 9 points
- PP1 10 points
- PP1/PLTH 12 points
- PL 15 points
- Activité à la compagnie (Point par mois d'activité compagnie).

	Avec PP1	Sans PP1
CDB Avion inférieur à 20 T et supérieur à 5,7 T	1	—
CDB Avion inférieur ou égal à 5,7 T	0,9	0,8
OPL Avion inférieur à 20 T et supérieur à 5,7 T	0,8	0,7
OPL Avion inférieur ou égal à 5,7 T et stagiaires toutes machines	0,7	0,6

Art. 15. — Utilisation du classement professionnel.

La liste de classement professionnel ne peut entrer en jeu que si un poste pouvant faire l'objet d'un acte de carrière tel que défini ci-dessus, est déclaré vacant par l'entreprise. L'entreprise définit les conditions administratives et techniques pour chaque acte de carrière et en informe les délégués du personnel.

Pour chaque type d'acte de carrière, l'entreprise extrait de la liste de classement professionnel les PNT ne répondant pas aux conditions administratives et techniques nécessaires ou présentant une inaptitude professionnelle vis-à-vis de l'acte de carrière considéré.

L'entreprise procède aux désignations des intéressés dans l'ordre décroissant de la liste ainsi adoptée, jusqu'à concurrence de 75 % des postes à pourvoir. L'entreprise se réserve la possibilité de pourvoir au choix des postes restants.

La direction de l'entreprise est en droit d'exiger des navigants qu'ils acceptent, sauf cas de force majeure, les désignations faites par l'entreprise sous peine de perdre toute priorité dans les désignations ultérieures pour l'acte de carrière considéré et pour l'année calendaire en cours.

Pendant la durée des stages, les navigants sont rémunérés aux taux de l'immobilisation sur ordre.

Art. 16. — Particularité des conditions d'emploi du P.N.T. féminin.

Conformément au code du travail de Polynésie française, tout employeur est tenu de n'exercer, à qualification égale, aucune discrimination notamment pour l'embauche et les conditions de travail entre le PNT féminin et masculin.

Les seules particularités d'emploi du PNT féminin liées à la maternité sont celles prévues au présent article.

Dès que la grossesse est connue, l'intéressée doit en informer le CEMPN qui prononce l'inaptitude temporaire de vol. A l'initiative de l'employeur, elle peut être affectée, pendant cette période d'inaptitude au vol, à un emploi au sol.

Le régime de rémunération est ainsi déterminé :

a) En cas d'emploi au sol

Salaire minimum garanti en position d'activité, les périodes éventuelles d'interruption pour maladie étant rémunérées sur la base du salaire " maladie " (13.10).

b) Dans les autres cas

Salaire mensuel minimum garanti " 50 primes de vol ", intégralement pendant le mois au cours duquel survient l'inaptitude et les trois mois suivants, à 50 % pendant les trois mois suivant cette première période.

Ces périodes étant rémunérées sont considérées comme travail effectif au regard de l'ancienneté administrative et professionnelle.

Sauf demande particulière de sa part, conformément à la législation en vigueur, la réintégration de l'intéressée a lieu à l'issue de la période post-natale. Elle reprend son emploi précédent après avoir bénéficié, le cas échéant, du stage de réadaptation au renouvellement de sa licence.

Il est accordé aux mères de famille ayant un ou plusieurs enfants de moins de 16 ans à charge, un supplément annuel de congés payés d'un jour calendaire par enfant.

Art. 17. — Disponibilité sans solde pour formation.

Dans la mesure du possible et en tenant compte des impératifs d'exploitation, l'entreprise doit faciliter aux navigants qui en font la demande l'accès aux stages professionnels théoriques ou pratiques, en vue de l'obtention d'une licence supérieure.

Dans le cas d'un tel stage fait à la demande du navigant, l'intéressé est placé en disponibilité sans solde et continue de progresser normalement sur la liste de classements professionnels. Il sera tenu compte de ces périodes de stage pour le calcul de l'ancienneté.

Les dispositions concernant la formation professionnelle doivent, par ailleurs, être appliquées pour favoriser les candidatures internes aux postes à pourvoir.

Art. 18. — Activité.

L'activité est la position du navigant qui tient effectivement et normalement son emploi. Sont, en outre, considérés en position d'activité, les navigants dans les situations légales, réglementaires, conventionnelles ou contractuelles qui le prévoient tel que notamment congé annuel ou exceptionnel, maladie et accident, internement, détention ou captivité visés par les articles L. 423-4 et R. 423-3 du code de l'aviation civile.

Art. 19. — Accident - Maladie.**19.1. Accident du travail et de trajet reconnu tel - maladie imputable au service**

L'incapacité résultant d'un accident du travail ou d'une maladie imputable au service, subie ou contractée en service, ne peut être la cause d'une rupture du contrat de travail par l'employeur, quel que soit le temps qui s'écoule avant la consolidation.

Il est fait application des dispositions prévues à l'article 48 du code du travail d'outre-mer et au régime général de la caisse de prévoyance sociale.

19.2. Accident - Maladie

Les absences résultant de maladie ou d'accident, justifiées par l'intéressé, dès que possible, par certificat médical, ne constituent pas une rupture du contrat de travail.

Il est fait application des dispositions prévues à l'article 48 du code du travail d'outre-mer et au régime général de la caisse de prévoyance sociale.

19.3. Inaptitude physique prononcée par le conseil médical de l'aéronautique civile

Sous réserve de l'application de l'article 23, la constatation de l'inaptitude au vol prononcée par le conseil médical de l'aéronautique civile consécutive à l'accident ou à la maladie, entraîne la rupture du contrat de travail dans les conditions prévues à l'article 8 de la présente annexe.

Art. 20.— Périodes militaires.

Pendant les périodes militaires de réserve obligatoires prévues par la loi sur le recrutement et provoquées à la seule initiative des autorités militaires, le navigant est rémunéré sur la base du salaire minimum garanti en position d'activité sous déduction de la solde qu'il a éventuellement perçue.

Art. 21.— Visites médicales.

Les visites médicales d'ordre professionnel sont à la charge de l'entreprise.

Art. 22.— Congés payés.

La durée des congés du PNT est déterminée à raison de 3,17 jours calendaires par mois de présence dans la compagnie.

Art. 23.— Reclassement.

Les entreprises seront tenues de prendre toutes dispositions permettant, compte tenu des aptitudes requises, de réserver certains emplois aux membres du personnel navigant atteints, avant l'âge fixé pour la retraite (50 ans), d'une incapacité (prononcée par le conseil médical de l'aéronautique civile) imputable au service.

Art. 24.— Age limite de cessation de service.

Le maintien en activité du PNT ne peut, en aucun cas, se prolonger au-delà du dernier jour du mois au cours duquel le navigant intéressé atteint 60 ans.

Pour le personnel employé à la date de signature de la présente convention et qui n'aurait pas les 15 annuités CRPN à 60 ans, cette limite serait reportée à l'échéance des 15 annuités.

Art. 25.— Modalités d'application.

Les dispositions de la présente annexe ne peuvent être la cause de restrictions aux avantages individuels acquis par les travailleurs antérieurement à cette date d'application dans chaque entreprise comprise dans le champ d'application de la présente convention collective.

Toutefois, les dispositions doivent être appréciées globalement, article par article, sans que le choix puisse s'exercer en faveur de tel ou tel élément séparé de l'article considéré.

Dans chaque entreprise, les délégués du personnel disposent d'un délai de six mois au maximum, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention collective, pour faire connaître le choix dont il s'agit.

Fait à Papeete, le 9 décembre 1981.

ONT SIGNÉ :

Union des syndicats
" Les syndicats autonomes
des travailleurs de Polynésie "
Transports Aériens (UTA) : (US/SATP) :

Jacques MAECHLER.

CHANG Teraiefa.

Pour la compagnie Air
Polynésie :

Syndicat du personnel navigant technique de Polynésie française (S.P.N.T.P.F.) :

Joël de CERNON.

CONROY José.

Pour la compagnie Quantas :

Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.) :

Timothy SWANN.

CHAN Paul.

Syndicat des cadres d'entreprises de la Polynésie française (S.C.E.P.F.) :

Pierre VERNIER.

VU :

L'INSPECTEUR DU TRAVAIL,
J.P. CHAZE.

ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 82-1 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Auguste Maraetefau en vue d'obtenir l'autorisation d'installer à titre de régularisation un élevage de poules et de porcs dans la commune associée de Mataiea, commune de Teva I Uta, sur la terre Paepaehoroiti, PK 44,500 côté montagne, une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 10 février 1982 et jusqu'au 9 mars 1982.

Cette installation abritera à terme :

- 12.000 poules pondeuses ;
- 60 truies, 6 verrats et 500 porcelets environ.

M. Philippe Raust, docteur vétérinaire à l'économie rurale, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis et observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : (service de l'économie rurale, section élevage à Pirae, téléphone 2.81.47).

Papeete, le 22 janvier 1982.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

Le chef du service de l'aménagement
du territoire,
F. DUPUY.

ENQUETE

"de commodo et incommodo"

AVIS N° 82-2 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. André Duclercq, mandataire de l'entreprise SOCOMA, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un atelier de mécanique et un atelier de menuiserie dans la commune de Punaauia, sur les lots 44, 45, 46 de la zone industrielle de la Punaruu, une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 10 février 1982 et jusqu'au 9 mars 1982.

Cette installation comprendra :

- Atelier mécanique
 - . 1 meule électrique (1,5 CV) ;
 - . 1 poste de soudure électrique (7 CV) ;
 - . 1 poste de soudure autogène ;
 - . 1 compresseur (1,5 CV).
- Atelier de menuiserie
 - . 1 dégauchisseuse (3,5 CV) ;
 - . 1 toupie (3,5 CV) ;
 - . 1 scie à ruban (3,5 CV).

M. Gaspard Ponia, contrôleur d'urbanisme, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis et observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : (service de l'aménagement du territoire, section urbanisme opérationnel et construction - immeuble administratif A1 - rue du Commandant Destremeau - BP 866, téléphone 2.46.50).

Papeete, le 22 janvier 1982.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
du territoire,*
F. DUPUY.

ENQUETE

"de commodo et incommodo"

AVIS N° 82-3 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par Mme Josette Werk en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un atelier de rechapage dans la commune de Fa'a au PK 6,400, face au magasin Tau, dans les locaux de l'ex, garage Bopp Dupont, une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 10 février 1982 et jusqu'au 9 mars 1982.

Cette installation comprendra :

- 1 poseuse moleteuse de chape ;
- 1 râpeuse poseuse moleteuse de chape ;

- 1 chaudière à vapeur avec réservoir de gaz oil ;
- 1 compresseur d'air de 8 CV ;
- 4 presses à rechaper ;
- 1 monte-démonte pneus ;
- 1 brosse électrique ;
- 1 meule.

Mlle Johanna Tuheiava, contrôleur d'urbanisme, est désignée pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès d'elle et elle recueillera tous les avis et observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : (service de l'aménagement du territoire, section urbanisme opérationnel et construction - immeuble administratif A1 - rue du Commandant Destremeau - BP 866, téléphone 2.46.50).

Papeete, le 22 janvier 1982.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
du territoire,*
F. DUPUY.

ENQUETE

"de commodo et incommodo"

AVIS N° 82-4 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Freddy Yune, en vue d'obtenir l'autorisation d'aménager dans un local de l'immeuble existant à Titiro - Papeete, de M. Victor Chene, une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 10 février 1982 et jusqu'au 9 mars 1982.

Cette installation comprendra :

- 1 compresseur à air de 5 CV ;
- 1 poste de soudure au chalumeau ;
- 1 poste de soudure électrique de 10 A ;
- 1 pont élévateur ;
- 2 ponts roulant de force de 1,5 T chacun ;
- 1 perceuse de 3 A ;
- 1 meule de 5A.

M. Antonio Putoa, contrôleur d'urbanisme, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis et observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : (service de l'aménagement du territoire, section urbanisme opérationnel et construction - immeuble administratif A1 - rue du Commandant Destremeau - BP 866, téléphone 2.46.50).

Papeete, le 22 janvier 1982.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement
du territoire,*
F. DUPUY.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de Mes R.E. BAMBRIDGE et J.C. BRAYER, Avocats

Monsieur Gaston Utato FLOSSE, administrateur de Sociétés, et son épouse Vera Joan Barbara CUNNINGHAM son épouse, demeurant ensemble à PIRAE, ont adopté le régime de séparation de biens, qu'ils ont convenu de choisir, selon acte reçu par Maître LEQUERRE, notaire à Papeete, le 14 janvier 1982.

Pour extrait :
R.E. BAMBRIDGE.

Etude Me R.E. BAMBRIDGE Avocat-Défenseur Papeete

D'un jugement rendu contradictoirement par le tribunal civil de première instance de Papeete le 1er février 1978, enregistré et signifié ;

ENTRE : Madame Ginette SHAN KHI FAN demeurant à PAPEETE ; pour lequel domicile est élu à Papeete en l'étude de Me BAMBRIDGE avocat ;

ET : Monsieur Alphonse COLOMBEL demeurant à PAPEETE

Il appert que le divorce d'entre les époux SHAN KHI FAN-COLOMBEL a été prononcé.

Pour extrait :
R.E. BAMBRIDGE.

ETUDE DE MES LIU-BOULOC & HERRMANN-AUCLAIR,
AVOCATS à PAPEETE (TAHITI)

D'un jugement rendu contradictoirement le 6 juillet 1981 par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, enregistré et signifié :

ENTRE : Mme Célia Johanna TATARATA, demeurant à FAAONE PK 49, *nantie de l'assistance judiciaire par décision en date du 7 janvier 1980*, ayant domicile élu en l'étude de Mes LIU-BOULOC & HERMANN-AUCLAIR

ET : M. Henere André TIHOPU, demeurant à BORA BORA (Iles Sous-le-Vent)

Il appert que le divorce d'entre les époux TATARATA-TIHOPU a été prononcé aux torts partagés.

Pour extrait :
Mes LIU-BOULOC & HERMANN-AUCLAIR.

Etude de Mes GIAU et SAGE, Avocats à Papeete

Par jugement du Tribunal Civil de Première Instance du 26 novembre 1980, *nantie de l'assistance judiciaire par déci-*

sion du 12 Mars 1979, la séparation de corps des époux Mme Rahea a TARA et Mr Huri a HURI a été prononcé.

Pour extrait.

Etude de Me GIRARD & GIRARD-GOUPIL
Avocats

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 24 juin 1981, enregistré et signifié,

ENTRE : Madame Juanita Madeleine MANA, demeurant à Faaa-Puurai Lotissement Petea n° 2386, *nantie de l'Assistance Judiciaire par décision en date du 8 janvier 1980* et ayant Me GIRARD-GOUPIL pour avocat,

ET : Monsieur Jean-Pierre TSING, demeurant à Papeete, face Usine MARTIN et ayant Me BAMBRIDGE pour avocat,

Il appert que la séparation de corps entre les époux TSING-MANA a été prononcée aux torts du mari.

Pour insertion légale :
Denise GIRARD-GOUPIL.

" MAHINA PARPAINGS "

Société à responsabilité limitée au capital de 600.000 FCP
Siège social : " MAHINA "

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé le 15 janvier 1982, enregistré à Papeete le 15 janvier 1982 folio 4 bord. 83/18, il a été établi les statuts de la société " MAHINA PARPAINGS " dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : " MAHINA PARPAINGS "

Objet : Exploitation d'une fabrique de parpaings, de matériaux de construction.

Siège social : MAHINA

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce.

Apports : Il a été fait à la société des apports en numéraire pour une somme de 600.000 F CFP.

Capital social : Le capital social est fixé à 600.000 FCP et est divisé en 60 parts sociales de 10.000 FCP chacune, réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Gérants : Aux termes de l'article 13 des statuts, M. Loing Bernard a été nommé gérant de la société pour une durée non limitée.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis de constitution :

Le gérant,

LO et LAI et COMPAGNIE

Société en nom collectif en formation

Au capital de : 350.000 Frs CFP

Siège : PIRAE-FAUTAU, rue Ariipaea POMARE

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous signatures privées en date à Pirae du 21 janvier 1982, enregistré, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société en nom collectif.

Raison sociale : LO et LAI et Cie.

Nom commercial : MAEVA CONFORT.

Objet : La fabrication, la création, la confection, la réfection et la pose de tous objets se rapportant au travail de bourrellier, matelassier, sellier, pour tous usages : maison, voiture, bateau, avion ou autre, l'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la consignation, l'emmagasiner, le warrantage, le transport de tous produits, marchandises et denrées et objets concernant l'objet ci-dessus, la participation à toutes sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce de PAPEETE.

Siège social : PIRAE-FAUTAU - Rue Ariipaea POMARE.

Apports en numéraire : TROIS CENT CINQUANTE MILLE Frs CFP.

Capital : TROIS CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (350.000 Frs) divisé en 350 parts sociales de 1.000 Frs CFP chacune.

Associés : - M. Hon Tihoun dit Gaston TCHING, propriétaire, demeurant à PAPEETE, Mamao, immeuble Guy Brault,

- Mme Nyau Hau dite Paulette LAI, employée, demeurant à PAPEETE, Mission Catholique, épouse Henri CHUNGUES,

- M. Adolphe PANIE, employé, demeurant à MAHINA,

- Mme Lai Ying Eliane LO, employée, épouse de M. Kim Léon LOU, demeurant à PIRAE-Fautau,

- M. Kim Léon LOU, propriétaire, demeurant à Pirae-Fautau, époux de Mme Lai Ying Eliane LO.

Gérantes : Madame Paulette LAI et Madame Eliane LO sus nommées pour une durée d'une année.

Parts sociales : Conformément à la loi celles-ci ne peuvent être cédées qu'avec consentement de tous les associés.

La société sera immatriculée au registre du Commerce et des sociétés de PAPEETE.

Pour avis et mention :

Les Gérants.

ANNONCES DIVERSES**" SYNDICAT D'INITIATIVE DE MOOREA " (S.I.M.)**

Aux termes d'un acte sous seing privé le 2 janvier 1982, il a été constitué une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée : "Syndicat d'Initiative de Moorea - (S.I.M.)".

Le siège social est fixé à Temae-Moorea.

Il a pour objet :

- Inventorier les richesses naturelles et artistiques principalement de l'île de Moorea en Polynésie française, et faire toutes suggestions pour leur mise en valeur et leur conservation,

- Accueillir les voyageurs et leur fournir tous renseignements et informations d'intérêt touristique,

- Veiller à la continuité des réalisations antérieures,

- Organiser ou collaborer à l'organisation des fêtes et concours,

- Rechercher, étudier, et présenter aux Pouvoirs Publics toutes réalisations propres à favoriser le développement de Moorea,

- Et plus généralement, prendre l'initiative de créer des activités culturelles, artistiques, sportives et des loisirs.

Récépissé n° 2111 AA du 12 janvier 1982.

ASSOCIATION SPORTIVE TEARAA

(Séance du 18 janvier 1982)

Renouvellement du Bureau :

<i>Président d'Honneur</i>	: M. TEAMOTUAITAU Teril-Vaea
<i>Président</i>	: M. TCHING SIN KAI Robert
<i>Vice-Président</i>	: M. HOIORE Jacques
<i>Secrétaire</i>	: M. SUHAS Alphonse
<i>Secrétaire Adjoint</i>	: M. TEHOU Better
<i>Trésorier</i>	: M. VAHAPATA Justin
<i>Trésorier Adjoint</i>	: M. TEHIVA Huitarani
<i>Commissaire aux comptes</i>	: M. POROIAE Benjamin
<i>Commissaire aux comptes</i>	: M. TETUIRA Teril
<i>Membre actif</i>	: M. PAHI Joseph
<i>Membre actif</i>	: M. HOIORE Guy

**CHAMBRE SYNDICALE DES ENTREPRENEURS
DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE**

(Séance du 15 janvier 1982)

Renouvellement du Bureau :

<i>Président d'Honneur</i>	: M. Teari TAPUTUARAI dit Coco
<i>Président</i>	: M. Claude GUTIERREZ
<i>Premier Vice-Président</i>	: M. Bernard PERRET-GENTIL
<i>Second Vice-Président</i>	: M. Jean-François ETOURNAUD
<i>Premier Secrétaire</i>	: M. Jack FAVIE
<i>Trésorier</i>	: M. Philippe DOUCET
<i>Premier Administrateur</i>	: M. Jean-Pierre LE HEBEL
<i>Second Administrateur</i>	: M. François PRUDHOMME

BANQUE DE POLYNESIE

R. C. PAPEETE 462 B - LBOM N° 8

Siège Social : Boulevard Pomare - PAPEETE (TAHITI)

Situation au 5 janvier 1982

ACTIF	Frs CFP	PASSIF	Frs CFP
Caisse, I.E.O.M., T.P., C.C.P.	483.665.335	Banques, Organismes et Etablissements financiers ...	24.998.876
Banques, Organismes et Etablissements financiers : ..	512.091.848	a) comptes ordinaires	14.998.876
- Comptes ordinaires	149.868.720	b) emprunts et comptes à terme	10.000.000
- Prêts et comptes à terme	362.223.128	Valeurs données en pension ou vendues ferme	583.974.789
Crédits à la clientèle	6.743.091.396	Comptes créditeurs de la clientèle	6.737.786.901
- Créances commerciales	406.267.247	- Sociétés et entrepreneurs	
- Autres crédits à court terme	4.568.940.053	a) comptes ordinaires	791.534.994
- Crédits à moyen terme	1.767.884.096	b) comptes à terme	1.973.875.983
Comptes ordinaires débiteurs de la clientèle	257.930.415	- Particuliers	
Chèques et effets à l'encaissement	763.842.044	a) comptes ordinaires	522.169.859
Comptes de régularisation et divers	70.672.322	b) comptes à terme	1.651.198.052
Immobilisations	209.035.461	- Divers	
Total de l'actif	9.040.328.821	a) comptes ordinaires	215.017.611
		b) comptes à terme	150.063.327
		- Comptes d'épargne à régime spécial	846.484.439
		Bons de caisse	587.442.636
		Comptes exigibles après encaissement	701.874.735
		Comptes de régularisation - Provisions et divers	639.790.890
		Réserves	50.510.000
		Capital	300.000.000
		Report à nouveau	1.392.630
		Total du passif	9.040.328.821

HORS BILAN**Frs CFP.**

Cautions, avals, autres garanties reçus des intermé- diaires financiers	
Ouvertures de crédits confirmés en faveur de la clientèle	231.722.000
Cautions, avals et obligations cautionnés en faveur de la clientèle	937.265.495
Autres engagements en faveur de la clientèle	562.031.982
Total	1.731.019.477

Copie certifiée conforme :

Papeete, le 21 janvier 1982.

M. Michel OTTAVIANI : Administrateur Directeur Général.

LIGUE POLYNESIENNE DE PETANQUE

(Séances des 15 et 22 décembre 1981)

Renouvellement du bureau :

Président d'Honneur et	
Conseiller Technique : M. Gilles RAO	
Président : M. Terii TCHING	
Vice-Présidente : Mme Madeleine PAOLI	
Secrétaire Général : M. Richard VONGUE	
Secrétaire Adjoint : Mme Denise TCHING	
Trésorier Général : M. Félix LIGNE	
Trésorier Adjoint : M. Dick YIN SUN SAN LEE	
Commissaire aux comptes : M. Eric MAI	
Commissaire aux comptes : M. Terii TEPA	

LIGUE "TO OA OTERA"

(Séance du 28 décembre 1981)

Renouvellement du Bureau Directeur :

Président : M. LAUGHLIN Hugh	
1er Vice-Président : M. TEHAU Nicolas	
2e Vice-Président : M. BERNADINO Adrien	
3e Vice-Président : M. PUTOA Georges (Junior)	
Secrétaire Générale : Mme MARITERAGI Joséphine	
Secrétaire Adjoint : M. BAMBRIDGE Marc	
Trésorier : M. PROKOP Joseph	
Trésorier Adjoint : M. VAN BASTOLAER Roger	

IMPRIMERIE OFFICIELLE — PAPEETE